

Vulnérabilité : catégorisation d'une population paysanne en situation d'insécurité alimentaire

Promoteur :

- *Marc Poncelet*

Lecteurs :

- *Bénédicte Maccatory*
- *Jean Yves Standaert*
- *Gautier Pirotte*

*Mémoire présenté par
Jacquinet Arnaud
en vue de l'obtention du grade de master en
Sciences de la Population et du Développement
à finalité spécialité coopération Nord/Sud*

Liège – Année académique 2011-2012

Vulnérabilité : catégorisation d'une population paysanne en situation d'insécurité alimentaire

Comment évaluer la vulnérabilité des ruraux pauvres dépendant d'une agriculture vivrière, face au risque d'insécurité alimentaire ? Le cas de Louvain coopération au Développement dans les provinces du nord du Burundi.



Une recherche menée en partenariat avec l'ONG belge Louvain Coopération au Développement

Remerciements.

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à l'élaboration de ce travail. Je tiens à remercier particulièrement mon promoteur et mes lecteurs ainsi que les différentes personnes qui m'ont soutenu dans les multiples démarches réalisées dans l'urgence pour me permettre de partir au Burundi. Grâce à celles-ci j'ai pu mener la recherche que j'espérais.

Ensuite, je tiens à remercier tout le personnel local qui travaille au projet de Louvain Développement, le projet L.I.A.M., ainsi que Vincent Henin qui a contribué au bon déroulement de mon séjour. Je tiens à remercier particulièrement Guillaume qui m'a fait découvrir son pays et sans qui tout le travail réalisé n'aurait pas été possible.

Tableaux	1
Acronymes	1
Introduction	3
I. Contextualisation : le projet LIAM dans les provinces du nord du Burundi.	5
1. Analyse et historique de l'intervention de Louvain Développement au Burundi.	5
1.1. Louvain Coopération au Développement.	5
1.2. Historique de l'intervention au Burundi.	6
1.3. Méthodologie d'intervention.	8
1.3.1. <i>Le projet LIAM.</i>	8
1.3.2. <i>Enseignements de la phase 1.</i>	9
1.3.3. <i>Objectifs et résultats attendus - LIAM.</i>	10
1.3.4. <i>Stratégie opérationnelle.</i>	12
1.4. Méthodologie d'intervention : ciblage de la population bénéficiaire.	12
1.5. Le Fonds belge pour la Sécurité Alimentaire au Burundi.	13
2. Aspect général de l'insécurité alimentaire.	14
2.1. Mesure de l'insécurité alimentaire.	14
2.2. Consommation des ménages.	15
2.2.1. <i>Coût de consommation.</i>	16
2.2.2. <i>Structure de consommation.</i>	16
2.2.3. <i>Différents modes d'acquisition des aliments.</i>	17
2.3. Mesure de la sous-alimentation et de la malnutrition au Burundi.	18
3. Approches théoriques	20
3.1. Insécurité alimentaire.	20
3.2. Vulnérabilité.	22
3.3. Présentation générale du Burundi.	23
3.3.1. <i>Description géographique.</i>	24
3.3.2. <i>Historique.</i>	24
3.3.3. <i>Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.</i>	25
3.3.3.1. <i>La pression démographique.</i>	25
3.3.3.2. <i>Contexte économique.</i>	26
II. Approche de la vulnérabilité alimentaire : les indicateurs de vulnérabilité.	27
1. Méthodologie de ciblage des bénéficiaires.	27
1.1. Étude de la situation de référence : LPPN.	28
1.2. Approche de l'étude <i>baseline</i> .	29
1.2.1. <i>36 indicateurs de vulnérabilité.</i>	31
2. La production agricole.	32
2.1. Indicateurs communs à impact différencié : Le climat.	33
2.1.1. <i>Les saisons.</i>	33
2.1.2. <i>Les chocs climatiques.</i>	35
2.2. L'érosion hydrique.	36
2.3. La production des ménages.	36
2.3.1. <i>L'accès à la terre.</i>	36
2.3.2. <i>L'accès aux moyens et techniques de production.</i>	37
2.3.3. <i>L'élevage.</i>	38
2.4. Les risques liés à la production.	38
3. Sources de revenus des ménages	39
3.1. La production végétale.	40
3.1.1. <i>Culture vivrière vs culture de rente.</i>	41
3.1.2. <i>L'accès au marais, les bas-fonds aménagés.</i>	41
3.2. La production animale.	42
3.3. La vente de main d'œuvre agricole.	42
3.4. Autres sources de revenus.	43
3.5. Calendrier des revenus.	43
3.6. Revenus monétaires.	43
4. Capacité et résilience.	44
5. Dépenses des ménages et accès au marché.	46

5.1. Production et consommation alimentaire.	47
5.2. L'accès aux aliments : le marché.	48
5.3. Les dépenses des ménages.	49
6. Capital social et humain.	51
6.1. Démographie des ménages.	51
6.2. Capital social et capital humain : des facteurs de résilience.	52
6.3. L'éducation.	53
6.4. La santé.	54
6.5. Capital social et réseaux de solidarité.	55
6.6. Possession de biens.	57
III. Démarche de terrain.	59
1. Etude de terrain : Commune de Busoni, Province de Kirundo.	59
1.1. Analyse et interprétation des résultats.	60
1.1.1. <i>Différentes catégories.</i>	60
1.1.2. <i>Vivre au jour le jour.</i>	60
1.1.3. <i>De longues périodes de soudure.</i>	60
1.1.4. <i>Entre choix, risque et résilience.</i>	61
1.1.5. <i>Un certain isolement.</i>	61
1.1.6. <i>Une production insuffisante.</i>	62
1.1.7. <i>La faim.</i>	63
1.1.8. <i>Accès aux soins de santé, à l'éducation.</i>	63
1.1.9. <i>La maladie, le handicap, la vieillesse.</i>	63
1.1.10. <i>L'ouvrier agricole.</i>	63
1.1.11. <i>Utilisation de l'argent : achats et dépenses.</i>	64
IV. Approche critique de l'évaluation de la vulnérabilité alimentaire.	66
1. Caractérisation des ménages les plus vulnérables.	66
1.1. Les paysans burundais extrêmement vulnérables à l'insécurité alimentaire.	67
1.2. Mise en place d'une méthodologie d'intervention.	68
1.2.1. <i>Approche de Louvain coopération au Développement.</i>	68
1.2.1.1. <i>Ciblage des ménages les plus vulnérables.</i>	69
1.2.1.2. <i>Type d'appuis spécifique.</i>	69
1.2.2. <i>Approche du FBSA.</i>	69
2. Différentes approches dans l'évaluation de la vulnérabilité.	70
2.1. Mesures spatialisées de déficit alimentaire.	71
2.1.1. <i>Le système SAP. (AGHRYMET)</i>	71
2.1.2. <i>La méthode du CILSS.</i>	71
2.2. Approches centrées sur le marché.	72
2.3. Approche par les <i>capabilités</i> : vers une approche qualitative	73
2.4. Des approches mixtes : l'exemple du PAM	74
3. Catégorisation et vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.	76
3.1. Les indicateurs de vulnérabilité.	76
3.2. Hiérarchisation des indicateurs.	78
3.3. Catégorisation des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire.	78
3.3.1. <i>Quels types de catégorisation ?</i>	79
3.3.2. <i>Catégorisation et méthodologie d'intervention : le projet LIAM.</i>	79
4. Vulnérabilité : approche critique du concept.	81
4.1. Historique et enjeux dans l'évaluation de l'insécurité alimentaire.	81
4.2. Les enquêtes de vulnérabilité : enjeux et faisabilité.	82
4.3. L'inexistence d'une approche qualitative.	83
Conclusions Générales	85
Bibliographies	87

Tableaux

Tableau 1 : distribution des apports caloriques par équivalent adulte

Tableau 2 : grille de sécurité alimentaire et économique : projet LIAM

Tableau 3 : catégorisation des ménages vulnérables : projet LPPN

Tableau 4 : production agricole, poids 3

Tableau 5 : calendrier des saisons agricoles

Tableau 6 : sources et revenus des ménages, poids 3

Tableau 7 : calendrier annuel des revenus basé sur les saisons agricoles

Tableau 8 : dépenses et accès aux marchés

Tableau 9 : calendrier des dépenses basés sur les saisons agricoles

Tableau 10 : capital humain et social, poids 1,5

Tableau 11 : indicateurs d'évaluation de la vulnérabilité alimentaire

Acronymes

AGHRYMET : Centre régional de formation et d'application en agrométéorologie et hydrologie opérationnel

AGSAV : Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité

CILSS : Comité Permanent Inter-Etatique de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

DEA : Déficit Energétique Alimentaire

ECRIS : Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques

EPS : Enquête Démographique et Santé

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FBSA : Fonds belge pour la Sécurité Alimentaire

FIDA : Fonds International de Développement Agricole

GAR : Gestion Axée sur les Résultats

GRAP 3A : Groupe de Recherche en Appui à la Politique, Alimentation, Agriculture, Afrique

IDH : Indice de Développement Humain

IFPRI : International Food Policy Research Institute

IGF : Indice Global de la Faim

IPI : Insuffisance Pondérale Infantile

IVIAM : Indice de Vulnérabilité à l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition

LD : Louvain Coopération au Développement

LDAC : Louvain Développement Afrique Centrale

LIAM : Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition

LPPN : Lutte contre la Pauvreté dans les Provinces du Nord

MARP : Méthodologie Accélérée de Recherche Rurale

MI : Mortalité infantile

OMD : Objectifs du Millénaire du Développement

OMS : Organisation Mondial pour la Santé

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PAS : Politique d'Ajustement Structurel

PIB : Produit Intérieur Brut

RDC : République Démocratique du Congo

SAE : Sécurité Alimentaire et Economique

SAP : Système d'Alerte Précoce

UCODE : Union pour la Coopération au Développement

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance

VAM : Vulnerability Analysis and Mapping

Introduction

L'insécurité alimentaire touche aujourd'hui encore de nombreux pays en développement. Face aux changements climatiques, à la dégradation des terres, ce sont les paysans dépendant d'une agriculture vivrière qui sont les premiers touchés.

Le Burundi est confronté à d'importants problèmes qui affectent la population paysanne. Le phénomène d'insécurité alimentaire touche une majorité de la population qui survit d'une agriculture principalement vivrière. Exposée à une pression foncière importante et à des chocs climatiques de plus en plus réguliers, la productivité des ménages, déjà fortement affaiblie par la dernière crise politique, est encore plus diminuée. Vulnérables, les ruraux pauvres n'ont pas les capacités pour faire face au risque. Doté d'une faible résilience, les plus vulnérables ne peuvent sortir d'une situation d'insécurité alimentaire.

Méthodologie

Ce travail prend place dans un contexte spécifique. Il se base sur l'intervention d'une ONG - Louvain Coopération au Développement - dans le cadre d'un projet de *Lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition* dans les provinces du nord du Burundi. L'axe principal qui a orienté ce mémoire cible les méthodes d'évaluation de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

Les projets de développement rural utilisent des méthodes d'évaluation pour pouvoir caractériser la problématique spécifique à leur contexte d'intervention, mais aussi afin d'identifier le plus précisément possible leur population bénéficiaire. Ces méthodes renvoient à un nombre important d'indicateurs. Ces derniers sont essentiels et jouent un rôle central dans la conception des projets. Il faut alors pouvoir les interroger. De plus, ces méthodes relèvent d'une certaine technicité qui traduit la complexité du phénomène d'insécurité alimentaire.

Plus précisément, pour orienter mon raisonnement, je me suis basé sur une question de départ et différentes hypothèses :

Question de départ :

« Comment évaluer la vulnérabilité de ruraux pauvres dépendant d'une agriculture vivrière, face au risque d'insécurité alimentaire ? Le cas de Louvain Coopération au Développement dans les provinces du nord du Burundi »

Hypothèses :

- *L'évaluation de la vulnérabilité est une démarche complexe qui fait apparaître un nombre important d'indicateurs révélateurs de l'insécurité alimentaire.*
- *Le concept de vulnérabilité définit l'insécurité alimentaire comme un phénomène englobant, soutenu par une dynamique qu'il est difficile de mesurer.*
- *La catégorisation des ménages vulnérables est indispensable pour caractériser le phénomène d'insécurité alimentaire.*

Pour répondre à cette question et aux interrogations qu'elle soutient, il m'a paru important dans un premier temps de spécifier de manière précise le contexte d'intervention. C'est pourquoi, pour commencer, l'historique de l'intervention de l'ONG et une approche de l'état de l'insécurité alimentaire seront abordés. Ensuite, une approche théorique va tenter de poser les bases des différents concepts utilisés et qui sont au centre de l'approche de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire aujourd'hui.

Dans un deuxième temps, l'approche de la vulnérabilité de l'ONG sera mise en avant de manière à appréhender au mieux la complexité qui la caractérise. Les différents indicateurs retenus par l'organisation seront alors abordés. Ce chapitre va également tenter d'appréhender les concepts de vulnérabilité et de résilience récemment utilisés pour caractériser les situations d'insécurité alimentaire. Ce chapitre sera complété par l'approche de mon terrain par le biais d'une enquête que j'ai pu réaliser lors de mon séjour dans les provinces du nord du pays.

Enfin, une synthèse des éléments mis en avant dans la partie précédente tentera de caractériser la population la plus vulnérable à l'insécurité alimentaire. Pour terminer, différentes méthodes d'évaluation seront confrontées dans l'optique d'une approche qui se voudra plus critique.

Contraintes et limites conceptuelles.

L'objet de mon mémoire se concentre sur la méthode d'évaluation de la vulnérabilité alimentaire dans le cadre du projet LIAM. Le projet de Louvain Développement qui découle de celle-ci ne fera donc pas l'objet d'une analyse. Le projet apparaît comme « toile de fond » de mon approche. Les compétences requises et les enjeux autour de l'évaluation du projet étant hors de ma portée. Cela s'est présenté comme une réelle contrainte dans la mesure où méthode d'évaluation et méthodologie d'intervention sont intimement liées.

I. Contextualisation : le projet LIAM dans les provinces du nord du Burundi.

1. Analyse et historique de l'intervention de Louvain Développement au Burundi.

1.1. Louvain Coopération au Développement.

L'organisation LD est née d'une initiative de l'Université de Louvain-la-Neuve. L'ONG travaille en collaboration avec les différentes facultés de l'université et bénéficie de la reconnaissance des autorités académiques.

LD¹ est active dans trois secteurs d'intervention. L'organisation oriente ses actions autour de trois axes principaux qui sont : la sécurité alimentaire et économique, les soins de santé primaires et les systèmes mutuellistes.

Premièrement, concernant l'axe « sécurité alimentaire et économique », l'ONG organise son intervention en s'appuyant sur la définition suivante de la sécurité alimentaire : *« Sont en état d'améliorer leur sécurité alimentaire les populations disposant d'une capacité d'accès à la nourriture telle qu'elles peuvent commencer à accumuler des réserves (stockage, bétail, épargne), à développer des moyens plus performants de production ou d'augmentation des revenus, à organiser des relations sociales comprenant des réseaux de solidarités plus fiables. C'est l'ensemble de ces actions qui inscrit les populations dans un processus cumulatif de réduction de vulnérabilité alimentaire »*²

Cette large définition permet à l'organisation d'agir sur des axes d'intervention supplémentaires qu'elle a pu développer grâce à son expérience de terrain. Ces différentes actions sont :

- Actions destinées à accroître et/ou sécuriser la production agricole ;
- Mise en place et/ou consolidation d'organisations d'économie sociale proposant des services structurants à leurs membres ;
- Actions destinées à diversifier les revenus et le développement des petites entreprises ;
- Actions destinées à développer des filières porteuses.³

Deuxièmement, l'organisation travaille dans le secteur de la santé en développant des systèmes de santé locaux organisés au niveau des districts sanitaires. Le travail sur une entité géographique permet de coordonner l'action avec les différents niveaux structurels compétents en la matière. L'ONG organise son intervention à travers deux actions principales qui sont : l'approche des soins santé primaires et le renforcement d'actions spécifiques en santé mentale.

¹ LD : acronyme « Louvain Coopération au développement »

² Document technique et financier, LIAM, p3 (Définition proposée par le « Collectif Stratégie alimentaire » Le CSA est une ONG créée en 1984, qui s'est spécialisée dans le développement de l'agriculture en Afrique.

³ Document technique et financier, LIAM, p4

Troisièmement, le dernier axe d'intervention de l'organisation se concentre sur les systèmes mutuellistes. Pour permettre aux populations rurales vivant principalement de l'agriculture et bénéficiant de revenus aléatoires et irréguliers qui ne leur permettent pas d'accéder aux soins de santé de bases, LD soutient le développement de mutuelles de santé et la mise en union de celles-ci.

Zones d'intervention.

L'organisation intervient dans des zones généralement enclavées et délaissées par l'aide internationale. C'est dans un nombre limité de pays à bas revenus que LD a orienté son action. Elle intervient au Togo, au Bénin, en RDC, au Burundi pour l'Afrique, en Bolivie et au Pérou pour l'Amérique Latine, à Madagascar, et au Cambodge pour l'Asie.

Il est à souligner que l'ONG intervient également en Belgique autour de son axe de sensibilisation et d'éducation au développement.

1.2. Historique de l'intervention au Burundi.

Le projet de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition (L.I.A.M.), contexte dans lequel prend place ce travail, n'est pas la première intervention de l'ONG au Burundi. En effet, un premier projet intitulé « *Lutte contre la Pauvreté dans les Provinces du Nord Burundi* » (L.P.P.N.) a précédé et donc influencé et orienté le projet actuel. C'est en 2003 que Louvain Développement fait ses premiers pas au Burundi.

C'est en répondant à la demande d'un ancien doctorant burundais de l'Université Catholique de Louvain, natif de la province de Ngozi⁴ et co-fondateur d'une organisation paysanne, que l'ONG va s'investir dans un premier projet dans les provinces du nord du pays. L'intervention de Louvain Développement est donc une intervention en partenariat avec une organisation locale du nom de UCODE. Les deux projets LPPN et ensuite LIAM vont en fait soutenir l'action entreprise par cette jeune organisation qui se présente comme une fédération paysanne.

UCODE pour « *Union pour la COopération au DEveloppement* » doit être considérée comme le point de départ des deux projets, mais également comme le partenaire incontournable de l'ONG et doit donc faire l'objet d'une attention particulière.

UCODE est une structure paysanne qui voit le jour en 2001 suite à l'initiative de différents notables natifs de la province de Ngozi. Pour ces différentes personnes, la meilleure façon de lutter contre la guerre qui secoue alors le pays est de créer des richesses et de l'emploi. Ces différents notables n'en

⁴ Ngozi est le chef lieu du projet LIAM. Cette petite ville importante dans le pays se situe dans le nord du pays dans la province du même nom. C'est le point de départ de l'intervention de Louvain coopération au Développement.

étaient pas à leur première initiative. En effet, UCODE découle d'une première organisation : la COFIDE « *Compagnie Financière de Développement* ».

LD va donc favorablement répondre à la demande de soutien en décidant de procéder à l'identification et la formulation d'un projet pour soutenir l'action de l'UCODE. Une première proposition sera soumise au *Fonds belge pour la Sécurité Alimentaire* pour un projet de près de un million trois cent mille euros. En 2003, le FBSA donne son accord pour financer le projet à hauteur de 85% et demande qu'un audit soit réalisé avant le démarrage effectif du projet. Les différents audits organisationnels et financiers vont mettre en avant la situation précaire dans laquelle se trouve la jeune structure paysanne. Cette précarité découlait alors principalement du manque de moyens financiers. Le projet initial de Louvain Développement doit alors être modifié pour répondre aux difficultés rencontrées par UCODE.

Le projet LPPN adopté en 2004, également dénommé « *phase 1* » mis en place pour une période de quatre ans, prit fin en 2008. Les objectifs globaux de cette première phase étaient dans un premier temps de restructurer la fédération paysanne et, dans un deuxième temps, d'améliorer la sécurité alimentaire et le niveau de vie des personnes pauvres et très pauvres d'une zone d'intervention qui ciblait cinq provinces du Nord du pays : Kayanza, Ngozi, Kirundo, Muyinga, et Karuzi. Deux objectifs spécifiques précisaient l'action de l'ONG sur le terrain à savoir :

- *Restructurer l'U.C.O.D.E. pour qu'elle soit une structure paysanne fonctionnelle, performante, participative, représentative et rentable en ce qui concerne les activités économiques ;*
- *Renforcer les activités de production, de transformation, de diversification et de commercialisation des organisations paysannes dans les communes d'intervention prioritaires.*⁵

Dès ses premiers pas, le projet va connaître des difficultés. LD précise dans le rapport final d'évaluation du projet LPPN que les décisions prises bien que pertinentes ont été mal opérationnalisées. Des faiblesses conceptuelles ont mis à mal la stratégie adoptée par Louvain Développement qui va alors peu à peu s'éloigner des objectifs majeurs du FBSA.

Les débuts du projet très difficiles traduisent également l'importance des actions menées et l'investissement des différents acteurs clés dans ce dernier. Louvain Développement a dans un premier temps principalement concentré son action sur le « sauvetage » de la structure paysanne.

⁵ DTF LIAM, p28

UCODE qui se présente alors comme une institution de microfinance se porte mal. Pour pouvoir se développer, elle a puisé de manière importante dans ses fonds, c'est-à-dire les épargnes de ses clients qu'elle ne pouvait alors plus rembourser. De plus, un grand nombre de prêts accordés aux paysans cultivant du café n'ont pas pu être honorés. LD a du alors faire face à cet important déficit pour ne pas que l'organisation fasse faillite. L'ONG a alors concentré ses forces sur la restructuration de cette structure paysanne en difficulté en délaissant son deuxième objectif spécifique, celui qui devait lutter contre la pauvreté en aidant les paysans les plus pauvres de la région sans pour autant l'abandonner. LD s'est alors écartée des objectifs et de la ligne de conduite du FBSA pourtant bailleur à 80% du projet.

La restructuration de l'organisation locale a débouché sur la création de deux structures aux personnalités juridiques et missions distinctes.

UCODE a donc donné naissance à deux organisations : UCODE-asbl et UCODE-Micro-finance. La première est en charge de ce qui se définit comme « l'appui au monde rural », alors que la seconde se concentre sur le volet microfinance.

Ce partage des tâches souligne les objectifs fixés par le projet LPPN. En effet, il avait été décidé que les deux premières années (2004-2006) du projet seraient principalement dédiées à la restructuration de L'UCODE et les deux suivantes (2006-2008) se concentreraient sur l'appui au monde rural et la lutte contre la pauvreté.

1.3. Méthodologie d'intervention.

La méthodologie d'intervention actuelle de Louvain Développement et de son partenaire local découle naturellement des leçons apprises lors de la première phase de leur intervention au Burundi avec le projet LPPN. Les difficultés rencontrées découlent de la conception même du projet. Manque de cohésion de l'intervention, des objectifs spécifiques mal définis, pas de suivi-évaluation, sont les principales explications avancées dans le rapport final d'évaluation par l'ONG belge.

Le FBSA, a également émis des recommandations pour l'élaboration de la deuxième phase de l'intervention à travers le projet LIAM.

1.3.1. Le projet LIAM.

Le projet de *Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition*, fort des enseignements appris lors de la *phase 1*, oriente son action en s'appuyant sur un objectif global :

- « *Fin 2012, les conditions de vie des populations des provinces de Kayanza, Ngozi, et Kirundo sont améliorées de manière durable* »⁶

Une fois l'organisation paysanne restructurée, on remarque que l'objectif oriente désormais les actions vers une démarche globale de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Ces derniers reflètent également la philosophie d'action du FBSA.

1.3.2. Enseignements de la phase 1.

Lors de l'évaluation du premier projet, le FBSA a émis différentes recommandations. Ces dernières devaient alors être prises en compte dans l'élaboration du projet LIAM.

Ces recommandations reflètent la philosophie d'action du *Fonds belge pour la Sécurité Alimentaire*. Dans un premier temps, sous différentes dimensions qui sont la cohérence et la pertinence des interventions, l'efficacité atteinte et la viabilité et dans un deuxième temps, les quatre spécificités du FBSA qui sont : « *un ciblage vers les plus vulnérables, une approche intégrée, une démarche partenariale, et un renforcement des capacités des différents acteurs institutionnels et de la société civile* »⁷

Au niveau de la pertinence et de la cohérence des interventions, le FBSA émet trois recommandations. Dans un premier temps, il est indispensable de caractériser la situation d'insécurité alimentaire. Différentes catégories peuvent être identifiées : une situation d'insécurité alimentaire chronique continue ou saisonnière chronique, c'est-à-dire structurelle, une situation d'insécurité saisonnière occasionnelle, des situations conjoncturelles.

Ensuite, dans un deuxième temps, il est recommandé de caractériser les liens entre pauvreté et insécurité alimentaire. Les liens entre pauvreté et insécurité alimentaire sont multiples. Ainsi, une catégorisation en fonction de la vulnérabilité alimentaire chronique est le reflet d'une grande précarité.⁸

Dans un troisième temps, lutter contre l'insécurité alimentaire doit faire l'objet d'une intervention intégrée ou encore multidimensionnelle sans pour autant couvrir tous les différents aspects de la pauvreté. Il est important de garder une ligne d'attaque propre aux caractéristiques des situations d'insécurité alimentaire.

Plus que de la pertinence et de la cohérence dans les interventions, le FBSA émet de recommandations qui définissent sa spécificité d'action principalement axée sur les populations les plus vulnérables et connaissant une grande pauvreté.

⁶ Rapport EMP, LIAM, 2012

⁷ FBSA, FIDA, programme conjoint, 25 années de collaboration

⁸ L'état d'insécurité alimentaire d'un pays, d'une région est souvent utilisé par les institutions internationales pour évaluer le niveau de pauvreté dans lequel se trouvent ces pays et régions.

Le ciblage de ces populations devient alors une étape indispensable et incontournable. Dans un premier temps il faut pouvoir identifier des critères de ciblage à l'intérieur d'un pays, mais également, dans un deuxième temps, pouvoir renforcer ce ciblage une fois la zone d'intervention établie au contexte d'intervention. Le FBSA insiste également pour que l'intervention soit basée sur une démarche partenariale avec les organismes locaux et, que, tout au long de l'intervention, ces différents partenariats soient renforcés.

1.3.3. Objectifs et résultats attendus - LIAM.

Le projet de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition lancé juin 2009 touche à sa fin⁹. La stratégie opérationnelle de l'ONG et ses partenaires s'appuient sur les recommandations qui font suite à l'évaluation du projet LPPN et du contexte d'intervention dans lequel évolue le projet.

Le projet comprend cinq résultats qui ont tous pour objectif de réduire la vulnérabilité des ménages ciblés par l'ONG et le FBSA. Louvain Développement et ses partenaires locaux s'appuient principalement sur le regroupement en associations des paysans burundais comme point de départ de l'aide. L'organisation paysanne est donc au centre de la méthodologie d'intervention de Louvain Développement. Les différents résultats attendus sont tributaires de l'association des bénéficiaires en différentes formes de groupements d'agriculteurs.

- *Objectif global : Les conditions de vie des populations des provinces de Kayanza, Ngozi et Kirundo sont améliorées de manière durable.*
- *Objectif spécifique : La vulnérabilité des 6.000 ménages bénéficiaires des communes d'intervention face à l'insécurité alimentaire et au non accès aux soins de santé est réduite.¹⁰*
- **Résultat 1 : la production des cultures vivrières est augmentée et diversifiée en faveur de 6.000 ménages appartenant aux groupes les plus vulnérables. (GAR : Les productions agricoles sont augmentées et diversifiées au niveau des exploitations des bénéficiaires.)¹¹**

Le premier résultat attendu par l'organisation est subdivisé en quatre sous-résultats. Le premier concerne l'accès à la terre qui doit être amélioré et sécurisé en collaboration directe avec les autorités compétentes¹². La deuxième cible consiste en l'intensification et la diversification de la culture

⁹ Le programme de développement a commencé en 2004 avec le projet LPPN et ce pour une durée de 10 à 11 ans. Un projet de développement rural nécessite du temps pour se mettre en place et pouvoir constater ses premiers effets. Le FBSA a accordé ce temps à l'équipe du projet.

¹⁰ DTF, LIAM, p1

¹¹ Les différents résultats ont été reformulés dans une nouvelle approche : Gestion Axée sur les Résultats. Ils seront présentés en-dessous de chaque résultat (en gras)

¹² Cette deuxième cible a été supprimée dans la nouvelle approche du projet.

vivrière en distribuant des semences et en formant les paysans à des techniques agricoles adaptées. Le développement du petit élevage et son intégration dans l'agriculture définissent le troisième résultat de l'ONG. Et pour terminer, le quatrième sous-résultat prévoit la construction de boutiques d'intrants agricoles gérées par les organisations paysannes elles-mêmes.

- **Résultat 2 : les populations ont accès à une offre de services non financiers et financiers leur permettant de réaliser des activités susceptibles d'améliorer durablement leurs conditions de vie.** (GAR : *Les bénéficiaires réalisent des activités économiques susceptibles d'accroître leurs capacités de résilience et d'améliorer durablement leurs conditions de vie.*)

Toujours en s'appuyant sur la création et la structuration d'organisations d'agriculteurs, le projet souhaite développer des filières alternatives à celles du café et du thé : celles du riz, de la banane, de l'oignon et du haricot volubile¹³ ainsi que promouvoir la transformation des productions et le développement du secteur secondaire non agricole. De plus, le projet prévoit également la construction de structures de stockage communautaires. Il a été ajouté une nouvelle activité importante qui consiste en un appui spécifique aux ménages très vulnérables¹⁴.

- **Résultat 3 : l'accès aux soins de santé est amélioré pour au moins 80% des 33.600 bénéficiaires du projet. Le nombre de cas de malnutrition grave et modérée a baissé de 20% au sein des ménages membres du projet.** (GAR : *L'accès aux soins de santé, à la prévention et aux traitements des cas de malnutrition est amélioré*)

Ce résultat vise à lutter contre l'exclusion des plus pauvres des soins de santé en faisant front à la barrière financière. L'objectif est de créer des mutuelles de santé qui dans un premier temps devront cibler les bénéficiaires directs du projet, mais qui à terme pourront toucher toute la population vulnérable des communes d'intervention. L'adhésion à une mutuelle de santé est ouverte à toute la population. Des réunions de sensibilisation, d'information se focalisent sur les membres des associations dans un premier temps.

- **Résultat 4 : le processus de restructuration des associations et de développement des filières agricoles aboutit à l'émergence de deux structures complémentaires : une fédération paysanne et une structure paysanne d'appui.** (GAR : *La structuration des bénéficiaires est réorganisée et renforcée à travers une fédération paysanne (UCODE-ASBL) et son organe d'appui technique.*)

¹³ Haricot volubile : haricot à potentiel très productif en culture tuteurée.

¹⁴ Cet appui spécifique aux plus vulnérables sera abordé plus tard dans ce travail.

Ce résultat attendu par LD transcrit la volonté du projet d'intervenir via le biais des organisations paysannes. UCODE-asbl, partenaire de Louvain Développement, appuie les organisations paysannes depuis plusieurs années maintenant. C'est une structure fédérative qui regroupe plus de 1250 associations offrant un large panel de services. L'objectif premier de ce résultat est de restructurer les différentes organisations sur les bases des filières agricoles. Les associations filières seront encouragées à se regrouper en unions communales. De plus, les différentes filières regroupées formeront une fédération couvrant les zones d'intervention du projet. Le but est de créer une dynamique pérenne permettant à la fédération et à ses entités d'offrir des services répondant aux besoins des affiliés.

- **Résultat 5 : UCODE Microfinance devient une structure performante offrant des services d'épargne et de crédit adaptés aux besoins du monde rural.** (*GAR : UCODE-MF devient une institution performante offrant des services adaptés à ses membres.*)

L'objectif principal est ici de consolider les résultats obtenus lors de la première phase du projet, mais également d'améliorer les services d'épargne et de crédits pour les populations pauvres et vulnérables de la zone d'intervention.

1.3.4. Stratégie opérationnelle.

En ce qui concerne la stratégie opérationnelle du projet, il est important de retenir une des spécificités du Fonds belge de Sécurité Alimentaire qui est l'action intégrée, ou multidimensionnelle. Le projet L.I.A.M. traduit dans sa conception cette approche.

Cette approche dite intégrée nécessite, une fois la problématique définie, un travail important sur les facteurs de l'insécurité alimentaire ainsi que ses indicateurs. En travaillant avec le concept de vulnérabilité, l'ONG tente de répondre au mieux aux exigences de cette approche.

De plus, une autre spécificité du FBSA est de concentrer les actions vers les populations les plus vulnérables. Cet impératif impose aux concepteurs et réalisateurs du projet une connaissance approfondie des conditions socio-économiques de la population locale et plus précisément des bénéficiaires du projet, ainsi que des déterminants de l'insécurité alimentaire.

1.4. Méthodologie d'intervention : ciblage de la population bénéficiaire.

Pour garantir la fiabilité d'un projet, l'organisation doit pouvoir identifier de manière précise sa population bénéficiaire et son terrain d'intervention. LD a pour cela tout long de son intervention procédé à différentes enquêtes auprès de la population bénéficiaire, ainsi que l'exploitation de

documentations déjà existantes émanant d'organismes internationaux comme publics. Ces enquêtes avaient pour but d'établir le profil des ménages vulnérables et de l'état d'insécurité alimentaire dans les provinces du Nord.

Une première enquête a été réalisée lors de la première phase de l'intervention LPPN. Cette enquête intitulée « *Analyse de la problématique de l'insécurité alimentaire au Burundi* » avait deux objectifs principaux. Comme son nom l'indique, dans un premier temps, elle devait faire l'analyse de la problématique de l'insécurité alimentaire dans les provinces du nord en s'appuyant sur une documentation déjà existante et, dans un deuxième temps, définir les caractéristiques des groupes les plus vulnérables par une enquête ménage conduite sur toute la zone d'intervention. .

En 2008, LD va compléter ses données par une deuxième étude réalisée par des experts locaux pour compléter cette première base documentaire. Lors de cette deuxième investigation, les bénéficiaires directs du projet ont été mis à contribution. Il leur a été demandé de prioriser les problèmes et le choix des solutions. Pour ce faire, LD a réalisé une enquête sur des collines de quatre communes d'intervention du projet.

Cette deuxième étude devait également apporter à Louvain Développement les informations nécessaires pour le suivi et l'évaluation du projet, mais aussi pouvoir en identifiant les déterminants de l'insécurité alimentaire spécifiques à la région catégoriser sa population bénéficiaire.

1.5. Le Fonds belge pour la Sécurité Alimentaire au Burundi.

Le Fonds s'est impliqué au Burundi pour la première fois via le projet de Louvain Développement. Dès le début des années 80, date de la création du Fonds, il s'est impliqué dans plusieurs pays de la Corne de l'Afrique afin de réaliser l'objectif premier qui lui avait été attribué : venir en aide aux populations les plus vulnérables. La toute jeune organisation de la coopération belge au développement en collaboration avec le FIDA a alors soutenu au fil des années différents projets répartis sur tout le territoire africain pour arriver en 2001 au Burundi. Aujourd'hui, le FBSA soutient différents projets dans le pays, notamment Caritas International.

Cette approche sur l'intervention de l'ONG nous renseigne sur la difficulté de mettre en place un projet de développement rural. Les démarches techniques d'investigations se succèdent et nécessitent des méthodologies rigoureuses et des compétences associées.

2. Aspect général de l'insécurité alimentaire.

2.1. Mesure de l'insécurité alimentaire.

L'insécurité alimentaire est comme la pauvreté un phénomène multidimensionnel. Elle englobe différents facteurs qui, combinés ou non, conduisent à l'insécurité alimentaire. Différents indicateurs largement utilisés par les organisations multilatérales peuvent mesurer le niveau d'insécurité auquel la population est exposée. Ces indicateurs définissent de manière générale la consommation alimentaire des individus.

Trois indicateurs peuvent évaluer l'état d'insécurité alimentaire : le déficit énergétique, l'insuffisance pondérale et le taux de mortalité infantile. Ces trois indicateurs combinés donnent l'IGF ou « Indice Global de la Faim » Cet indice est proposé par l'IFPRI¹⁵ pour comparer les différents degrés d'insécurité alimentaire de différents pays.

- *Le déficit énergétique alimentaire* : cet indicateur fait référence à l'apport calorique minimal. Ce dernier calculé par la FAO identifie les populations n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique. La FAO se base sur l'offre globale de nourriture d'un pays pour calculer cet indice ;
- *Le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans présentant une insuffisance pondérale* : celui-ci est calculé par l'OMS à partir de l'enquête EDS Enquête Démographie et Santé réalisée auprès des ménages ;
- *Le taux de mortalité infantile* : ce dernier indicateur est lui calculé par l'UNICEF tant pour mesurer l'insuffisance pondérale que la malnutrition infantile.¹⁶

Au regard de l'évolution de cet indice, le phénomène d'insécurité alimentaire au Burundi n'a pas cessé de prendre de l'ampleur. Si les variables utilisées et le choix de leur poids respectif est laissé à la libre volonté, il n'en reste pas moins intéressant. En effet, confronté aux différents indices calculés par l'institut de recherche, le Burundi tient l'une des dernières places au plan mondial.

La situation à l'heure actuelle est inquiétante : depuis la fin des années 80, l'insécurité alimentaire n'a cessé de progresser dans le pays. En 1990 l'indice était de 31,4%, en 1996 de 36,3%, en 2001 de 38,5% et en **2011 de 37,9%** de la population burundaise.

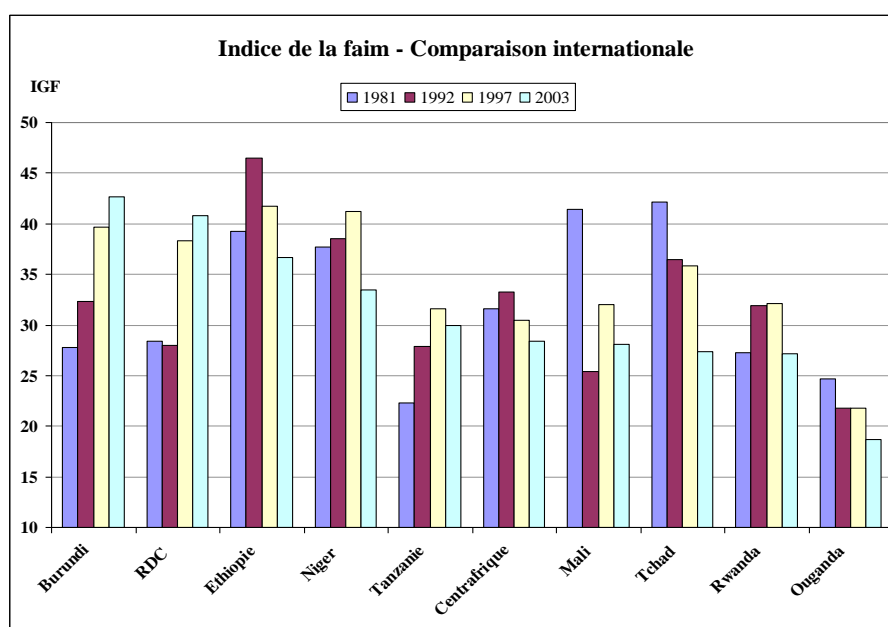
¹⁵ IFPRI : l'International Food Policy Research Institute est un centre international de recherche sur les politiques agricoles basé aux Etats Unis.

¹⁶ Une fois les données récoltées, l'IGF se calcule de la manière suivante : $IGF = (DEA + IPI + MI) / 3$. DEA est le Déficit Énergétique Alimentaire en pourcentage de la population totale, IPI est l'Insuffisance Pondérale Infantile en pourcentage des enfants de moins de cinq ans, et MI le taux de Mortalité Infantile en pourcentage des enfants de moins de cinq ans. L'IGF est donc défini en pourcentage.

L'IFPRI considère qu'en deçà d'un indice de 10, l'IGF signale une probabilité d'insécurité alimentaire d'une ampleur faible à modérée et au-delà de 30 l'indice ne laisse aucun doute sur l'envergure nationale et chronique de l'insécurité alimentaire.

On constate en comparant l'évolution de l'indice dans différents pays en développement que le Burundi a connu une forte détérioration de ce dernier. Il faut préciser que cette détérioration est certainement due au conflit qu'a connu le pays. En effet, le premier indicateur responsable de la hausse de l'indice est le déficit énergétique alimentaire (DEA) qui n'a cessé d'augmenter : 1990 : 44%, 1995 : 56%, 2000 : 59%, et en 2005 : 62%. La plus forte hausse s'est produite début des années nonante alors que le conflit venait d'éclater. La disponibilité des aliments s'est alors vue réduite aussi bien au niveau de la production locale que des importations.

Graphique 1 : IGF, comparaison internationale



17

2.2. Consommation des ménages.

La mesure précédente opérée par l'IFPRI combine des indicateurs d'offre et d'accessibilité, d'une part, et de résultats, d'autre part, qui décrivent l'insécurité alimentaire.

La valeur nutritionnelle de la consommation est également une approche requise dans le cadre de l'analyse de la sécurité alimentaire. Cette autre approche délaisse l'offre globale de nourriture et son accessibilité pour se concentrer sur la consommation des ménages. Cette analyse est traitée selon deux approches complémentaires. Dans un premier temps, il faut considérer l'apport calorifique direct

¹⁷ Source : QUIBB 2006

procuré par les valeurs calorifiques des consommations alimentaires et, dans un deuxième temps, il faut prendre en compte le score de diversité alimentaire qui traduit la richesse en nutriments des aliments.

2.2.1. Coût de consommation.

La consommation alimentaire dépend de nombreux et divers facteurs. Il faut considérer les habitudes des populations, la disponibilité à un niveau local des aliments et les revenus des ménages. Au Burundi, on observe, en combinant ces différents facteurs, de fortes disparités spatiales dans le pays. D'après une enquête réalisée par l'Université Libre du Burundi parrainée par la Banque Mondiale (QUIBB 2006), la consommation alimentaire par ménage et par jour est de **1479 FBu** (moins d'un euro) Une différence importante est à observer entre milieu rural (**1390 FBu**) et milieu urbain (**3114 FBu**).

Cette approche monétaire de l'insécurité alimentaire ne suffit pas à expliquer l'ampleur du phénomène. Il est indispensable de s'attarder sur la structure de consommation, c'est-à-dire la place des différents aliments consommés dans l'alimentation globale d'un individu dans un premier temps et les différents modes d'acquisition de celle-ci dans un deuxième temps. Les différences entre les milieux urbains et ruraux se font alors plus nombreuses.

2.2.2. Structure de consommation.

Premièrement, les aliments les plus consommés au Burundi sont les haricots 15,6%, le manioc 13,8%, et le maïs 8,5%. La part du budget consacrée à la viande est de 2% et aux légumes 11,9%. Les différences observées entre milieu rural et urbain sont importantes. En ce qui concerne le milieu rural, la part du haricot est de 16,1%, celle du manioc est de 14,2%, celle du maïs de 9,2% contre respectivement 11,7%, 10,1%, 2% en milieu urbain. En milieu urbain, la viande est largement plus consommée à hauteur de 7,2% contre 3,1% en milieu rural. L'huile est elle consommée de manière assez semblable avec 3,2% en milieu rural et 3,7% un milieu urbain.(QUIBB, 2006 : 32)

La structure de consommation nous renseigne sur le régime alimentaire des paysans. Il faut cependant manipuler les chiffres avec précaution. En effet, même s'il apparaît que le haricot est l'élément le plus consommé par les ménages très vulnérables, le coût de cette denrée alimentaire - deux à trois supérieur au manioc - limite son accès pour cette catégorie. Le manioc est certainement le plus consommé, mais est également riche en amidon, alors que le haricot est essentiel étant donné son apport en protéines et lipides.

Il est intéressant de s'attarder sur cette distribution alimentaire car celle-ci peut ensuite être traduite en apport calorifique par produits consommés.

Sur un plan énergétique, la consommation des ménages burundais est équivalente à 8546 Kcal, avec donc une différence importante entre le milieu rural 8325 Kcal et urbain 12632 Kcal par jour. Cette différence observée entre les deux milieux ne reflète pas nécessairement la différence observée plus haut au niveau du coût de la consommation. En effet, en considérant la valeur énergétique apportée par les différents aliments, le manioc est la source la plus importante de calories devant le haricot, bien que le poids de ce dernier en apport calorifique soit plus important que son coût monétaire. (QUIBB, 2006 : 28)

2.2.3. Différents modes d'acquisition des aliments.

Les différents modes d'acquisition des aliments forment un indicateur non négligeable pour mesurer la sécurité alimentaire. Il faut ici considérer les deux principaux modes d'acquisition que sont le marché, et l'autoconsommation. Pour l'ensemble du milieu rural, la part de **l'autoconsommation est de 50,9% contre 43% d'achats sur le marché**. En milieu urbain, la part de l'autoconsommation reste très faible 5,5% contre 92,7% d'achats. (QUIBB, 2006 : 24)

Les cadeaux et dons alimentaires sont souvent délaissés par les études. Ils ne représentent pas moins de 5% de la consommation des ménages dans le pays. En milieu rural, ils sont plus importants et représentent 6,1% de la consommation contre 1,8% en milieu urbain.

En attribuant la valeur nutritive à chaque mode d'acquisition, il apparaît que l'autoconsommation reste le moyen le moins coûteux. Les 43% d'achats consacrés à l'alimentation en milieu rural ne représentent que 40% de l'apport calorifique journalier alors que les 50,9% de l'autoconsommation représentent 53,9% de l'apport calorifique de ménages. (QUIBB, 2006 : 26)

Les dons et les cadeaux sont certainement les moyens les moins onéreux en termes d'acquisition. Les dons sont cependant moins onéreux que les seconds. Les dons représentant 2,5% de coût monétaire et apportent près de 3,1% de l'apport calorifique, alors que les cadeaux représentant 3,6% du budget n'apportent que 2,9% de l'apport calorifique journalier. Cette différence s'explique par la nature des deux modes. Les dons sont définis comme la contribution de l'aide venant des ONGs et du Gouvernement qui se soucie de la valeur énergétique des aliments distribués. Les cadeaux émanent eux de l'entourage du ménage et ne sont pas distribués pour leur valeur énergétique. (QUIBB, 2006 : 28))

Il est intéressant de constater que si l'on attribue une valeur de rentabilité calorifique à chaque mode d'acquisition, les dons sont 30% plus rentables devant les achats et l'autoconsommation.

2.3. Mesure de la sous-alimentation et de la malnutrition au Burundi.

L'approche du phénomène de l'insécurité alimentaire par l'apport calorique est basée sur un indicateur au niveau des ménages qui est l'apport *calorique par équivalent adulte*. Cet indicateur, une fois la structure de consommation connue, va pouvoir être comparé à ce qui est nécessaire à une alimentation répondant aux besoins énergétiques des individus.

Pour chaque produit consommé, il faut alors être capable de lui attribuer une valeur énergétique. Ensuite, une deuxième étape consiste à estimer pour chaque membre du ménage ses besoins énergétiques journaliers.

Les besoins en consommation sont différents pour chaque individu. Ils diffèrent selon l'âge, le sexe et l'activité exercée. Ainsi, les besoins en calories pour un enfant de moins d'un an sont estimés à 820 Kcal alors que les besoins énergétique pour un adulte âgé de 18 à 29 ans exerçant une activité physique sont estimés à minimum 2600 kcal par jour.

Pour déterminer les besoins énergétiques d'un ménage, il faut donc tenir compte de sa structure. Une approche couramment utilisée consiste à prendre une personne de référence et à lui attribuer un poids en termes de besoins. Le poids attribué à chaque membre du ménage est appelé « unité équivalent adulte » C'est le ratio entre son niveau de consommation en Kcal recommandé par l'OMS et celui de l'individu de référence également recommandé par l'OMS qui est un homme âgé de 30 à 59 ans exerçant une activité physique minimum représentant un besoin énergétique de 2500 Kcal par jour. Pour exemple, un enfant de moins d'un an compte alors pour 0,33 unité équivalent adulte (820 kcal / 2500 kcal).

La capacité d'un ménage à répondre à ses besoins énergétiques est alors le rapport entre les sommes des calories contenues dans son alimentation et son nombre total d'équivalent adulte. Le nombre **d'équivalent adulte par ménage pour le Burundi est égal à 4,1** pour une taille moyenne de 5 individus par ménage. Le niveau moyen de consommation alimentaire des ménages est de **2086 kcal par unité équivalent adulte**.

Différents seuils d'insécurité alimentaire peuvent être utilisés. L'OMS recommande que le seuil soit supérieur à 2500 kcal. Le PAM et la FAO retiennent le seuil de 1400 kcal par jour qui correspond au nombre de calories nécessaires pour le bon fonctionnement du métabolisme pour un adulte âgé de 30 à 59 ans. Un deuxième seuil compris entre 1885 kcal et 2500 kcal est pris en considération pour évaluer le nombre de calories nécessaires pour le bon fonctionnement du métabolisme et la pratique d'une activité physique minimale.

Le seuil s'élève une fois la pratique d'une activité modérée dépassée. L'OMS considère alors l'apport nécessaire à 2500 kcal. Si l'on considère les besoins pour un homme âgé de 18 à 29 ans pratiquant une activité physique intense, ceux-ci s'élèvent à 3550 kcal.

Une première catégorisation à l'insécurité alimentaire peut alors être envisagée. Au Burundi le phénomène de sous-alimentation est important et l'approche par l'apport calorique par équivalent adulte en fait la démonstration :

- 34% de la population consomme moins de 1400 kcal/jour
Très faible consommation alimentaire ;
- 22% de la population consomme entre 1400 et 1900 kcal/jour
Faible consommation alimentaire ;
- 7% de la population consomme entre 1900 et 2100 kcal/jour
Consommation alimentaire modérée ;
- 18% de la population consomme entre 2100 et 2900 kcal/jour
Consommation alimentaire acceptable ;
- 19% de la population consomme plus de 2900 kcal/jour
Consommation alimentaire élevée.¹⁸

La FAO considère le seuil entre 1900 et 2100 kcal/jour comme le seuil de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. 63% de la population se trouve donc en insécurité alimentaire.

Conclusions.

Cette première mesure de l'insécurité alimentaire rend compte de l'importance du phénomène dans le pays. Celle-ci reste cependant trop générale. Comme démontré, il existe d'importantes disparités spatiales. Pour conclure, il est alors intéressant de s'attarder sur l'état du phénomène propre au contexte d'intervention qui nous occupe.

L'insécurité alimentaire va alors apparaître plus importante dans les provinces du nord du pays, terrain d'intervention du projet LIAM.

Le Nord du pays est de manière générale le plus touché par le phénomène. Les quatre provinces qui définissent le terrain d'intervention de LD sont par ailleurs les plus touchées. Le tableau suivant nous démontre cela :

¹⁸ QUIBB, 2006 : 5

Tableau 1 : distribution des apports caloriques par équivalent adulte¹⁹

	Population	Moyenne (kcal)	Proportion des individus dans la tranche (%)				
			< 1400 kcal	1400-1900 kcal	1900-2100 kcal	2100-2900 kcal	>2900 kcal
Burundi	8002832	2086	34	22	7	19	19
Milieu urbain	457754	2735	16	14	8	25	38
Milieu rural	7545078	2046	35	23	7	18	18
Nord	2605926	1688	51	20	5	14	10
Kayanza	450059	1910	43	26	4	10	17
Kirundo	739846	1492	62	18	3	11	6
Muyinga	507528	1922	42	21	5	17	14
Ngozi	717016	1640	54	19	5	13	9

L'approche de l'insécurité alimentaire par « l'apport calorifique » donne une idée de l'étendue du phénomène dans le pays et ses différentes régions. Cette approche peut être qualifiée d'objective. En effet, les données sur lesquelles s'appuie cette technique d'analyse sont objectivement mesurables.

Cependant elle ne suffit pas. L'insécurité alimentaire, phénomène englobant, doit faire l'objet d'une analyse plus large qui se veut multidimensionnelle. Certaines caractéristiques, indicateurs, vont, en se combinant, donner un certain profil des ménages en situation d'insécurité alimentaire.

3. Approches théoriques

Introduction.

L'insécurité alimentaire et la vulnérabilité sont des concepts multidimensionnels qui sont difficiles à mesurer. Cette complexité est due à l'approche pluridisciplinaire qu'ils requièrent. Prenant en compte un nombre important de données, d'indicateurs et de variables, l'évaluation de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire fait appel à diverses compétences attachées à différentes disciplines. En vue d'une catégorisation d'une population bénéficiaire, la mesure et l'analyse du phénomène sont des étapes indispensables dans la conception d'un projet de développement.

3.1. Insécurité alimentaire.

L'insécurité alimentaire ne se définit pas comme telle, mais par son antonyme. Les institutions spécialisées dans le domaine de la lutte contre l'insécurité alimentaire (FAO, PAM) définissent donc le phénomène via le concept de sécurité alimentaire :

« La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leur besoins

¹⁹ QUIBB, 2006

énergétiques et leur préférence alimentaire pour mener une vie saine et active »²⁰ (FAO, Sécurité alimentaire l'information pour l'action)

Comme le souligne l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture cette définition se compose de quatre dimensions principales qui, une fois combinées simultanément, définissent une situation de sécurité alimentaire.

1. La DISPONIBILITE PHYSIQUE des aliments cible l'offre globale des aliments.
2. L'ACCES économique et physique aux aliments met en avant les revenus, le marché et le prix des aliments.
3. L'UTILISATION des aliments s'attarde sur l'état nutritionnel des individus.
4. LA STABILITE des trois dimensions dans le temps.

L'insécurité alimentaire de manière générale peut se décliner en deux types. Ce qui va différencier ceux-ci est le rapport de l'insécurité alimentaire au temps : on peut alors parler d'insécurité alimentaire « chronique » ou « transitoire ».

Le premier type de situation appelé aussi « **chronique et/ou structurelle** » se définit par le long terme et par sa persistance. Ce type de situation résulte le plus souvent d'une période de pauvreté prolongée, d'un accès inadéquat aux ressources productives, financières ou encore aux différentes infrastructures (eau, santé, éducation). Les individus ne sont alors plus capables de satisfaire leur besoins nutritionnels et ce sur une longue période. Ces individus accusent des retards de croissance. Ils ont un poids et une taille inférieurs à la norme.

L'insécurité alimentaire dite « transitoire » ou « conjoncturelle » est par opposition moins durable. Les individus se retrouvent dans cette situation de manque le plus souvent à la suite d'un choc soudain et inattendu auquel ils ne peuvent faire face. Ils ne peuvent alors plus assurer leurs besoins nutritionnels.

Il est aujourd'hui généralement admis que ces situations d'insécurité alimentaire peuvent se confondre. Elles revêtent alors les différentes caractéristiques des deux types de situations. On parlera **d'insécurité alimentaire « saisonnière »**

Ce troisième type d'insécurité alimentaire peut être chronique dans le sens où il s'identifie aux périodes de soudure qui sont habituellement prévisibles et se caractérise également par une deuxième phase également temporaire une fois en dehors des périodes de soudure, c'est-à-dire en période de récolte.

²⁰ Définition approuvée lors du Sommet mondial de l'alimentation, Rome, 1996

La sécurité alimentaire est donc évaluée via les dimensions de disponibilité, d'accès, d'utilisation et de stabilité qui permettent de dégager les causes et la nature du phénomène. En effet, suivant les contextes, la nature de l'insécurité peut varier.²¹ Elle peut être d'origine discriminatoire, liée à une production insuffisante, mais, dans la plupart des cas, l'insécurité alimentaire est une problématique cumulant les dimensions de disponibilité, d'accès, d'utilisation, et de stabilité.

Elle est aujourd'hui également évaluée à travers les différentes stratégies adoptées par les individus pour faire face à un risque et/ou une situation d'insécurité alimentaire. On parle alors de stratégies de subsistance. Ces dernières dépendent directement de l'ensemble des moyens dont dispose un individu et des possibilités qu'il a de leur mise en œuvre. Les différents moyens font référence aux ressources humaines, sociales, naturelles, physiques et financières dont dispose un individu. Il est donc évident que la pauvreté est un facteur important dans les constructions et la mobilisation de ces moyens. Un individu connaissant une situation de grande précarité et ne disposant donc que de moyens limités sera davantage exposé au risque d'insécurité alimentaire qu'un individu disposant d'un nombre important de ressources. Cette considération va élargir le concept d'insécurité alimentaire et introduire celui de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

3.2. Vulnérabilité.

Le concept de vulnérabilité associé à celui d'insécurité alimentaire va élargir et complexifier la mesure du phénomène d'insécurité alimentaire. Tout comme la notion de pauvreté qui aujourd'hui englobe de plus en plus d'indicateurs, celle de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire va multiplier les indicateurs et facteurs explicatifs du phénomène.

Le principal atout du concept de vulnérabilité est le lien direct qu'il établit avec la notion de résilience. « ...la résilience désigne la capacité d'une personne à anticiper et à réagir de façon à se dégager d'une menace potentielle ou effective, mais prévisible » (Courade, de Suremain, 2001 : 124) La vulnérabilité à l'opposé définit cette « incapacité pour des acteurs ou des familles à résister à un choc » (Courade, de Suremain, 2001 : 124)

L'approche par les capacités des individus est inspirée de l'approche de Sen et de sa théorie des *capacités*. Évaluer la vulnérabilité des individus revient donc à évaluer leur capacité de réponse, et/ou d'anticipation afin d'éviter ou amoindrir les conséquences inévitables dues à un choc.

Pierre Janin définit la vulnérabilité comme : « la capacité différenciée d'un individu ou d'une famille à endurer des stress de toute nature, à les contourner éventuellement et à réagir en mobilisant des

²¹ Le genre, l'âge, la catégorie sociale, la nationalité peuvent être autant d'origines de discrimination.

ressources matérielles, sociales, ou symboliques, à court comme à plus long terme. Elle peut être transitoire ou posséder une dimension plus structurelle. » (Janin, 2006 : 355-356)

Si la vulnérabilité est dans les projets de développement rural largement abordée au niveau des ménages, elle doit pouvoir être extrapolée à des communautés, des villages suivant la nature de l'insécurité alimentaire. La référence est ici faite à la dimension spatiale du concept. Pour exemple, des dispositifs permettant de renforcer la résilience des individus peuvent être mis en place au niveau des collines, comme des dispositifs antiérosifs qui constituent un axe d'action pour les communes au Burundi. Le maintien de la sécurité et de la paix dans le pays sont également des moyens pertinents qui renforcent les capacités des populations.

L'introduction au concept de « risque » doit également faire l'objet d'une attention particulière. Le risque ou encore « stress » est l'élément exogène qui peut faire basculer un individu, un ménage ou encore une région, un pays, doté d'une faible résilience dans une situation d'insécurité alimentaire.

Il se définit comme exogène, intemporel et interspatial. Il peut être considéré comme un choc climatique, politique, social, ou encore comme associé à la production vivrière comme une maladie des cultures. Il peut également toucher un individu seul, comme la maladie, le handicap...

Le risque représente donc tous les éléments qui vont perturber la production et plus largement l'accès à une nourriture suffisante et variée, et ainsi pousser les individus dans une possible situation d'insécurité alimentaire.

Parler de personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition élargit la population cible. C'est-à-dire que non seulement les personnes souffrant de la faim ou en situation d'insécurité alimentaire chronique seront considérées comme touchées par le phénomène, mais également toute une autre partie de la population (dotée d'une certaine résiliences) susceptible de connaître l'insécurité alimentaire. Cette autre catégorie de personnes est alors considérée comme capable, à un moment donné, de se maintenir à un niveau acceptable de sécurité alimentaire. Cependant, cette même catégorie d'individus sera néanmoins considérée comme à risque d'insécurité alimentaire.

3.3. Présentation générale du Burundi.

Le Burundi connaît l'insécurité alimentaire depuis de nombreuses années. Cette insécurité résulte de plusieurs facteurs qui, conjugués ou non, ont entraîné la population dans une grande précarité. Différents éléments historiques, démographiques ou encore infrastructurels sont à l'origine de cette insécurité. Certains facteurs touchent en effet toute la population burundaise, et ce indifféremment.

Les différents éléments qui vont être exposés ci-dessous caractérisent un contexte favorable au développement de l'insécurité alimentaire.

3.3.1. Description géographique.

Le Burundi est un petit pays enclavé en Afrique centrale d'une superficie de 27.834 km². Il partage ses frontières, au nord avec le Rwanda, à l'est et au sud avec la Tanzanie et à l'ouest avec la République Démocratique du Congo.²²

Le contexte géographique et climatique peut être divisé en cinq ensembles aux reliefs variés. Ces cinq derniers peuvent être subdivisés en onze zones qui se distinguent alors par des caractéristiques écologiques, pédologiques²³ et démographiques.

Il est important de préciser ce découpage naturel car, même si le Burundi est un petit pays comparable à la Belgique en terme de superficie, les écosystèmes et les conditions climatiques y sont très variés.

La population burundaise est estimée à près de huit millions d'individus. Le pays est un des plus densément peuplé d'Afrique avec une moyenne de 220 hab/km² et des différences importantes entre les différentes régions.

Le Burundi est également l'un des plus pauvres du continent. Classé 174^{ème} sur 182 selon son IDH (Indice de Développement Humain) par le PNUD en 2007²⁴, le Burundi reste l'un des pays les plus pauvres au monde connaissant d'importants problèmes au niveau de la sécurité alimentaire.

3.3.2. Historique.

Le pays a connu d'importants bouleversements politiques qui ont affecté la vie des burundais peu après son indépendance. Les plus récents se caractérisent par le conflit ethnique qui a éclaté en 1993. Le conflit qui opposait tutsis et hutus, principales ethnies du pays, s'est prolongé durant plus de dix ans. Cette guerre civile dont les derniers accords de paix ont été signés en 2008²⁵ a considérablement influencé négativement le pays dans son développement. La destruction des infrastructures (centres de santé, écoles,...) et les déplacements massifs de populations engendrés par cette crise sociopolitique vont définir certains facteurs conjoncturels²⁶ explicatifs de l'insécurité alimentaire dans le pays.

²² Cfr. annexe n° 1 : carte géographique du Burundi

²³ Pédologie : pédologie, science qui étudie la composition, la formation et l'évolution des sols.

²⁴ IDH : Indice de Développement Humain par le PNUD

²⁵ Accords de paix qui font suite aux accords d'Arusha en septembre 2000 signé sous l'égide de Nelson Mandela, mettant fin aux dernières rebellions.

²⁶ Bien que qualifiées de conjoncturelle, les conséquences de la guerre civile qui a secoué le pays peuvent être considérées comme structurelles. En effet, la reconstruction du pays et le retour des réfugiés sont autant d'éléments qui influencent la société burundaise actuelle.

La guerre qui a sévi dans le pays a fait près de 300.000 victimes et encore plus de déplacés. Le massacre des hutus perpétré par les militaires tutsis a divisé le peuple burundais et plongé la société dans le chaos. Ce pays alors peu développé n'a cessé de régresser sur l'échelle du développement humain. Aujourd'hui, le retour des réfugiés ne cesse d'augmenter et ne fait qu'aggraver le problème de l'accessibilité à la terre déjà important dans le pays. La population, composée de près de 92% de paysans, subit une pression foncière très importante. Comme précisé plus haut l'accessibilité à la terre est l'un des quatre facteurs principaux et l'une des causes de l'insécurité alimentaire.

3.3.3. *Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.*

L'analyse du niveau de l'insécurité alimentaire d'un pays ou d'une région se caractérise autant par sa conjoncture démographique, économique qu'infrastructurale. En effet, comme on va le voir, la sécurité alimentaire dépend d'un nombre important et varié de facteurs.

3.3.3.1. *La pression démographique.*

La pression démographique est certainement un des facteurs qui influence la vulnérabilité alimentaire d'une région, ce facteur faisant directement référence à l'accès à la terre. Le taux actuel de croissance démographique est de 3,1%.

Les provinces du Nord du pays sont celles qui présentent les densités démographiques les plus importantes, ce qui induit une forte concurrence en ce qui concerne l'accès à la terre. Dans un pays comme le Burundi qui se définit essentiellement par une économie agricole, la démographie est un facteur conjoncturel non négligeable.

La pression démographique est inégalement répartie dans les différentes communes d'intervention du projet LIAM. Avec une moyenne de 411 hab/km² pour les huit communes où le projet intervient, des écarts importants sont à signaler. La commune de Busoni (province de Kirundo) est la moins densément peuplée avec 289 hab/km², alors qu'avec 600 hab/km² la commune de Busiga (province de Ngozi) est la plus peuplée.

Quand plus de 90% de la population dépend de l'agriculture, la densité démographique doit être considérée comme un facteur-clé de la sécurité alimentaire. La forte densité de population entraîne une pression foncière importante dans le pays. Il faut encore ajouter à cette croissance le retour massif dans certaines régions du pays des réfugiés de la crise de 1993.

Les deux facteurs combinés entraînent des conflits fonciers de plus en plus importants dans le pays. Les tribunaux sont débordés. Une commission spéciale a été créée en 2006 pour gérer les nombreux litiges. La pression démographique observée dans le pays renvoie à un second problème autre que

l'accès à la terre. En effet, il faut également considérer l'appauvrissement des sols dû à l'intensification des cultures.

3.3.3.2. Contexte économique.

Comme nous l'avons vu, le Burundi est un pays à potentiel essentiellement agricole. L'agriculture contribue à plus de 50% du Produit Intérieur Brut et constitue pas moins de 90% des exportations. Loin derrière, le secteur secondaire participe à 14% du PIB. Le café contribue à près de 80% des exportations, le thé vient en deuxième position (7% des exportations). Le pays est donc fortement dépendant des marchés internationaux et des fluctuations du prix du café.

Trois cultures principales sont à distinguer en ce qui concerne les provinces de Nord du pays. La population paysanne tire ses principaux revenus, d'une part, de cultures de rentes que sont le café et le thé, et d'autre part, de cultures vivrières dominantes dans la région : bananes, haricots, riz, maïs, pommes de terre, patates douces, manioc et autres, et enfin du petit (lapins et chèvres) et gros élevage (vaches).

La zone d'intervention du projet recouvrant quatre régions naturelles différentes, toutes les cultures ne sont pas pratiquées dans toutes les communes. Le thé est cultivé sur les communes de haute altitude et les cultures vivrières et de café sont pratiquées dans toutes les communes avec des rendements différents.

Un manque important d'infrastructures de base, telles que les infrastructures routières, de communication, des sites d'entreposage, des centres de santé... entrave le redressement économique du pays. L'enclavement du pays est également un frein pour son propre développement, rendant les exportations difficiles et coûteuses. Le développement en milieu rural est ainsi gravement atteint.

II. Approche de la vulnérabilité alimentaire : les indicateurs de vulnérabilité.

Introduction.

Comme précisé dans l'approche théorique de ce travail, le concept de vulnérabilité alimentaire renvoie à une quantité indéfinie d'indicateurs. Ces indicateurs renvoient eux-mêmes à différents facteurs qui touchent directement ou indirectement un individu. Différentes catégories d'indicateurs peuvent être définies par leur niveau d'approche de l'insécurité alimentaire.

Pour commencer, certaines caractéristiques régionales sont déterminantes du niveau de vulnérabilité, comme : le climat, la stabilité politique, la pression démographique... Ensuite, des caractéristiques propres aux ménages peuvent être dégagées : le capital productif, la taille du ménage, le logement, l'accès aux terres arables... Troisièmement, des facteurs individuels peuvent influencer la vulnérabilité d'un individu : la santé mentale et physique, le niveau de formation...

Au regard de la lutte contre l'insécurité alimentaire, tous les indicateurs n'affectent pas de la même manière la sécurité alimentaire des individus. Certains indicateurs sont caractéristiques d'une insécurité alimentaire chronique et d'autres d'une insécurité temporaire ou transitoire.

L'approche de la vulnérabilité présentée dans ce travail va se baser sur les indicateurs retenus par l'ONG pour caractériser le phénomène d'insécurité alimentaire d'une part, et catégoriser sa population bénéficiaire, d'autre part. Il est donc intéressant avant d'approcher la problématique de revenir sur la méthodologie mise en place par l'ONG pour réaliser son projet, ce méthode d'évaluation.

Aux regards des différentes méthodes d'évaluations de la vulnérabilité, on peut remarquer une base commune. Les méthodologies sont toutes quantitatives et requièrent des approches statistiques complexes. De plus, un nombre important d'indicateurs utilisés sont identiques aux différentes méthodes d'évaluation. Le but de cette démarche est de mettre en avant l'appropriation de ses méthodes qui semblent jouir d'une légitimité sans faille dans le cadre du projet LIAM.

1. Méthodologie de ciblage des bénéficiaires.

Le ciblage des bénéficiaires du projet LIAM est au cœur de la méthodologie d'intervention de Louvain Développement. L'étape indispensable qu'il représente est également chère au FBSA qui priorise son intervention auprès des personnes les plus vulnérables.

Pour définir les populations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, LD a procédé à différentes enquêtes. Ces dernières explorent à différents niveaux les facteurs de l'insécurité alimentaire. Le niveau principal cible les ménages comme source d'informations privilégiées. Dès sa première

intervention dans les provinces du Nord, LD a réalisé une première enquête. Celle-ci a été actualisée lors de la seconde intervention, pour le projet LIAM.

1.1. Étude de la situation de référence : LPPN.

La première étude réalisée par l'ONG au Burundi avait comme premier objectif outre le ciblage des ménages les plus vulnérables, d'identifier le terrain d'intervention propre au projet LPPN. La première enquête a mis en avant quatre communes d'intervention. Ces dernières avaient alors une proportion importante d'individus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Le profil d'insécurité alimentaire était le suivant :

- 20,90% de la population considéré comme extrêmement pauvre ;
- 30,40% de la population considéré comme très pauvre ;
- 28,10% de la population considéré comme pauvre ;
- 20,60% de la population considéré comme moins pauvre.²⁷

L'enquête avait également mis en avant les principales causes de la pauvreté dans la région. L'état de pauvreté s'expliquait essentiellement par le capital réduit de production, un accès limité à la nourriture et aux services de base tels que les soins de santé, l'eau, la scolarité... et un nombre important de personnes à charge par ménage.

L'accès difficile à la terre est certainement le principal facteur explicatif de la faible production vivrière. L'étude a révélé que les ménages considérés comme extrêmement pauvres et très pauvres avaient accès à moins de 0,2 ha et les ménages pauvres 0,5 ha²⁸. L'enquête a également mis en avant une faible alimentation (sous-alimentation) et une diversité alimentaire médiocre (malnutrition).

Axe d'intervention du projet LPPN.

Pour atteindre les populations ciblées par le projet, l'organisation a défini « l'association » comme base de référence. L'enquête avait démontré que, dans chaque ménage au moins, un membre était affilié à une association. La définition d'association qu'a retenue l'ONG est large. Elle concerne toutes les associations paysannes et groupements d'entraide qui étaient alors l'expression de solidarité la plus répandue, mais également encouragée par les pouvoirs publics de l'époque. Cependant, un problème apparaît : les associations, principalement des groupements d'agriculteurs, sont composées essentiellement d'individus possédant un certain potentiel productif. Ce capital est d'ailleurs une

²⁷ Population totale de 426.619 habitants de six communes prioritaires de trois provinces du Nord du pays : trois communes de Ngozi, une commune de Kayanza, et deux communes de Kirundo.

²⁸ La population totale ayant accès à moins de 0,5 ha de terre arable est alors estimée à plus de 78%.

condition nécessaire pour participer au projet. L'axe d'intervention qui consiste alors à s'appuyer sur ces mêmes associations pour atteindre les populations les plus pauvres (extrêmement pauvres, très pauvres) impose des conditions difficilement réalisables pour ces catégories de la population. En effet, l'association de membres renvoie le plus souvent à des cotisations, qui se traduisent comme des obstacles d'accessibilité pour les plus pauvres à ces groupements. C'est pourquoi le projet a adopté en mars 2012 une nouvelle stratégie d'appui aux ménages les plus vulnérables appartenant aux associations filières, et aux ménages dont les enfants sont déchargés des centres nutritionnels.

1.2. Approche de l'étude *baseline*.

L'étude de référence du projet LIAM est l'enquête « *baseline* ». Cette dernière avait pour objectif d'établir la situation de référence du projet. Elle devait donc rendre compte de la réalité des conditions de vie de la population cible dans les communes d'intervention du projet.

Plus précisément, LD en collaboration avec ses deux partenaires locaux s'était fixé les objectifs suivants :

- Identifier et/ou affiner les indicateurs d'impacts et de performance du projet, en rapport avec le Cadre Logique du projet LIAM ;
- Identifier le profil caractéristique des 6.000 ménages des zones ciblées par le projet, en rapport avec la vulnérabilité économique et l'insécurité alimentaire. Cette caractérisation devait permettre d'orienter la sélection des ménages à prendre en compte dans le cadre du projet ;
- Analyser les outils et le système interne de suivi-évaluation du projet afin de proposer les outils de monitoring les plus appropriés pour suivre les indicateurs et attester des résultats à la fin du projet.

LD a procédé à une enquête ménage afin d'identifier les indicateurs propres à la vulnérabilité de ces derniers et pouvoir dans un second temps réaliser une catégorisation. Au total 158 ménages ont été interrogés dans les différentes communes d'intervention du projet. Les 158 ménages approchés proviennent d'un échantillon de 166 ménages sélectionnés dans la liste des 60.000 bénéficiaires des actions de UCODE-asbl dont 35.000 sont également bénéficiaires des services de UCODE Microfinance.

Les résultats obtenus par cette enquête ont alors été retranscrits dans la grille SAE²⁹ définie par LDAC³⁰. Cette grille distingue trois catégories de ménages selon le niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire :

²⁹ Grille SAE : grille de la Sécurité Alimentaire et Economique.

³⁰ Louvain Développement Afrique Central : siège de l'ONG pour la région des Grands Lacs

- **Catégorie A** : Les ménages qualifiés de très pauvres, en situation d'insécurité alimentaire chronique ;
- **Catégorie B** : Les ménages qualifiés de pauvres, exposés aux risques d'insécurité alimentaire, c'est-à-dire les ménage vulnérables ;
- **Catégorie C** : Les ménages qualifiés de moins pauvres, en situation de relative sécurité alimentaire, les ménages potentiellement vulnérables.

Pour pouvoir placer les ménages dans les différentes catégories, LD a retenu un indice de classification : **Indice général de Vulnérabilité à l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition (IVIAM)**. L'indice prend en compte les différents résultats, domaines d'impacts du projet, à savoir : l'insécurité alimentaire, l'accès aux soins de santé et la malnutrition. Plus précisément, l'indice est le résultat de l'agrégation de 36 indicateurs qui prennent en compte les caractéristiques des ménages de la zone d'intervention. L'agrégation de ces indicateurs permet d'établir un seuil de vulnérabilité propre au contexte. Le seuil déterminé pour le contexte dans lequel évolue le projet LIAM est de 8,76.

Appliquée au contexte burundais, la grille SAE se présente comme suit :

Tableau 2 : grille de sécurité alimentaire et économique : projet LIAM³¹

Type de vulnérabilité	Valeur de l'indice	Répartition (%) des ménages visités	Interprétation
Vulnérabilité chronique (Catégorie A)	$4,38 \leq \text{IVIAM} < 6,57$	6%	Les ménages de la zone sont qualifiés de très pauvres, en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition chronique.
Vulnérabilité modérée (Catégorie B)	$6,57 \leq \text{IVIAM} < 8,76$	78%	Les ménages de la zone sont qualifiés de pauvres, exposés à des risques d'insécurité alimentaire et de malnutrition élevés (Vulnérables)
Vulnérabilité faible (Catégorie C)	$\text{IVIAM} \geq 8,76$	16%	Les ménages de la zone sont qualifiés de moins pauvres, en situation de relative sécurité alimentaire et faiblement exposés à des risques de malnutrition (Vulnérables potentiels)

Il est intéressant de comparer ce tableau avec la première étude de Louvain Développement réalisée lors du projet LPPN. Les différences entre les deux catégorisations sont importantes. Pour rappel, la première classification opérée par l'organisation se présentait comme suit :

³¹ Rapport final, Etude et définition de la *baseline*, p55

Tableau 3 : catégorisation des ménages vulnérables : projet LPPN

Type de vulnérabilité	Répartition (%) des ménages visités
Les ménages sont considérés comme extrêmement pauvres	20,9%
Les ménages sont considérés comme très pauvres	34,4%
Les ménages sont considérés comme pauvres	28,1%
Les ménages sont considérés comme moins pauvres	20,6%

Une piste peut être avancée pour expliquer ces différences. Comme précisé plus haut, pour sa deuxième enquête de référence, l'ONG a tiré l'échantillon des unités déclarantes dans la base de données des bénéficiaires des actions de ses deux partenaires locaux. Or, ces bénéficiaires sont pour la très grande majorité affiliés à une association d'agriculteurs, ou encore une filière.

L'association semble jouer un rôle prépondérant sur la vulnérabilité des ménages burundais. En s'appuyant sur ces ménages déjà affiliés, l'enquête ne fait-elle pas l'objet d'un biais de sélection en excluant les extrêmement vulnérables de son échantillon ? Non, l'ONG a voulu par sa démarche catégoriser les ménages qu'elle accompagne. Cependant, les résultats ne peuvent à 100% être capitalisés à l'ensemble de la population rurale burundaise.

1.2.1. 36 indicateurs de vulnérabilité.

L'enquête réalisée par l'organisation a mis en avant 36 indicateurs³² affectant le niveau de vulnérabilité des ménages. Ces derniers sont répartis en sept thèmes. Les différents thèmes traduisent la vulnérabilité d'un ménage. La vulnérabilité communautaire ou encore individuelle n'est pas prise en compte dans ces derniers. Même si la vulnérabilité communautaire ou individuelle influence directement la vulnérabilité d'un ménage, la première est identique à toute une communauté ou encore une région, comme le climat, la topographie et la seconde évalue les capacités limitées d'un individu, comme la maladie, le handicap. Les thèmes d'indicateurs retenus par l'ONG sont les suivants³³ :

*Capital productif et contraintes reliées ;
 Accès au marché des produits agricoles et du bétail ;
 Sources de revenus des ménages ;
 Niveau de dépendance du ménage ;
 Risques sanitaires et accès aux soins de santé ;
 Vulnérabilité alimentaire et nutritive ;
 Capital social.³⁴*

³² La liste complète des indicateurs est disponible en annexe.

³³ Cfr. annexe n°2 : tableau complet des indicateurs.

³⁴ Rapport *baseline*, 2010

C'est donc sur base des ces indicateurs que l'ONG opère une catégorisation de ses bénéficiaires directs. Plus précisément, chaque indicateur se voit attribuer un score. Les trois scores sélectionnés identifient les trois catégories établies dans la grille SEA. Plus le score obtenu est important, moins le ménage sera vulnérable à l'insécurité alimentaire. Associé aux scores, chaque thème d'indicateurs se voit attribué un poids de 1 pour le plus faible à 3 pour le plus élevé. Le poids évalue l'importance du rôle de chaque thème d'indicateurs sur le niveau de vulnérabilité des ménages. L'agrégation des différents scores obtenus pour un ménage donné, pondéré par le poids des différents thèmes, classe ce dernier dans l'une des trois catégories de vulnérabilité préétablies³⁵.

2. La production agricole.

L'approche de la vulnérabilité qui va suivre est basée principalement sur l'analyse des indicateurs retenus par l'ONG. Ces indicateurs sont complétés par d'autres documentations, principalement celles du PAM. Différents points théoriques sont intégrés à l'analyse.

Dans un pays comme le Burundi, où la population dépend d'une agriculture vivrière familiale, les indicateurs liés à la production agricole sont les premiers indicateurs auxquels il faut se référer pour pouvoir évaluer la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des individus. Louvain Développement a retenu différents indicateurs influençant le capital productif pour catégoriser sa population bénéficiaire :

Tableau 4 : production agricole, Poids 3³⁶

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">- L'accès à la terre ;- L'accès aux moyens et techniques de production ;- L'accès aux intrants agricoles ;- La formation reçue en techniques agricoles innovantes ;- Nombre – petit élevage ;- Nombre – grand élevage ;- L'exposition à une faible productivité. |
|--|

Ces indicateurs caractérisent le niveau de production agricole propre à un ménage. Cependant d'autres indicateurs ne sont pas relevés par les enquêtes ménages mais influencent directement la sécurité alimentaire de ceux-ci. Ces indicateurs touchent l'ensemble d'une communauté ou d'une région.

³⁵ Exemple : le premier thème d'indicateurs retenus cible « le capital productif et les contraintes reliées ». Ce thème reprend sept indicateurs et se voit attribuer le poids le plus important, 3. Le premier de ces indicateurs concerne « l'accès à la terre » Le ménage bénéficiant d'une superficie de terre arable de moins de 4 ares obtient le score le moins élevé, 2. Ensuite le score de 4 est attribué à un ménage possédant entre 4 et 100 ares de terre cultivable. Le dernier score de 6 identifiant la catégorie la moins vulnérable possède plus de 100 ares de terre.

³⁶ Rapport baseline

L'impact de ces derniers sur la sécurité des ménages est ressenti différemment. En effet, pour un indicateur commun, on remarque des différences d'impacts significatives. Il est donc nécessaire de s'attarder dans un premier temps sur ces facteurs de vulnérabilité.

2.1. Indicateurs communs à impact différencié : Le climat.

Le concept de vulnérabilité introduit la notion de risque. Le risque dans un contexte d'insécurité alimentaire ne doit pas être interprété comme la sous-alimentation ou la malnutrition, mais bien comme l'élément qui va influencer négativement la sécurité alimentaire d'un individu. Stéphan Dercon définit le risque :

« Le risque désigne les états possibles de la nature. Il est exogène à l'individu. ... Le fait que le risque soit exogène ne signifie pas qu'il affecte tous les individus de la même façon » (Dercon, 2006 :82)

Différents facteurs influencent de manière significative le niveau de sécurité alimentaire d'un individu. Ces derniers liés aux capacités de production agricole et commun pour l'ensemble de la population peuvent cependant avoir une incidence différenciée sur la production et donc les revenus des ménages.

Le climat est le facteur incontournable qui a peut-être permis l'émergence du concept de vulnérabilité. Historiquement, il semble que la notion de vulnérabilité intégrée au concept développeur soit associée à l'émergence des concepts d'aléas, de chocs climatiques ou encore *global warning*. L'approche de l'insécurité alimentaire par le concept de vulnérabilité semble se développer lors des grandes sécheresses qu'a connu l'Afrique subsaharienne début des années 80. Depuis, de nombreuses études, pour la plupart réalisées au Sahel ont affiné les recherches autour de la vulnérabilité alimentaire liée au climat.

Aujourd'hui, les changements climatiques représentent pour les ruraux pauvres un des risques les plus importants affectant leur sécurité alimentaire. La sécheresse, l'irrégularité des saisons, des précipitations trop importantes, sont autant de risques auxquels les paysans doivent faire face.

2.1.1. Les saisons.

On distingue plusieurs cycles saisonniers au Burundi : deux cycles principaux sur les collines et un troisième cycle en marais ou bas-fonds aménagés. Les campagnes agricoles associées aux deux premiers cycles s'organisent pour la première partie de l'année en février et mars et, pour la seconde, entre septembre et octobre. Ces périodes correspondent aux saisons des semis. La première est caractérisée par une plus grande saison des pluies qui s'étale sur les mois de février à juin mais est également suivie de la saison sèche la plus importante, de juillet à septembre. Les périodes de récoltes s'étalent respectivement de la mi-mai à la mi-juillet et de décembre à janvier. La production en bas-

fonds aménagés permet une troisième récolte pour des paysans privilégiés. En effet moins de la moitié de la population a accès à ces zones aménagées aux pieds des collines. Cette saison prend place de juin à octobre/novembre.

Les rythmes saisonniers sont importants pour considérer la problématique de l'insécurité alimentaire. En effet, ces derniers ont une influence directe sur les prix des aliments, sur la main d'œuvre agricole et sur l'activité commerciale.

Tableau 5 : calendrier des saisons agricoles

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
Saison des pluies														
Saison sèche														
Saison agricole : semis			B							A				
Saison agricole : récoltes	A					B							A	
Pic main d'œuvre														
Dépenses alimentaires														
Vente de la production														
Prix des aliments			Prix élevés								Prix élevés			
Insécurité alimentaire														

Au regard du cycle saisonnier, on peut parler d'insécurité alimentaire conjoncturelle ou structurelle et/ou chronique ou encore d'insécurité alimentaire saisonnière.

Lors des périodes de récoltes, l'insécurité alimentaire des ruraux pauvres est diminuée. D'une part, ils peuvent consommer leur propre production et, d'autre part, l'affluence des produits agricoles sur les marchés fait diminuer les prix de ces derniers. Mais les courtes périodes de récoltes prennent vite fin et des effets pervers se mettent en place.

Les infrastructures existantes pour conserver et stocker les récoltes restent peu nombreuses dans le pays. Les paysans n'ont pas la capacité de stocker des réserves. Contraints de vendre leurs récoltes au prix le plus bas, le cycle de l'insécurité alimentaire prend place.

Une fois les récoltes épuisées sur les marchés, les prix des denrées alimentaires s'envolent. Les paysans les plus vulnérables n'ayant pu épargner voient leur situation alimentaire se dégrader. Les périodes d'insécurité alimentaire saisonnières, ou périodes de soudure sont d'autant plus longues que les périodes de récoltes sont courtes.

L'accès à une parcelle de terre aménagée en marais constitue un élément important pour renforcer la résilience des agriculteurs. Ce troisième cycle saisonnier procure des revenus monétaires en période de soudure.³⁷ Les paysans les plus vulnérables n'ont pas accès à ces parcelles et doivent alors subir une période de soudure plus importante.

³⁷ Périodes associées aux productions agricoles sur les collines.

Les cycles saisonniers ont une incidence importante sur la main d'œuvre agricole. Les travailleurs agricoles ont un accès limité à la terre. Ils se voient alors dans l'obligation de vendre leur main d'œuvre pour subvenir à leurs besoins. Leur accès limité à une terre arable ne leur permet pas de constituer de stocks. Une fois la période de récolte terminée, ils deviennent alors dépendants du marché au moment où les prix des denrées alimentaires sont au plus haut.

En conclusion, ce sont les plus vulnérables qui sont les plus affectés par le cycle saisonnier et l'incidence de ce dernier sur les marchés. La notion de vulnérabilité et les facteurs à impact différencié traduisent cette réalité. Pour un cycle saisonnier commun à tous les agriculteurs d'une même région les conséquences se font ressentir différemment.

2.1.2. Les chocs climatiques.

Les communes ciblées par le projet LIAM bénéficient de différents climats résultant de leur situation géographique propre. L'ensemble du territoire bénéficie d'un climat de type tropical humide. Des différences significatives sont à observer par régions. Les différences les plus significatives sont entre les provinces de Ngozi et Kirundo ciblées par le projet. Les différences d'altitudes et de reliefs sont les principales causes des différentes dépressions observées.

Les provinces et communes ciblées par le projet LIAM se situent dans des régions climatiques différentes. Kayanza et Ngozi se situent sur les *Plateaux Centraux* tandis que Kirundo et Muynga dans la région de *Bugesera*. Les provinces de Kirundo et Muyinga, les plus touchées par les changements climatiques, se situent à l'extrémité nord du pays. La commune de Busoni³⁸ est elle particulièrement touchée. La dépression de Bugeresera se caractérise, d'une part, par une durée de sécheresse saisonnière importante et, d'autre part, par une irrégularité des précipitations et une faible pluviométrie. Les paysans font alors face à de multiples problèmes. Le recul de la saison des pluies a pour conséquence une mauvaise germination des semis. Ensuite la diminution de cette même période entraînant un déficit hydrique influence de manière négative le rendement des productions vivrières. L'importance et l'irrégularité des précipitations observées en début et fin de saisons culturales ont pour conséquence respectivement d'arracher les jeunes plans et de noyer les récoltes.

Les conséquences de ces chocs climatiques se traduisent par des pertes de récoltes, particulièrement dans la commune de Busoni.³⁹

³⁸ Commune où l'enquête de terrain a pris place.

³⁹ Les informations sont tirées du document : « Etudes de vulnérabilité et d'adaptation aux changements climatiques » 2009, cfr. bibliographie

2.2. L'érosion hydrique.

L'érosion hydrique constitue un véritable problème et défi pour le Burundi. Les enjeux agronomiques, environnementaux et socioéconomiques qui en découlent concernent l'entièreté de la population. L'érosion due au relief accidenté du pays a toujours été importante. Celle-ci tend à s'aggraver suite aux fluctuations climatiques et à la pression démographique.

L'irrégularité pluviométrique entraîne de fortes précipitations qui érodent les sols. L'érosion hydrique est la principale cause de la dégradation des terres. Sans techniques agricoles suffisantes de conservation des sols, les cultures sont emportées et laissent des sols dépourvus de matière organique essentielle à l'exploitation vivrière. Les terres arables perdent alors leur fertilité. Les orages les plus importants se produisent en début des saisons de semi. La jeune végétation n'a alors pas la capacité d'absorber les importantes quantités d'eaux et par conséquent ne parvient pas à stabiliser les sols.

L'exploitation du bois comme source principale d'énergie par la population aggrave la situation en laissant les sols dépourvus de dispositif antiérosif naturel. L'érosion hydrique des collines entraîne alors l'inondation des plaines fertiles marécageuses détruisant les récoltes.

La lutte contre l'érosion des sols est un axe essentiel pour renforcer la résilience des paysans burundais dans un pays de collines où les différences de reliefs sont importantes. L'intégration de l'élevage à l'agriculture donnant accès aux fertilisants organiques est essentiel, les sols fertiles résistant davantage à l'érosion. Autrefois, les paysans étaient à la fois, éleveurs et agriculteurs. Cette association agropastorale était au centre du système agraire dans le pays. Les différentes politiques agricoles, notamment les PAS⁴⁰, imposées aux pays et aux paysans ont davantage mis l'accent sur les cultures de rentes au détriment de l'élevage. (Cochet, 2001 : 86)

2.3. La production des ménages.

2.3.1. L'accès à la terre.

L'accès à une parcelle de terre arable suffisante est un indicateur incontournable dans l'approche de la vulnérabilité alimentaire des ruraux pauvres au Burundi. Aujourd'hui, le pays fait face à un réel déficit concernant les surfaces de terres cultivables. La pression démographique importante et la dépendance des burundais à une agriculture vivrière sont deux contraintes auxquelles sont confrontées les populations. De plus, il faut considérer la qualité de la terre, la surexploitation des parcelles morcelées, des techniques de production non adaptées qui sont autant d'éléments explicatifs d'une faible production généralisée dans tout le pays.

⁴⁰ PAS : Politique d'ajustement structurel.

La pression démographique et les contraintes foncières qui en découlent peut s'expliquer par deux facteurs cumulatifs qui sont, d'une part, un taux de croissance de la population élevé et, d'autre part, un retour massif des réfugiés. Les provinces du nord connaissent depuis la fin du conflit un retour important des burundais dans leur colline d'origine. La récupération de leurs parcelles arables est un réel problème pour les autorités burundaises. Le morcellement des terres est de plus en plus important.

Le partage des terres en de petites parcelles participe à l'intensification des cultures et par là à l'épuisement accéléré des sols. La fertilité des sols pose un véritable problème pour les ruraux pauvres ne disposant que d'une parcelle de terre réduite, car les productions restent faibles et par conséquent les revenus espérés également.

Les provinces de Ngozi et Kirundo présentent les taux de production les plus faibles du pays. La composition des sols couplée à une démographie constamment en hausse expliquent le phénomène.

Dans son enquête AGSAV⁴¹ de 2008, le PAM précise l'accès à la terre des ménages burundais. Premièrement, 42,1% des ménages qui ont accès à la terre sont propriétaires d'une parcelle de 0,25ha ou moins, 21,4% sont propriétaires de 0,25ha à 0,50ha. Seulement 13,8% des ménages sont propriétaires de parcelles comprises entre 0,50 ha et 0,75ha.

42,5% ménages burundais louent également des parcelles de terre arable contre de l'argent dont 69,0% sont inférieures ou égales à 0,25ha.

En combinant les différents moyens d'accès à la terre (propriété, location, emprunt), **23,1% des ruraux ont accès à 0,25ha ou moins de terres cultivables**. Les provinces les plus touchées par le morcellement des terres sont les provinces de Ngozi (39,3%), Kayanza (40,6%).

2.3.2. L'accès aux moyens et techniques de production.

Les moyens et techniques de production peuvent influencer la vulnérabilité de manière significative. Le matériel agricole est indispensable pour l'agriculteur. Ces moyens restent pourtant très faibles. Les deux principaux outils utilisés sont la houe et la machette. 91% des ménages déclarent posséder une houe et 48% une machette, mais ce sont là les deux outils principaux. Le vélo n'est quant à lui possédé que par 11% des ménages. Le vélo est dans la campagne le moyen de transport de prédilection. Il est utile pour se rendre au marché, au centre de santé, aux points d'eau et peut dans ce sens être un indicateur de vulnérabilité, car considéré par le PAM comme un bien productif.

Une autre catégorie renvoie aux intrants agricoles. La disponibilité en intrants, semences, engrais, insecticides et autres reste faible. Les boutiques d'intrants agricoles sont peu nombreuses et le prix élevé des articles les rendent difficiles d'accès pour les plus vulnérables. Cependant, l'impossibilité pour les ruraux pauvres de constituer un stock de semences en prévision de la saison de semis

⁴¹ AGSAV : « Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la vulnérabilité »

ultérieure oblige ces derniers à se les procurer au prix du marché. Le PAM précise que 67,9% des ménages ont acheté des semences de maïs alors que c'est la première culture céréalière à Kirundo où 40,8% des ménages le cultivent. Le haricot est la principale culture de légumineuses de tout le pays : cultivé par 96,1% des ménages de Kirundo, 74,5% des ménages se fournissent en semences de haricot sur les marchés. Les ménages vulnérables sont alors dépendants des prix du marché pour leur alimentation mais également pour leurs semences.

2.3.3. L'élevage.

L'élevage de bétail est pratiqué à travers tout le pays. Le PAM constate que 61% des ménages burundais pratiquent l'élevage de bétail. Cependant, il faut relativiser ce chiffre élevé. Parler d'élevage ne signifie pas parler d'éleveur. En effet, il faut considérer dans un premier temps le type d'élevage, petit ou grand bétail, et dans un deuxième temps, la taille du cheptel des ménages.

C'est le petit élevage qui est le plus répandu. La chèvre est l'animal le plus présent, 36,2% des ménages en possèdent au moins une. Ensuite vient le lapin, 26,4% et la vache 11,3%. La volaille est également présente mais dans une moindre mesure, 10,3%. Pour pouvoir évaluer de manière représentative le cheptel disponible par ménage, il faut pouvoir considérer l'ensemble du cheptel et ce pour l'ensemble de la population. En moyenne, un ménage possède 0,9 chèvre, 0,2 lapin et 0,2 vache. (PAM, 2008 : 32)

Des disparités importantes existent également entre les provinces du pays. La province de Kirundo révèle l'un des scores les plus faibles du pays.

L'élevage de chèvre est particulièrement intéressant pour un agriculteur qui peut alors obtenir du fumier pour enrichir sa terre, obtenir une meilleure production, lutter contre l'érosion et la sécheresse.

2.4. Les risques liés à la production.

La sécheresse, l'érosion et l'appauvrissement des sols, aux effets cumulatifs, ne sont pas les seuls risques auxquels sont confrontés les paysans. En effet, d'autres risques qui touchent directement à la production agricole existent. Certains parasites et maladies peuvent toucher directement la production des ménages. La plus importante ces dernières années est la mosaïque qui touche le manioc. La maladie touche toute l'Afrique Centrale sans épargner le Burundi. Depuis plusieurs années, elle s'est installée diminuant le rendement et affectant la sécurité alimentaire des ruraux pauvres dans la région des Grands Lacs. Sans réels moyens pour combattre la maladie, les paysans les plus vulnérables sont les plus touchés.

La mosaïque s'attaque à l'une des principales cultures vivrières du pays – le manioc -, tous les ménages pratiquent cette dernière. Le manioc est également l'une des premières sources

d'alimentation pour les ruraux. Les conséquences sont donc doubles car, d'une part, elles touchent directement aux revenus des paysans qui voient leurs ventes diminuer et, d'autre part, leur consommation alimentaire est affectée. Le manioc est essentiel pour les ruraux pauvres, en effet il peut être considéré comme « grenier ». Le tubercule peut être récolté sur une longue période, la terre servant de « lieu de stockage »

Conclusion.

La notion de risque propre au concept de vulnérabilité multiplie les indicateurs faisant référence aux capacités de production des ruraux pauvres. La diversité climatique, le rythme saisonnier, la composition des sols sont autant d'indicateurs communs à tous les paysans mais dont les impacts peuvent être différenciés. L'emplacement des terres arables en colline ou en marais, des terres disposant d'aménagements antiérosifs, la province où habitent les bénéficiaires, deviennent alors des indicateurs potentiels pour évaluer la vulnérabilité des ménages.

Cependant, le problème le plus important auquel sont confrontés les paysans est sans aucun doute l'accès à une surface de terre arable suffisante. La pression foncière est l'enjeu auquel tout un pays, population et pouvoirs publics vont devoir faire face sachant que plus de 90% d'entre-elle vit ou survit de l'agriculture.

On remarque également que la vulnérabilité peut être mesurée à différents niveaux. À un premier niveau, plusieurs indicateurs définissent les spécificités d'une région, d'une commune. Dans un deuxième temps, la vulnérabilité est évaluée au niveau des ménages.

3. Sources de revenus des ménages

Les sources de revenus des ménages constituent un ensemble d'indicateurs révélateurs du niveau de leur vulnérabilité. Même si les paysans burundais tirent essentiellement leurs revenus de leur production agricole propre, celle-ci peut faire l'objet d'une attention particulière. En effet, les cultures de rentes, vivrières, la vente de bétail, ou encore la vente de main d'œuvre agricole sont autant de sources possibles de revenus à prendre en considération.

Louvain Développement a retenu une série d'indicateurs faisant directement référence à ce thème :

Tableau 6 : sources et revenus des ménages, poids 3

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- Principale source de revenus du ménage ;- Taux de contribution aux revenus annuels par la principale source de revenus du ménage ;- Taux de couverture des dépenses annuelles du ménage par les revenus agricoles et la vente de bétail ;- Les sources de revenus alternatifs. |
|---|

Premièrement, l'activité économique sous-développée en milieu rural est l'une des premières explications du phénomène de l'insécurité alimentaire. Outre cet aspect macro-économique qui explique grossièrement l'accès difficile à des revenus suffisants, il faut considérer la diversité des sources de revenus d'un ménage.

Celle-ci reste très faible dans la région : 34% des ménages interviewés par LD ne possèdent qu'une source de revenus. L'intérêt de la diversification des sources de revenus est de diminuer la vulnérabilité des ménages face au risque. En multipliant les sources de revenus, particulièrement non agricoles, les ménages augmentent leurs capacités de résistance aux chocs. Seulement 13% des ménages affirment disposer d'une autre source de revenus qu'agricole, c'est-à-dire notamment un salaire d'ouvrier agricole ou encore d'employé.

3.1. La production végétale.

Si l'on considère l'agriculture dans sa globalité, on peut distinguer différentes sources de revenus, mais, dans un premier temps, il faut considérer les revenus tirés de la production végétale.⁴²

En effet, les différentes cultures qu'elles soient céréalières, de légumineuses, de tubercules ou encore fruitières confèrent des sources de revenus diversifiées mais pas uniquement. Certaines cultures sont plus rentables que d'autres et/ou apportent également des revenus une fois par an ou plus réguliers, étalés sur toute l'année.

La diversification des cultures est importante à deux niveaux : D'une part, les paysans pratiquant différentes cultures voient leurs revenus se diversifier et bénéficient d'apports monétaires plus réguliers, et, d'autre part, pour les ménages les plus vulnérables, leur diversité alimentaire est favorisée.

Les cultures varient en fonction des zones naturelles. Si les cultures céréalières ne sont pas les plus répandues dans les provinces du nord, les cultures du café et du thé y sont largement pratiquées. Au niveau national, ce sont les cultures du haricot, du manioc et de la patate douce qui sont les plus pratiquées suivies du maïs pour les céréales.

Dans la province de Kirundo, le haricot est cultivé par près de 96% des paysans suivi de la patate douce 93,6%, du manioc 80,7%, de la banane à 60%, du maïs et du sorgho plus ou moins 40%. La combinaison de ces cultures confère aux paysans une légumineuse, une céréale et un tubercule. Cependant, rares sont les agriculteurs qui combinent ces différentes cultures. Ces cultures issues de l'agriculture vivrière sont les plus cultivées dans le pays et font l'objet d'une commercialisation spéculative importante de la part des commerçants qui réduit les revenus que peuvent en tirer les

⁴² Production végétale : l'expression est utilisée pour définir la production vivrière en excluant la production de bétail.

ruraux. Elles représentent également la première source d'alimentation pour les paysans et particulièrement les plus vulnérables.

Pour 46% des ménages, la principale source de revenus est tirée de l'agriculture vivrière. Ensuite, en deuxième position, vient la production et la vente de produits de rente 24% et, en dernière place, la vente de main d'œuvre agricole 9%. Dans la province de Kirundo plus de 80% du revenu total vient du travail temporaire. Le PAM précise que la province de Kirundo compte le plus de paysans ne possédant qu'une seule et unique source de revenus, 54%.

3.1.1. Culture vivrière vs culture de rente.

Quelle est la culture la plus rentable pour les ménages burundais ? Les cultures vivrières semblent les plus rentables. En comparant les revenus journaliers des cultures vivrières et de rente, des différences significatives sont observées.

Pour les cultures vivrières qui représentent 85% de l'exploitation des terres arables au Burundi, la culture de la banane vient en première position avec près de 1555 FBu par journée de travail suivi de près par celle du manioc avec 1535 FBu. La première culture de rente la plus rentable pour les paysans burundais est le palmier à huile avec près de 1065 FBu par journée de travail. Cette culture n'est pas ou très peu pratiquée dans les provinces du nord du pays. Les cultures de rente les plus pratiquées dans la zone d'intervention du projet sont celles du café et du thé. Ces dernières sont les moins rentables, le café apporte un revenu journalier inférieur à 170 FBu et le thé moins de 120 FBu. (Ndayishimiye P : 2005, 145) La culture du café expose également les paysans à de longues périodes de soudure. En effet, le café contrairement au thé n'est récolté qu'une fois l'an. Les paysans font alors face à une très longue période de soudure monétaire. Ces longues périodes poussent les caféiculteurs à emprunter. Des réseaux informels comme formels se sont développés pour octroyer des microcrédits aux caféiculteurs.

3.1.2. L'accès au marais, les bas-fonds aménagés.

Comme précisé plus haut, l'accès aux bas-fonds aménagés⁴³ est un atout essentiel dans la diversification des cultures végétales. En effet, le marais permet de cultiver des légumineuses et octroie aux paysans deux saisons agricoles supplémentaires durant la saison des pluies pour le riz, et lors la grande saison sèche de mai à juin pour le maïs. Le PAM renseigne que 52,3% des ménages ont accès aux marécages. On peut alors considérer que l'accès à ces zones reste un privilège. Les agriculteurs les plus vulnérables n'ont souvent pas accès à ces parcelles de terre aménagées.

⁴³ Zones marécageuses irriguées que l'on retrouve aux pieds des collines.

L'accès aux zones marécageuses est devenu un enjeu principal dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Même si ces zones sont nombreuses, elles n'en restent pas moins réduites. Les filières riz et oignons soutenues et développées par le projet LIAM traduisent l'importance pour un ménage d'accéder aux bas-fonds aménagés.

3.2. La production animale.

Globalement, l'élevage reste très faible, même s'il est pratiqué dans tout le pays.⁴⁴ L'élevage est certainement un filet de sécurité important pour les paysans qui peuvent ainsi bénéficier d'une source de revenus considérée comme fiable durant la période de soudure. De plus, il est un apport non négligeable pour les ménages. Généralement réservé à la vente, les prix trop bas sur les marchés incitent les paysans à consommer une partie du cheptel.

Le petit élevage est le plus répandu en province de Ngozi. 96% des ménages interviewés par LD déclarent posséder au plus cinq têtes de petit bétail (volailles, lapins...) Mais, 59% des ménages déclarent également ne posséder aucune grande tête de bétail (chèvre, bovin,...) De plus, il apparaît que 86% des ménages ne possédant aucune grande tête de bétail font partie des catégories A et B, c'est-à-dire parmi les plus vulnérables.

3.3. La vente de main d'œuvre agricole.

La vente de main d'œuvre agricole est pour certaines régions du pays la première source de revenus des ruraux pauvres. Décrite comme stratégie de subsistance par le PAM, elle identifie dans la majeure partie des cas les individus connaissant une extrême vulnérabilité.

La vente de main d'œuvre est un moyen pour les ruraux pauvres d'acquérir des revenus complémentaires à leur production agricole propre. Cette stratégie est-elle définie par un certain fatalisme c'est-à-dire comme le seul moyen de s'assurer une rentrée monétaire ou, au contraire, comme une opportunité d'épargne ?

L'exiguïté des parcelles de terre arable des ruraux pauvres ne leur permet pas d'obtenir une production suffisante pour assurer leur alimentation et leur permettre d'accéder à des revenus suffisants. La vente de leur force de travail est pour eux une nécessité pour accéder à des revenus monétaires supplémentaires. Parler de « *stratégie* » de subsistance tend à minimiser la nécessité de cette source de revenus pour les plus vulnérables. La vente de main d'œuvre agricole est indispensable pour cette catégorie de la population et n'est certainement pas une opportunité d'épargne.

⁴⁴ Pour des données chiffrées, cfr. 2.4.3. L'élevage

3.4. Autres sources de revenus.

D'autres activités permettent aux ménages d'accroître les maigres revenus tirés de l'agriculture et de la vente de main d'œuvre agricole. Les plus répandues sont le brassage de vin de banane,

3.5. Calendrier des revenus.

Tableau 7 : calendrier annuel des revenus basé sur les saisons agricoles

Mois de l'année	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A
Principaux revenus												
Revenus végétaux												
Revenus marais												
Revenus d'élevage												
Revenus extra-agricoles												
Crédits divers												
Période de Soudure												

Le calendrier des revenus révèle l'importance de la diversification de ceux-ci. Il apparaît clairement que les périodes de soudure se calquent sur les périodes de semis agricoles. Les revenus extra-agricoles, qui sont principalement obtenus par la vente de main d'œuvre agricole, confèrent aux paysans les plus vulnérables une source de revenus en période de soudure. L'élevage est également un apport considérable qui peut aider les ménages à pallier au manque de revenus grâce à un apport monétaire supplémentaire. Les revenus tirés de l'exploitation des bas-fonds aménagés peuvent être étalés sur toute l'année. Cependant des apports plus importants sont constatés lors des périodes de récolte du riz, filière importante dans le pays. Ce tableau met en avant l'obligation pour les ménages les plus vulnérables de travailler comme ouvrier agricole. En effet, sans élevage, dépourvus d'un accès aux bas-fonds aménagés et ayant un accès au crédit difficile, les revenus tirés de la production végétale constituent l'unique source de revenus pour cette catégorie de la population.

3.6. Revenus monétaires.

Les revenus monétaires sont difficilement mesurables. Les données récoltées sont très variables. Le PAM renseigne que les revenus monétaires moyens annuels d'un ménage s'élèvent à 300.000 FB⁴⁵. Il

⁴⁵ 300.000 FBu = 176,4 euros

précise que : 75,9% des ménages déclarent un revenu inférieur ou égal à 300.000 FBu, 61,7% inférieur ou égal à 200.000 FBu et 34,2% inférieur ou égal à 100.000 FBu. (PAM, 2008 : 40)

Conclusion.

Les revenus tirés de l'exploitation agricole ne couvrent qu'un tiers des dépenses annuelles des ménages pour 90% d'entre eux. Pour combler le manque de revenus, la vente de main d'œuvre agricole est la solution la plus répandue. Cependant les maigres salaires obtenus sont décrits comme insuffisants. Il faut également préciser que, pour près de la moitié des ménages, les moyens financiers tirés de leur principale source de revenus constituent moins des deux tiers de leurs revenus totaux. (PAM, 2008 :) Si la source principale de revenus était alors affectée, les agriculteurs burundais se verraient privés de près de 60% de leurs revenus annuels.

4. Capacité et résilience.

La diversification des sources de revenus pour diminuer la vulnérabilité des ménages les plus pauvres doit être envisagée comme une des solutions les plus viables et pérennes.

Le fait d'accroître les sources de revenus multiplie les possibilités des paysans à faire face aux difficultés imprévues comme aux périodes de soudure. Cet enjeu-clé fait référence à différents éléments théoriques. Le renforcement des capacités, la résilience, les stratégies de subsistance sont autant d'éléments qui traduisent la volonté d'un développement agricole durable.

Sophie Rousseaux⁴⁶ s'est inspirée de la théorie des capacités⁴⁷ pour affiner son approche sur la vulnérabilité : *« la capacité des ménages, individus, communautés à éviter ou réduire la vulnérabilité. Elle dépend non seulement des ressources dont ils disposent initialement, mais aussi de leur accessibilité et de leur aptitude à utiliser efficacement ces ressources pour obtenir un revenu, de la nourriture, ou d'autres choses essentielles. »*

Un premier élément à souligner dans cette approche de la vulnérabilité est rappelons-le son caractère multidimensionnel. En effet, la vulnérabilité peut être spécifique à un individu, un ménage, une communauté, ou encore un pays.

Dans le cas du Burundi, il est admis que les différents conflits qui s'y sont succédé et la guerre ethnique de 1993 ont significativement influencé la vulnérabilité de toute la population et ont encore

⁴⁶ Sophie Rousseaux : chercheuse à l'Université de Versailles, travaux sur la vulnérabilité et la résilience, chez les ruraux de Madagascar.

⁴⁷ Capacités : la possibilité qu'a un individu de choisir des combinaison de fonctionnement. Cette théorie s'appuie sur la liberté dont jouissent les individus à faire des choix.

des conséquences aujourd'hui. Les conflits armés ont directement affecté les ressources des paysans burundais. Ces derniers ne pouvant plus cultiver, vendre ou même acheter de la nourriture ont subi un choc auquel ils n'étaient pas préparés. L'insécurité ambiante qui règne toujours dans le pays est considérée comme un indicateur de vulnérabilité significatif. Les vols à main armée restent fréquents dans la région. Les vols de bétail, de récoltes, de semences sont autant de risques auxquels les paysans burundais sont confrontés.⁴⁸

L'enclavement du pays, les réseaux routiers peu développés, les infrastructures énergétiques et sanitaires quasi inexistantes, une croissance démographique importante⁴⁹, sont autant d'indicateurs nationaux qui peuvent expliquer le niveau de vulnérabilité important de la population burundaise.

Comme le précise l'auteur, la vulnérabilité relève également une dimension communautaire. Le projet LIAM intervient dans différentes provinces du Nord du pays. Même si l'organisation a effectué un premier ciblage en limitant son action dans ces provinces, des différences significatives existent entre celles-ci. Ces différences sont principalement dues au relief qui influence directement le climat des différentes provinces.

L'approche de la vulnérabilité des ménages qui fait l'objet de ce travail va multiplier les indicateurs de vulnérabilité. Le concept de vulnérabilité alimentaire fait référence à l'ensemble des capacités qu'un ménage peut mobiliser pour assurer ses besoins alimentaires.

Les différents indicateurs traités dans cette approche constituent **la résilience** propre d'un ménage face à l'insécurité alimentaire. La résilience est un concept utilisé pour mesurer la capacité d'un ménage à dépasser ou résister à une situation critique : « *la capacité à dépasser une situation critique, à lui résister, à lui survivre, ... elle constitue une capacité de synthèse, au sens où elle est la conséquence de l'ensemble des capacités de choix des personnes, mobilisables face au risque perçu* » (Lallau, 2008 : 182)

La diversification des revenus augmente les capacités d'un ménage à faire face à un risque, une situation critique à laquelle il est exposé. Diversifier la production agricole, permettre aux ménages les plus vulnérables d'entretenir un cheptel, promouvoir l'accès aux bas-fonds aménagés sont autant de solutions envisagées par le projet LIAM pour que, face à un risque qui menacerait une des sources de revenus, les paysans puissent toujours bénéficier d'une autre source de revenu alternative.

Le risque comprend également les périodes de soudure qui restent les moments les plus critiques pour les ruraux pauvres. La diversification des sources de revenus peut diminuer les périodes de soudure en conférant des revenus plus réguliers.

⁴⁸ Pour exemple, dans stratégie d'appui aux plus vulnérables, les travailleurs de l'ONG ont dû spécifier que les cages à lapins devaient être transportables pour pouvoir les rentrer à l'intérieur la nuit venue.

⁴⁹ La croissance démographique importante est problématique car elle dépasse le taux de croissance agricole.

Les différentes stratégies de survie mises en place par les paysans extrêmement vulnérables, sont peu nombreuses et ne suffisent pas à garantir leur sécurité alimentaire. Les paysans les plus pauvres ne disposent que d'une faible parcelle de terre arable qui ne leur permet pas de diversifier leurs cultures de manière suffisante. Ils ne disposent généralement pas de bétail ou en très petites quantités (moins de cinq têtes, pas de chèvre) Ils ne disposent pas non plus de hangar de stockage. La stratégie la plus couramment adoptée par ces ménages est la vente de main d'œuvre agricole. Elle reste souvent la seule autre source de revenus alternative.

Quand un choc se présente, comme la mosaïque du manioc qui a sévit à plusieurs reprises ces dernières années, les ruraux pauvres font face à un manque de revenus plus important qui les pousse à adopter des stratégies de subsistance qui, dans le long terme, affectent leur vulnérabilité de manière encore plus importante. La vente de parcelles de terre, se nourrir des semences sont des stratégies de survie défensives qui aggravent leur situation d'insécurité alimentaire.

Les différentes stratégies engagées par les paysans peuvent être classées en deux catégories principales.

Premièrement, les stratégies défensives citées plus haut peuvent être qualifiées d'« *ex-post* ». Ces dernières sont mobilisées une fois le choc survenu. Ces stratégies de survie sont néfastes pour l'avenir des ménages et leur sécurité alimentaire. Les stratégies *ex-post* réduisent les capacités des ménages en affectant leur capital, elles sont pour les plus vulnérables les derniers recours face à la faim. « *une faible résilience se traduira ainsi souvent par le primat de stratégie défensive visant à sauvegarder ce qui peut l'être, par une gestion de l'urgence teintée de fatalisme et d'attentisme, par une difficulté donc à se projeter* »(Lallau, 2008 : 187)

Deuxièmement, *Louvain Développement* par son projet travaille à mettre en place des stratégies dites « *ex-ante* ». Ces dernières doivent prémunir du risque exogène tout en renforçant la sécurité alimentaire des paysans. Qualifiées d'offensives, elles tendent à augmenter les capacités des ménages c'est-à-dire la résilience de ceux-ci en renforçant leurs différents capitaux (productifs, financiers, humain...) qui, face à un risque connu comme inconnu, pourront être mobilisées afin de réduire les conséquences néfastes qui en découlent.

5. Dépenses des ménages et accès au marché.

L'analyse des dépenses d'un ménage est un indicateur révélateur de sa vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. L'un des éléments clé est la proportion des récoltes que le ménage va réserver à la vente. Globalement, la part de la production réservée à la vente dans l'agriculture vivrière est faible. Mais les ménages sont contraints de consacrer une partie de leurs récoltes pour la vente pour obtenir de l'argent. Ces apports monétaires sont nécessaires pour faire face à la faible diversification des

productions vivrières. Les paysans peuvent alors compléter les denrées obtenues par leur propre production par des denrées complémentaires et indispensables, mais aussi accéder aux services de base qui sont les centres de santé, l'école...

L'ONG et ses partenaires ont retenu les indicateurs suivants :

Tableau 8 : dépenses et accès aux marchés, poids 1,5

- Pourcentage de la production agricole destinée à la vente ;
- Disponibilité d'un hangar de stockage de la production agricole ;
- Accès aux informations du marché ;
- Rigidité de la commercialisation des produits agricoles.

5.1. Production et consommation alimentaire.

La faible production agricole pousse la majorité des ménages à une autoconsommation importante. La part de la production vivrière destinée à la vente est insuffisante pour procurer des revenus monétaires satisfaisants aux paysans. Plus de la moitié de toute la production agricole est réservée à la consommation propre des ménages⁵⁰. Pour les cinq cultures que sont le maïs, le manioc, la patate douce, la pomme de terre et le haricot,⁵¹ les ruraux pauvres, extrêmement vulnérables consacrent près de 90% de leur production à l'autoconsommation. Les faibles revenus tirés de la vente de la production (10%) ne permettent pas à cette catégorie de la population de satisfaire ses besoins alimentaires en période de soudure, ni d'accéder aux services de base.

L'ONG renseigne que seulement 8% des ménages les moins vulnérables, consacrent plus des deux tiers de leur production à la vente. La consommation des ménages est donc essentiellement basée sur leur production propre. L'autoconsommation peut être dans une certaine mesure considérée comme un indicateur d'insécurité alimentaire, de sous-alimentation, d'une part, et de malnutrition, d'autre part.⁵² Il faut alors s'intéresser aux différentes cultures produites pour approcher la diversité des aliments consommés.

Vulnérabilité nutritionnelle.

La vulnérabilité nutritionnelle renvoie à la diversité alimentaire. La diversité alimentaire est essentielle au bon développement physique du corps humain. Les aliments procurent la force de travail et

⁵⁰ Cfr. annexe n°3 : graphique des dépenses alimentaires

⁵¹ Ce sont les principaux aliments consommés dans le pays.

⁵² La sous-alimentation est due à une quantité de nourriture insuffisante. La malnutrition est due à une sous-alimentation, mais aussi à une qualité nutritionnelle inadéquate.

renforce les capacités de défense contre les maladies. Le PAM étudie la diversité alimentaire des ruraux par le *score de consommation alimentaire* (SCA). Différents poids sont attribués aux aliments en fonction de leur qualité nutritive. La consommation hebdomadaire des aliments est alors étudiée pour établir un score qui permet d'évaluer la vulnérabilité nutritionnelle des individus.

Les tubercules sont de loin les aliments les plus consommés, en moyenne, six jours par semaine. Ensuite, les légumineuses, principalement le haricot, les céréales et les autres légumes sont eux consommés en moyenne deux fois par semaine. Ce régime alimentaire pauvre est caractéristique des ménages plus vulnérables. Les autres groupes d'aliments, comme les protéines animales, les fruits, l'huile, le lait sont eux consommés moins d'une fois par semaine.

Le régime alimentaire décrit plus haut ne permet pas le bon développement physique des enfants et ne permet pas aux adultes de satisfaire leurs besoins nutritionnels.

La fréquence des repas est également un élément révélateur de l'insécurité alimentaire à laquelle sont exposés les ruraux pauvres. En temps de récolte, lorsque l'accès à la nourriture est le plus aisé, les ménages les plus pauvres consomment deux repas par jour. Mais en période de soudure la fréquence diminue de moitié, pouvant aller jusqu'à un repas tous les deux jours.

5.2. L'accès aux aliments : le marché.

L'accès au marché doit également être considéré comme un indicateur de vulnérabilité pour trois raisons principales. Premièrement il faut considérer la vente des productions agricoles, deuxièmement, les perturbations en approvisionnement et troisièmement dans une moindre mesure l'accès physique aux marchés.

Premièrement, les agriculteurs doivent pouvoir vendre leur production agricole au meilleur prix pour dégager un maximum de revenus monétaires indispensables dans l'attente des récoltes ultérieures. La quasi-inexistence de structure de stockage oblige les paysans et particulièrement les plus vulnérables (ils n'ont pas accès à des hangars) à vendre leur production une fois récoltée. La loi du marché qui voit l'offre globale augmenter, fait diminuer les prix de vente des productions. Les paysans doivent alors vendre aux plus bas prix et voient leur revenus espérés réduits.

L'évolution des prix sur les marchés coïncide avec les différents cycles saisonniers. Entre deux récoltes, l'approvisionnement des marchés est perturbé. Le prix des denrées alimentaires augmente de manière significative. Ces fluctuations touchent en premier lieu les paysans les plus vulnérables qui sans espace de stockage n'ont ni accès à des revenus, ni aux denrées alimentaires et sont alors obligés de s'approvisionner sur les marchés. C'est le manioc qui subit les plus importantes fluctuations⁵³. Lors

⁵³ Principale source d'alimentation des plus vulnérables, sans réelle valeur nutritionnelle elle diminue la sensation de faim.

des périodes de soudure, le prix de manioc peut augmenter de plus de 20%, la patate douce subit quant à elle les plus petites fluctuations.⁵⁴

Ces dernières années, la FAO a observé une inflation des denrées alimentaires de base au Burundi. Le haricot a augmenté de près de 55% en une année, et le manioc et le riz ont eux respectivement augmentés de 20% et 29%.

Deuxièmement, l'approvisionnement des marchés est déclaré comme bon. Durant les périodes de soudure (février, mars, avril / septembre, octobre, novembre), des perturbations en approvisionnement sont à constater dans l'ensemble des marchés. Les perturbations rapportées par les paysans sont le plus souvent enregistrées dans les provinces du nord, à Kirundo, où 74% des paysans font état de disette sur les marchés. Pour pallier à ce manque d'approvisionnement, les ruraux se déplacent généralement vers d'autres marchés, ou s'en remettent à leur propre production.

Troisièmement, les ruraux les plus vulnérables ne disposent d'aucun moyen de déplacement mécanique. Le vélo est le moyen de déplacement le plus répandu, mais aussi le plus abordable. Dans le pays, moins d'un pourcent de la population possède une voiture ou une motocyclette, le vélo n'est lui possédé que par 15,9%. Les moyens de transport sont considérés par le PAM comme des biens productifs car ils facilitent l'accès au marché.

De manière générale, moins de la moitié des paysans déclare avoir un marché en activité dans la communauté ou à moins d'une heure de distance. Cependant, 7% des communautés se trouvent à plus de trois heures de distance d'un marché en activité. Le manque d'accès à un marché est le plus souvent signalé dans la province de Ngozi. Ces derniers sont le plus souvent en activité deux fois par semaine.

5.3. Les dépenses des ménages.

En examinant les dépenses des ménages, l'on constate que près de la moitié est consacrée à l'achat de denrées alimentaires avec des différences entre les catégories. Les groupes les plus vulnérables consacrent plus de la moitié de leur budget aux dépenses alimentaires, 52%. Il est également important de préciser que ces dépenses alimentaires sont orientées principalement vers des produits de base comme les légumineuses (haricots), le manioc et autres tubercules, le maïs et le riz. L'analyse des dépenses alimentaire est révélatrice de la grande vulnérabilité des ménages qui cultivent pour la plupart les produits qu'ils achètent.

Le deuxième poste de dépenses constitue le remboursement des dettes. En moyenne 14% du budget des ménages est consacré à ce dernier. Le crédit, considéré comme revenu, doit également l'être comme dépense. Le PAM rapporte que trois ménages sur quatre ont accès au crédit. Cependant, l'origine des crédits est, dans plus de la moitié des cas (60,8%), informelle. Il provient alors de

⁵⁴ Cfr. annexe n°4 : évolution des prix des principales denrées alimentaires

l'entourage proche du ménage (amis, famille) Moins de la moitié des ménages s'adresse aux prêteurs commerciaux, seulement 1,7% aux coopératives, et 0,9% aux ONG.

Ensuite, viennent les dépenses liées à la consommation d'alcool et de tabac (8%). Pour terminer, la santé, l'éducation, les dépenses liées à l'habitat, au charbon de bois, ou encore au transport représentent un quart des dépenses des ménages. (PAM, 2008)

Calendrier des dépenses.

Dresser un calendrier des dépenses des ménages renseigne sur les besoins monétaires des ménages tout au long de l'année.

Les dépenses liées à l'alimentation sont sans surprise les plus importantes en période de soudure. Sans avoir pu constituer de stock les agriculteurs vulnérables sont alors dépendants du marché pour leur approvisionnement en nourriture.

Les dépenses liées à l'investissement agricole sont pratiquement observées tout au long de l'année. Cependant, on peut observer des pics de dépenses avant chaque saison culturale, car ce type de dépenses concerne avant tout l'achat de semences qui pour la majorité des paysans, est réalisé sur les marchés.

Les dépenses en soins de santé sont le plus souvent observées en période de soudure. Les maladies comme le paludisme, la dysenterie apparaissent lors des périodes les plus humides de l'année. C'est une période cruciale pour les exploitants vulnérables qui, en période de soudure où l'insuffisance alimentaire est la plus importante, n'ont alors pas les capacités physiques pour combattre les différentes maladies, mais sont aussi de manière générale plus vulnérables à celles-ci.

Les dépenses liées à l'éducation sont également calquées sur le calendrier scolaire, c'est-à-dire également présentes en période de soudure alimentaire, quand les ruraux ont fini d'écouler leur marchandise. Cela peut expliquer le faible taux de scolarisation dans le pays.

On remarque que les dépenses des ménages sont le plus souvent concentrées lors des périodes de soudure, où les paysans pour la majorité ne disposent d'aucun revenu agricole.

Tableau 9 : calendrier des dépenses, basé sur les saisons agricoles

Mois	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A
Dépenses												
Alimentaires												
Agricoles												
Soins de santé												
Education												
Habillement												
Période de Soudure												

Conclusion.

Les dépenses nous renseignent sur les différents facteurs de vulnérabilité. Premièrement, l'importance du poste des dépenses alimentaires est un indicateur privilégié dans l'évaluation de la vulnérabilité des ruraux pauvres. Particulièrement pour les plus vulnérables, plus de la moitié des dépenses est destinée à l'alimentation. Deuxièmement, l'investissement agricole reste important, surtout pour les paysans les plus vulnérables qui doivent se fournir en semences. Troisièmement, on constate que la majorité des dépenses (alimentaires, soins de santé) sont effectuées lors des périodes les plus difficiles pour les exploitants, les périodes de soudure. Pour terminer, les paysans en particulier les petits agriculteurs, sont exposés à une réelle inflation et des fluctuations de prix significatives qui affectent leur sécurité alimentaire.

6. Capital social et humain.

La taille de la population burundaise est estimée à 8,3 millions d'individus (2008), avec un taux de croissance situé entre 3,1% et 3,9% ce qui, d'ici 2015, amènerait la population à près de 15.000.000 millions d'habitants. La densité moyenne actuelle est de 300 habitants au Km², mais il existe d'importantes variations entre les différentes provinces du pays. Les provinces du Nord sont parmi les plus peuplées avec une densité pouvant aller jusqu'à 600 hab/km². (QUIBB, 2006)

De manière générale, 48% de la population est âgée de moins de 15 ans, contre 1% de plus de 65 ans. Les enfants âgés de moins de 5 ans représentent 19,9% de la population, et ceux âgés entre 5 et 13 ans 25,6%. Les adultes (15 à 49 ans) représentent alors un peu plus de la moitié de la population burundaise.

Tableau 10 : capital humain social, poids 1,5

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">- Appartenance du chef de ménage à une association ;- Soutien reçu des autres membres de la famille du chef de ménage en cas de problème ;- Accessibilité aux infrastructures de base ;- Accès aux infrastructures et aux soins de santé. |
|--|

6.1. Démographie des ménages.

La composition des ménages influence la vulnérabilité de ceux-ci. Différents éléments doivent être pris en considération pour évaluer leur incidence propre sur l'insécurité des ménages.

Premièrement, la taille des ménages a des conséquences directes sur la quantité de nourriture disponible pour les individus qui le composent. De manière générale, plus un ménage sera important,

plus il sera exposé à l'insécurité alimentaire. La taille moyenne d'un ménage est de 5,3 individus, avec des variations significatives. Louvain Développement renseigne que 85% des ménages comptent cinq membres ou plus, dont 47% sept membres ou plus. Le PAM a estimé qu'un enfant supplémentaire dans un ménage diminue de 25% la portion alimentaire des individus qui le composent. LD a elle constaté que dans les ménages composés de cinq enfants ou plus on dénombre 88% de vulnérables, alors que dans les ménages composés d'au plus deux enfants on en dénombre 71%.

Deuxièmement, l'âge du chef de ménage semble également jouer un rôle sur l'état de vulnérabilité de son ménage. Globalement, on dénombre 5% de chefs de ménage âgés de plus de 65 ans, 23% âgés de 49 ans à 65 ans, et 67% âgés de 21 ans à 49 ans. La vulnérabilité s'accroît avec l'âge : plus l'âge du chef de ménage est élevé, plus il sera exposé à l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Troisièmement, le genre du chef de ménage peut également influencer la vulnérabilité de celui-ci. Mais ce sont ici les ménages dirigés par des hommes qui semblent les plus exposés à l'insécurité. Louvain Développement a constaté que 63% des ménages étaient dirigés par des hommes, contre 37% par des femmes. 89% des ménages dirigés par des hommes sont reconnus comme vulnérables à l'insécurité alimentaire, contre 76% pour les femmes chefs de ménage.⁵⁵

Quatrièmement, la situation matrimoniale joue également un rôle significatif. Pour 88% des ménages, le chef de ménage est marié ou vit en concubinage. Parmi les ménages dont le responsable est veuf/veuve, divorcé, on observe 13% de vulnérables chroniques, 25% chez les célibataires, et seulement 4% chez les chefs de ménages mariés ou vivant en couple⁵⁶.

Pour terminer, il faut considérer également le nombre d'individus actifs dans le ménage. 83% des ménages comptent au plus deux personnes actives, dont 23% ayant au plus une personne active. Parmi ces derniers (au plus une personne active), on dénombre 8% de ménages très pauvres, vulnérables chroniques à l'insécurité alimentaire. Louvain Développement constate également que 30% des ménages accueillent des membres ne faisant pas partie de la famille nucléaire, qui sont alors considérés comme personnes à charge.

6.2. Capital social et capital humain : des facteurs de résilience.

Sophie Rousseau travaille sur la résilience des ménages en situation d'insécurité alimentaire en mêlant vulnérabilité et *capabilité*. Elle étudie plus précisément les entrées et sorties de la pauvreté des populations rurales vivant de l'agriculture en interrogeant la dotation en capital de ceux-ci.

« Le capital humain désigne le stock de ressources personnelles économiquement productives, permettant de disposer des moyens nécessaires pour vivre et fonctionner correctement dans une

⁵⁵ Les femmes chefs de ménage et seules sont par contre plus vulnérables que les hommes chef de ménage seuls.

⁵⁶ Pour rappel, la proportion générale de ménages identifiés par Louvain Développement comme *Vulnérable chronique* est de 6%.

société et de mettre en valeur ses ressources personnelles. Ce stock s'accroît par l'accès à l'éducation, aux formations, à la santé, à l'eau potable et par des dépenses d'alimentation et de logement, etc » (Gondare, Rousseau : 14)

Le rôle de l'éducation devient déterminant lorsque le niveau d'instruction du chef de ménage est pris en compte. En effet, on observe que plus le chef de ménage bénéficie d'un certain niveau de scolarisation, moins le ménage sera vulnérable.

Le capital social se réfère aux réseaux de solidarité mobilisables par les ruraux. Les réseaux ne sont pas analysés comme tels, ce sont les transferts, monétaires, dons, prêts qui ici doivent être pris en compte. Face à une situation d'insécurité, un paysan vulnérable va mobiliser son capital social pour tenter d'obtenir une aide afin de surmonter une période où il est particulièrement exposé au risque. Cette approche des réseaux n'est que très peu exploitée par les travailleurs de l'ONG. Son caractère informel rend cet aspect difficilement exploitable car il nécessite une approche qualitative de longue durée. Cependant, il semble dans le cas du Burundi que les solidarités qui découlent de ces réseaux ne soient pas particulièrement rentables en termes de transfert. De primeabord ces réseaux semblent avant tout jouer un rôle dans le renforcement du capital humain.

6.3. L'éducation.

L'éducation, deuxième OMD⁵⁷ est un indicateur de vulnérabilité sélectionné par les grands organismes de développement international comme par les petites ONG. L'extrême pauvreté est souvent corrélée à un niveau d'éducation bas, mais quels sont les liens potentiels entre éducation/alphabétisation et l'insécurité alimentaire ?

Le taux de scolarisation dans le pays est faible. Un tiers des enfants en âge de scolarité ne va pas à l'école. Le taux de scolarité a suivi une évolution positive ces dernières années. En 2004, le PAM renseignait que 50% des enfants en âge d'instruction primaire allaient à l'école. En 2008, le PAM observait une nette augmentation portant le taux à 70% de fréquentation des écoles primaires. Aujourd'hui, le PNUD avance que plus 89% des enfants fréquentent les établissements primaires. Cependant, il faut prendre en considération le taux de redoublement élevé de 30% et le taux d'absentéisme également important.

Les raisons les plus régulièrement avancées pour expliquer l'absence des enfants à l'école sont : le coût pour 21,3% des ménages, le refus de l'enfant 12,9%, la maladie 11,1% et le travail domestique 10,2%. Les corrélations entre le taux de scolarisation des enfants et l'insécurité alimentaire des ménages sont difficilement démontrables. Si 21,3% des ménages déclarent le coût comme obstacle à la scolarisation, c'est le seul lien qui peut être avancé.

⁵⁷ Objectif Mondial pour le Développement n°2 : assurer une éducation primaire pour tous

Pour lier les thèmes de l'éducation/alphabétisation et de l'insécurité alimentaire, il faut se référer au niveau d'instruction du chef de ménage. 30,3% des chefs de ménage déclarent n'avoir bénéficié d'aucune instruction et plus de 27% ont seulement suivi des cours d'alphabétisation ou de catéchisme sans passer par l'école primaire. Seulement 38,7% des chefs de ménage ont fait des études primaires, et 3,6% des études secondaires. Des différences significatives entre les femmes et les hommes chefs de ménage existent également : 26% des hommes déclarent ne pas avoir fait d'études, contre 49,9% des femmes. Louvain Développement observe qu'aucun des ménages dont le chef a bénéficié d'études secondaires ne se trouve en situation alimentaire d'urgence.

L'éducation et l'alphabétisation des chefs de ménage influencent donc le niveau de vulnérabilité des ménages. L'accès, la compréhension des informations, le fait de savoir lire ou écrire, même un message simple en langue locale, sont des atouts pour diminuer la vulnérabilité des ménages face à l'insécurité alimentaire.

6.4. La santé.

L'accès aux soins de santé est sans conteste un élément révélateur comme préoccupant du niveau de vulnérabilité des individus. En zone rurale, l'accès aux soins de santé est une véritable problématique. Plusieurs facteurs révèlent la difficulté pour la population de se faire soigner et de se procurer des médicaments.

Avant de commencer, il faut prendre en considération les maladies les plus souvent citées par les interviewés. En première position, vient le paludisme qui est également la première infection parasitaire observée dans le monde : 99% des chefs de ménage affirment que lorsqu'un membre du ménage est malade, c'est de la malaria. En deuxième position, viennent les maladies dues aux infections alimentaires pour 51% des cas. L'insuffisance alimentaire est renseignée pour 18% des cas de maladie. 13% des chefs de ménage renseignent des maladies liées aux yeux, et 13% également pour des vers intestinaux. Les maladies liées à l'alimentation et à l'hygiène sont prépondérantes dans la région.

L'inaccessibilité aux soins de santé est due à différents facteurs. Premièrement, il faut considérer la distance que doivent parcourir les personnes souffrantes pour rejoindre un centre de santé, qu'il soit privé ou public. L'accessibilité physique représente une contrainte pour les ruraux pauvres dépourvus de moyen de déplacement. 43% des ménages doivent parcourir entre 3 et 10kms pour rejoindre le centre de santé le plus proche, 2% parcourent plus de 10kms. (PAM, 2008 :)

Le deuxième facteur avancé par les chefs de ménage concerne le coût des consultations comme celui des médicaments. 63% des ménages déclarent que les consultations sont trop chères pour leurs revenus, et 90% déclarent les médicaments difficilement accessibles. L'accessibilité monétaire

représente donc une contrainte majeure pour les ménages. Il faut également considérer que les réponses viennent de l'ensemble de l'échantillon sélectionné par Louvain Développement. L'accessibilité aux soins de santé pour les plus vulnérables doit alors être considérée comme plus difficile. Les consultations coûtent au minimum 500 FBu pour 64% des ménages, et plus de 1000 FBu pour 37% de ceux-ci. Le prix des médicaments est plus élevé, 71% des chefs de ménages rapportent qu'ils payent entre 1000 et 10.000 FBu. Au regard des revenus des paysans, les frais liés aux soins de santé sont effectivement très élevés. Pour 61,7% des ruraux, les revenus annuels sont inférieurs à 200.000 FBu. Le coût des consultations comme des médicaments doit alors être considéré comme le premier facteur d'inaccessibilité des ruraux pauvres aux soins de santé.

Pour diminuer les coûts des prestations de santé, l'intégration des ruraux pauvres aux mutuelles de santé est indispensable. Seul 31% des chefs de ménage interviewés déclarent détenir une assurance maladie (17% une carte d'assurance maladie, 14% une carte de mutuelle de santé) L'assurance maladie permet d'obtenir des réductions allant jusqu'à 80% sur le prix des consultations comme des médicaments. Mais encore une fois, le coût de l'affiliation à une mutuelle de santé est un obstacle d'accessibilité pour les plus pauvres.

6.5. Capital social et réseaux de solidarité.

Un des éléments qui peut définir la vie en milieu rural au Burundi est la solidarité qui s'est développée entre les ruraux. Différents réseaux de solidarité créés par les ménages constituent des stratégies non négligeables face à des chocs auxquels les ménages ne peuvent faire face seuls.

De manière générale, deux types de réseaux peuvent être définis : l'appartenance à une association et la solidarité entre proches.

L'affiliation à une association est un phénomène largement répandu. En effet, tous les chefs de ménage approchés par Louvain Développement ont déclaré appartenir à une association. L'association la plus fréquente regroupe des agriculteurs. Ce type d'associations permet un soutien mutuel entre ses membres. Les affiliés peuvent alors se soutenir mutuellement par l'échange d'outils, d'engrais, également par des prêts, des dons. Certaines de ces associations représentent un réel filet de sécurité pour leurs membres. Elles doivent alors être considérées comme des stratégies de subsistance augmentant la résilience. L'organisation paysanne possède également un autre atout, celui de l'information. Les membres peuvent échanger des informations sur les nouvelles techniques agricoles, les marchés, les aides existantes... Au-delà de leur objectif ciblé sur les activités agricoles, elles sont également des lieux de rencontre, d'échanges, de vie sociale qui peuvent développer des réseaux moins formels d'entraide mutuelle.

Les solidarités entre proches sont le deuxième élément qui constitue le capital social des ruraux. Ce réseau informel n'est cependant pas le plus rentable pour les paysans. En effet, très peu de chefs de ménage déclarent recevoir de l'aide de leur famille ou de leurs proches.

Les associations paysannes au Burundi.

Les associations paysannes sont au cœur des politiques de développement agricole depuis maintenant plusieurs années. Les bailleurs de fonds privilégient l'approche des associations dans leur politique de développement. Les notions de participation, d'appropriation soutiennent un développement par le bas via l'appui des initiatives émanant de la société civile.

L'évolution des associations paysannes en Afrique dépendent des contextes différents de chaque pays. Au Burundi, les associations paysannes non étatiques sont très récentes. Ce n'est qu'au début des années 90 qu'elles vont se multiplier, pour susciter un réel intérêt début des années 2000. Plusieurs de ces associations trouvent leurs origines dans les élites : des notables burundais seul capables de jouer le rôle d'intermédiaire avec les bailleurs de fonds.⁵⁸ Les associations paysannes vont véritablement émerger grâce à l'affaiblissement de l'Etat dans les différents domaines socio-économiques et institutionnels. Les paysans s'organisent alors afin de résoudre les importants problèmes qui touchent l'agriculture burundaise. Ces associations peuvent être globalement regroupées en trois catégories : les associations polyvalentes et multifonctionnelles, les organisations filières, les organisations de services⁵⁹ (Sabimbona, Nyamwasa, Laititi, 2006 : 10) La majorité des associations à l'heure actuelle peuvent être classées dans la deuxième catégorie : les filières agricoles. Habituellement, les filières agricoles concernent les cultures de rentes, cependant, au Burundi des filières se sont développées autour des cultures vivrières. Le but de ces groupements est de faciliter l'accès aux intrants, aux hangars de stockage, la vulgarisation de techniques agricoles et le transport des récoltes. Mais une fois arrivé au stade de la commercialisation, une majeure partie de ces associations filières font face aux lois du marché et perdent de leur efficacité et de leur pertinence. Le problème majeur de ce type d'associations est qu'elles sont difficilement accessibles aux plus vulnérables. Il faut un effet un certain capital productif pour que ces dernières se montrent rentables, de plus, des cotisations sont nécessaires ce qui peut se révéler comme un obstacle d'accessibilité pour les plus pauvres.

⁵⁸ Pour rappel, c'est le cas de UCODE qui est née de l'initiative de notables de la province de Ngozi.

⁵⁹ Définition : brique en terre cuite, permet une meilleure stabilité structurale et une bonne isolation.

6.6. Possession de biens.

Pour évaluer la vulnérabilité des ménages, le PAM s'appuie également sur l'inventaire des biens que peut posséder un ménage. Ce dernier indicateur définit le capital physique⁶⁰ dont peut disposer un ménage.

Premièrement, l'habitat peut constituer un indicateur de vulnérabilité. Révélateur des conditions de vie des paysans, le logement renseigne sur les conditions sanitaires dans lesquelles évoluent les ménages. De manière générale, les maisons sont construites en brique adobe (66,7%) et les toits sont recouverts de paille. Des disparités entre provinces existent. Dans la province de Kirundo, 43,6% des murs sont constitués de boue. 4,8% des ménages ont un habitat plus durable construit en brique cuite, et 29,8% des ménages disposent d'un toit en tôles. La structure de l'habitat est révélatrice de la pauvreté des ménages. Les logements faits de murs de boue et de toits en paille nécessitent des entretiens réguliers et ces structures rendent les ménages vulnérables aux intempéries comme aux vols encore nombreux dans le pays.

Deuxièmement, l'accès aux commodités domestiques que sont l'électricité et l'eau est très faible. La première source d'énergie, (éclairage, cuisson, chauffage) utilisée par les ruraux est sans aucun doute le bois. 83,4% des ménages s'approvisionnent en bois pour s'éclairer, cuisiner et se chauffer. Le charbon de bois reste très peu utilisé (2,8%). Outre l'impact sur l'environnement direct des paysans, le bois pose également le problème d'une charge de travail supplémentaire pour les femmes. L'enquête du PAM renseigne que les femmes passent de une à trois heures par jour à récolter du bois. Les enfants sont également sollicités pour cette tâche délaissée par le chef de ménage.

L'accès à l'eau potable est également un indicateur de vulnérabilité alimentaire. 87% des ménages de la zone d'intervention du projet LIAM s'approvisionnent en eaux de pluie, ou via des puits. Seul 8% des ménages ont l'eau courante à la maison. Les risques de maladies hydriques sont alors très élevés. 26,9% des ménages indiquent également manquer d'eau lors de la grande saison sèche (juillet, août, septembre)

L'électricité est rare dans la région d'intervention. L'accès des ruraux pauvres à celle-ci est dérisoire. Même si elle est distribuée aux centres des villes et villages, les coupures sont fréquentes. Les ménages ne peuvent alors s'équiper d'un frigo. 99% des ménages ne disposent d'ailleurs pas de réfrigérateur.⁶¹ De manière générale, la possession de biens et l'accès aux commodités domestiques renseignent sur les mauvaises conditions d'hygiène auxquelles sont confrontés les ménages.

Pour terminer, la possession de biens non productifs renseigne sur la pauvreté des ménages. Ainsi, 84,5% des ménages possèdent un lit, 45,2% possèdent une table, 80% des ménages déclarent posséder

⁶⁰ Cet indicateur ne comprend pas le capital physique lié à la production et aux capacités liées.

⁶¹ Dans la capitale Bujumbura, l'électricité pose également problème. Même si elle est distribuée dans la majorité des quartiers, les habitants n'en disposent qu'en journée, elle est automatiquement coupée la nuit.

une radio, ce sont là les seuls biens possédés. Les biens possédés sont donc peu nombreux et révélateurs de la grande précarité des ménages dans le pays.

Conclusion.

La dotation des ménages en capitaux non productifs renseigne sur l'importance de la pauvreté dans la zone d'intervention et plus largement dans le pays. L'accès à l'eau potable, l'électricité et la possession de biens, même les plus basiques, renseigne sur les mauvaises conditions d'hygiène auxquelles sont confrontés les ménages quotidiennement. La vulnérabilité face aux maladies est alors accentuée lorsque ces conditions sanitaires s'amenuisent.

III. Démarche de terrain.

Introduction.

L'enquête de terrain avait pour objectif d'interroger la pauvreté, d'une part, et le concept de vulnérabilité, d'autre part. L'enquête va permettre (modestement) de mettre un visage sur la pauvreté. Les entretiens semi-directifs devaient permettre aux paysans burundais de la commune de Busoni de s'exprimer sur la pauvreté et comment celle-ci est vécue par les premiers intéressés. L'enquête confirme certains des résultats de l'étude de Louvain coopération au Développement tout en mettant en avant certaines des réalités vécues par les ruraux pauvres.

1. Etude de terrain : commune de Busoni, Province de Kirundo.⁶²

L'enquête de terrain s'est inspirée d'une démarche socio-anthropologique. La méthodologie mise en place en concertation avec l'ONG s'inspire des méthodes E.C.R.I.S. et M.A.R.P..⁶³

Trois groupes d'unités déclarantes, identifiés comme *groupes stratégiques*⁶⁴ ont été approchés grâce à un guide d'entretien semi-directif. Les groupes sélectionnés étaient les chefs de ménage, les hommes non chefs de ménage et les femmes. En plus de ces groupes, des individus identifiés comme « personnes ressources » ont été également approchés.

Grâce à l'appui des travailleurs de l'ONG, j'ai pu bénéficier de l'aide des animateurs travaillant au sein de UCODE-asbl. Cette aide était indispensable pour palier à la barrière linguistique, mais également pour pouvoir interviewer un maximum d'individus dans un laps de temps réduit. La caractéristique principale d'E.C.R.I.S. est son aspect multi-sites. L'enquête s'est déroulée sur trois collines⁶⁵ différentes de la commune de Busoni : les collines de Rutabo, Murore et Burara. Les trois animateurs qui m'accompagnaient dans cette démarche ont successivement tourné sur les trois collines interviewant les trois groupes présélectionnés. Pour ma part, j'ai avec l'aide d'un étudiant⁶⁶ universitaire de Ngozi approché les différentes « personnes- ressources » (16 interviews)

Au total, 94 individus des trois groupes identifiés ont été approchés par la démarche multi-sites. Après dépouillement des questionnaires, seuls 67 d'entre eux ont été gardés (41 chefs de ménage, 17

⁶² Cfr. annexe n°5 : méthodologie et données de terrain.

⁶³ ECRIS : Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques. MARP : Méthode Accélérée de Recherche Rurale.

⁶⁴ Groupe stratégique : « une hypothèse de travail du chercheur...ont peut supposer qu'ils partagent une même position face à un même problème » (de Sardan, 1995 : 179)

⁶⁵ Les collines de Rutabo, Murore, Burara, ont été sélectionnées pour leur proximité. Elles se trouvent toutes à proximité du centre de la commune de Busoni.

⁶⁶ Guillaume était étudiant à l'université de Ngozi. Il m'a accompagné tout au long de mon séjour et m'a apporté une aide précieuse sans laquelle je n'aurais pas pu découvrir le Burundi.

femmes, 9 hommes non chefs de ménages). Les questionnaires écartés n'étaient pas entièrement complétés et, étant donné l'interdépendance entre les questions, ils ne pouvaient entrer dans l'analyse.

1.1. Analyse et interprétation des résultats.

Comme précisé plus haut, l'objectif principal de la démarche était de concrétiser les résultats obtenus par Louvain coopération au Développement en essayant de mettre un visage sur la pauvreté paysanne dans les provinces du Nord du Burundi. Je me suis donc principalement intéressé aux perceptions de la pauvreté et de la vulnérabilité alimentaire des paysans burundais. Les résultats obtenus font ressortir une extrême pauvreté qui affecte une majeure partie de la population.

1.1.1. Différentes catégories.

Un des éléments qui ressort de l'enquête concerne la catégorisation des bénéficiaires. Louvain avait identifié trois catégories distinctes. Les résultats de l'enquête font apparaître deux catégories. En effet, l'une des questions posées demandait aux interviewés de se situer dans les catégories de pauvreté qu'ils avaient préalablement définies aux questions précédentes en distinguant les pauvres, des très pauvres, et des moins pauvres. Aucun des individus ne s'est qualifié de moins pauvre. La majorité d'entre eux se situe comme pauvre (51) alors qu'une minorité s'est qualifiée de très pauvre (16).

Ce constat remet en cause une des trois catégories. En milieu rural, la catégorie des moins pauvres existe, mais elle semble très marginale.

1.1.2. Vivre au jour le jour.

Une autre caractéristique définissant la catégorie des plus pauvres et qui peut également être élargie aux pauvres est le fait de vivre au jour le jour. La principale préoccupation des ruraux connaissant une extrême pauvreté est qu'ils doivent quotidiennement rechercher de la nourriture. Leurs journées sont axées sur ce besoin fondamental de se nourrir. Ils ne perçoivent alors leur avenir que dans un laps de temps très court. « Vivre au jour le jour » est l'expression employée par les interviewés pour qualifier les plus pauvres. L'incertitude du lendemain ne permet pas d'envisager l'avenir, même à moyen terme.

1.1.3. De longues périodes de soudure.

En regard des réponses données à la question « Quels sont les moments les plus difficiles ? »⁶⁷ Le premier constat est l'importance des périodes de soudure. Le PAM a identifié les périodes de soudure

⁶⁷ Cfr. annexe n°5 : méthodologie et données de terrain.

auxquelles sont exposés les ménages vulnérables lors des mois de février, mars, avril, et septembre, octobre novembre.

Les périodes de soudure sont caractéristiques des ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire. Les ménages disposant de revenus suffisants ne connaissent pas de période de soudure. L'enquête va démontrer que ces périodes sont souvent plus longues que celles définies par le PAM. En effet, pour la majorité des ménages il faut considérer les mois de septembre, octobre, novembre, mais également décembre pour la première période. La deuxième période est elle composée des mois de février, mars avril, mai, juin. Ce sont donc trois mois supplémentaires que les paysans définissent comme des périodes difficiles, où ils ne disposent pas de revenus suffisants pour s'approvisionner sur le marché et subvenir à leurs besoins. Les sentiments d'insécurité et de faim ne sont et ne peuvent être relatés dans les enquêtes actuelles d'évaluation de la vulnérabilité.

1.1.4. *Entre choix, risque et résilience.*

L'évaluation de la vulnérabilité passe par l'analyse du risque, sa nature, son occurrence, sa probabilité, sa dimension. Cependant, le risque, aussi prévisible soit-il, est différemment ressenti. Les choix des paysans sont motivés, d'une part, par la perception qu'ils ont d'un risque prévisible ou non et, d'autre part, par leurs capacités propres, leur résilience. La perception du risque est différente pour un agent de développement et un paysan qui doit vivre avec le risque. Les choix des paysans ne sont pas rationnels face au risque. Les perceptions individuelles motivées par les capacités de résistance influencent sa gestion et touchent à toute l'organisation de la vie des paysans. Les *capabilités* se définissant comme les modes de fonctionnement des individus, le rapport entre risque et *capabilité* se définit alors par « *la probabilité de voir sa situation ou ses conditions de vie se dégrader* » (Lallau : 2008, 181) L'incertitude en milieu rural peut alors pousser les paysans vers des choix irrationnels motivés par la perception qu'ils ont de leurs propres capacités de résistance. C'est pourquoi les projets de développement ne sont jamais adoptés dans leur intégralité par les bénéficiaires. (de Sardan) Cependant, la conception des projets dépend souvent de l'interdépendance entre les différentes actions menées. L'incidence espérée par leurs concepteurs peut alors être diminué, affaibli par l'appropriation que vont en faire les bénéficiaires.

1.1.5. *Un certain isolement.*

L'une des caractéristiques avancée par les paysans pour définir les personnes les plus pauvres est l'isolement auquel sont confrontées ces personnes. En effet, les expressions « *elle est seule* », « *elle n'a personne pour l'aider* » reviennent régulièrement dans les éléments cités.

Cette caractéristique semble liée à un autre élément qui ressort de l'enquête qui est la consommation de bière de banane. La consommation de bière est un élément constitutif de la culture burundaise. Tous les jours les hommes se retrouvent pour boire de la bière. Ces moments apparaissent comme très importants aux yeux des hommes. On remarque, en analysant les dépenses citées par les interviewés, que la bière revient régulièrement. Une majorité des paysans chefs de ménage inclut la bière dans les dépenses principales qu'ils effectuent.

Une personne très pauvre qui « *ne peut pas s'acheter de la bière* » est l'un des éléments définissant la catégorie des plus pauvres. Une personne très pauvre, qui ne peut s'acheter de la bière ne peut alors pas participer à ces moments d'échanges, de convivialité entre chefs de ménage et plus spécifiquement entre les hommes. Ces moments apparaissent cependant comme des lieux d'échanges d'informations, concernant la production, le marché, des techniques culturelles innovantes. Les plus vulnérables n'ont alors pas accès à cette information partagée sur ces lieux d'échange informels que sont les cabarets.⁶⁸

La solidarité véhiculée par les réseaux informels, même encouragée par les pouvoirs publics burundais et les ONGs depuis la fin du conflit ethnique qui a divisé la population n'apparaît plus être une stratégie mobilisable significative pour les ruraux pauvres pour faire face aux moments les plus difficiles. La pauvreté a toujours fait l'objet de discrimination. La société paysanne burundaise n'en fait pas exception.

1.1.6. Une production insuffisante.

Un des éléments importants qui ressort de cette enquête est une production insuffisante pour la majorité des ménages, combinée à un nonaccès aux hangars de stockage.

En analysant les réponses données aux questions concernant les sources principales de revenus et les dépenses principales, ainsi que la priorité opérée dans ces dépenses, on remarque que ces dernières sont avant tout alimentaires.

Tous les ménages interrogés cultivent le haricot et le manioc, principales sources d'alimentation au Burundi. Ces deux aliments font également parties des principales dépenses des ménages, mais aussi sont prioritaires dans ces mêmes dépenses. Ce constat s'impose aux deux catégories établies par l'enquête. Aux regards des études du PAM, deux raisons expliquent ce phénomène. Premièrement, une production insuffisante pousse les agriculteurs à s'approvisionner en manioc et haricots sur le marché. Deuxièmement, l'inexistence de hangar de stockage oblige les paysans à vendre leurs productions une fois récoltées.

⁶⁸ Le cabaret, doit être ici considéré comme le café, ou le bar chez nous. Ce sont des lieux principalement fréquentés par les hommes en fin de journée autour de la bière locale.

1.1.7. La faim.

La faim, est un élément important rapporté pour caractériser les plus pauvres, mais aussi les pauvres. Les interviewés précisent qu'une personne très pauvre ne fait pas un repas par jour. Il est généralement admis que, dans les campagnes burundaises, les paysans consomment deux repas par jour en dehors des périodes de soudure (PAM, 2008). Le nombre de ces repas diminue donc une période de soudure pour les pauvres ne consommant qu'un repas par jour. Les plus pauvres sont alors identifiés par les interviewés comme des individus consommant moins d'un repas par jour, c'est-à-dire un seul repas pour deux jours. Lors des différents entretiens menés auprès des personnes ressources, les très pauvres sont définis comme malades de la faim. Les signes visibles de sous-alimentation sont utilisés pour définir l'extrême pauvreté. Le sentiment de faim est alors bien réel pour les plus pauvres. Un proverbe burundais est d'ailleurs révélateur de cette dimension de la faim : « *Si tu dors le soir le ventre vide, tu te lèves le matin le cœur plein de haine* » (FAO, 2010)

1.1.8. Accès aux soins de santé, à l'éducation.

Comme le montre les différents enquêtes de vulnérabilité, l'accès aux infrastructures de base comme les structures sanitaires pose un réel problème dans le pays. L'accès aux soins santé reste limité dans la province du nord. En cause le coût des consultations et médicaments et la distance séparant certains ménages des premiers centres de santé. La question concernant la priorité de la dépense montre que la carte de santé ou la carte de mutuelle reste une priorité pour les paysans. Payer les frais scolaires également. À l'inverse, quelqu'un de très pauvre est défini par son incapacité à se soigner, c'est un individu qui n'a pas les moyens d'envoyer ses enfants à l'école.

1.1.9. La maladie, le handicap, la vieillesse.

Les trois éléments ; maladie, handicap, vieillesse sont avancés pour définir les plus pauvres. La personne très pauvre est en outre définie par son incapacité de travail. Elle n'a pas la force de travailler la terre, que celle-ci soit la sienne ou celle des autres. Une personne « pas capable » est une personne très pauvre qui ne peut du seul fait de sa situation physique et physiologique s'en sortir seul.

1.1.10. L'ouvrier agricole.

Les différentes enquêtes du PAM, de la FAO et de Louvain comme celle menée ici confirment que les paysans les plus vulnérables travaillent comme manœuvres agricoles pour d'autres paysans. Comme

précisé plus haut, les individus qualifient les personnes très pauvres d'après cette caractéristique : « ils travaillent pour les autres ».

Cependant, aucun des interviewés n'a mentionné comme source principale de revenus le salaire d'ouvrier agricole. Ce constat est intéressant pour plusieurs raisons. Le travail d'ouvrier agricole est certainement considéré comme une solution indispensable pour pallier au manque de revenus monétaire. Mais ce constat laisse penser également que ce n'est pas une solution envisageable dans le long terme pour les plus vulnérables. Il est alors considéré comme une solution à court terme. La définition de la résilience peut éclairer cette hypothèse. La résilience se définit comme la synthèse des capacités mobilisables d'un individu. Mais le concept relève également d'une autre dimension, celle de retrouver un bien-être, une situation de sécurité connue auparavant en mobilisant ses propres capacités. Monsieur de Suremain insiste sur les expériences du passé, les situations déjà vécues, la mémoire des individus qui orientent leur choix et influencent leur perceptions⁶⁹. Cette approche de la résilience peut expliquer l'absence des salaires agricoles dans les principales sources de revenus citées par les paysans.

1.1.11. Utilisation de l'argent : achats et dépenses.

Il apparaît que ce sont les chefs de ménage qui s'occupent de l'argent. Le PAM confirme le fait qu'une seule personne soit responsable des achats et des dépenses. Les femmes interrogées pour la grande majorité n'ont pas pu donner une estimation du budget du ménage. Les questions concernant les revenus monétaires doivent être interprétées avec précaution. L'estimation des budgets mensuels par les paysans peut comporter différents biais. Il est important de prendre en considération le moment où l'enquête prend place. Si cette dernière se déroule en période de récoltes, les budgets seront surévalués par les paysans qui bénéficient alors de revenus importants. De même, si l'enquête prend place en période de soudure les budgets seront sous-évalués.

Conclusion.

L'expression de la pauvreté exprimée par les ruraux burundais ne s'évalue pas exclusivement à travers la satisfaction des besoins matériels mais par la qualité de vie perçue et vécue. Les définitions de la pauvreté mettent l'accent sur les dures réalités de vie que la précarité impose aux paysans. La vulnérabilité en milieu rural s'exprime par l'incapacité. « Il ne peut pas se soigner », « Il ne peut pas acheter de la bière » « *il n'est pas capable* » sont autant d'expressions utilisées pour caractériser une extrême pauvreté. La possession de biens matériels n'a pas été abordée par les paysans. Ils différencient les pauvres des moins pauvres par leur faculté à satisfaire leurs besoins élémentaires. Se

⁶⁹ Interview de Charles-Edouard de Suremain, 8 mai 2012

nourrir, se loger, payer l'école, pouvoir vivre de sa propre production, ne pas devoir travailler pour les autres sont autant d'éléments qui renvoient aux capacités des ménages à faire face aux moments difficiles.

IV Approche critique de l'évaluation de la vulnérabilité alimentaire.

Les méthodes d'évaluation de la vulnérabilité font aujourd'hui l'objet de nombreuses critiques. Il faut donc aujourd'hui se poser la question du choix de ces méthodologies et de leurs différentes approches par les organisations de lutte contre l'insécurité alimentaire. (Janin, 2010) Plus que nous renseigner sur l'importance du phénomène, ces méthodes orientent l'action et les politiques de développement. De manière générale, les projets de développement ont du mal à toucher les plus pauvres, les plus vulnérables. Il faut alors pouvoir remettre en question ces méthodes aujourd'hui largement capitalisées sur le continent africain. Les « *experts et décideurs privilégient encore souvent les descriptions monographiques à l'analyse des interactions entre processus* » (Janin, 2010 : 177) Louvain Développement n'échappe pas à la règle.

1. Caractérisation des ménages les plus vulnérables.

L'objectif premier de l'évaluation de la vulnérabilité est de caractériser les ménages vulnérables afin d'élaborer une intervention la plus cohérente et la plus efficace possible pour réduire la vulnérabilité de ces derniers. Dans le cadre du projet LIAM, subventionné par le Fonds belge pour la Sécurité Alimentaire, les travailleurs de l'ONG ont du attacher une attention particulière aux paysans les plus vulnérables.

L'attention portée à cette catégorie en fait la particularité du Fonds. Le FBSA est né d'une initiative citoyenne en 1983 alors que les premières crises alimentaires qui touchaient le Sahel étaient largement médiatisées dans notre pays. L'initiative est venue des bourgmestres qui ont sollicité la société civile belge en organisant une marche sur Bruxelles pour interpeller les pouvoirs publics compétents afin que ceux-ci réagissent face à l'ampleur des crises alimentaires dévastatrices. Une loi a alors été instaurée pour créer un fonds spécifique pour venir en aide à ces populations. Inexpérimentée dans le domaine, la coopération belge au développement s'associe alors avec le FIDA⁷⁰ pour toucher les populations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire en créant ce qu'est aujourd'hui le Fonds belge pour la Sécurité alimentaire.

Les spécificités des paysans burundais les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire vont alors être synthétisées pour permettre de mieux appréhender le phénomène dans sa globalité. De manière générale, la vulnérabilité est une mesure qui pourrait être qualifiée d'exponentielle dans le sens où un facteur de vulnérabilité sera d'autant plus important que l'individu est vulnérable, et que l'interdépendance entre les indicateurs souligne le caractère cumulatifs des facteurs de vulnérabilité.

⁷⁰ FIDA : Fonds International de Développement Agricole.

1.1. Les paysans burundais extrêmement vulnérables à l'insécurité alimentaire.⁷¹

De manière générale, ces ménages sont dépourvus de capacités. Qualifiés de « sans terre », incapables d'assurer une production suffisante due à l'exiguïté des terres, la petite parcelle qu'ils exploitent est exposée aux aléas, à la dégradation des sols qui, sans intrants, ou en quantités insuffisantes, perd sa fertilité. Le non-accès aux engrais et pesticides diminue les faibles rendements espérés. Quand un choc, dû à un aléa climatique comme la sécheresse ou une précipitation trop importante, affecte les sols dépourvus de moyens antiérosifs, d'irrigation, les cultures sont les premières touchées. Les agriculteurs impuissants, voient alors leur principale ou unique source de nourriture et de revenus s'envoler.

Les périodes de soudure sont d'autant plus longues que les récoltes sont maigres. Sans accès aux bas-fonds aménagés, ne possédant pas ou très peu de petites têtes de bétail, et ne disposant pas d'accès à un hangar de stockage, les mois sans revenus se suivent et s'accumulent. Ils doivent alors attendre la prochaine saison de récolte en s'approvisionnant sur les marchés quand les prix des denrées alimentaires s'envolent. Mais ils doivent également s'approvisionner en semences et en intrants en prévision de la saison de semi qui s'annonce.

Leur principale source alimentaire est tirée du manioc, riche en amidon, pauvre en lipides. Les haricots riches en protéines ne sont que peu consommés car chers sur les marchés. En période de soudure, l'unique repas qui rythmait les journées n'est alors pris qu'une fois tous les deux jours. Les paysans voient alors leur force physique diminuer, rendant le travail dans les champs encore plus pénible. Ils sont alors d'autant plus exposés aux maladies, leur corps ne sachant plus les défendre contre le paludisme, les parasites intestinaux. Dépourvus de carte de santé ou de mutuelle, ils ne peuvent pas se soigner. Les enfants accusent des retards de croissance, leur développement largement compromis par l'absence de repas équilibrés et réguliers ne présage que le pire pour l'avenir.

Sans revenus monétaires suffisants, les faibles forces de travail qui leur restent doivent être employées à travailler pour d'autres paysans moins vulnérables. Les faibles revenus obtenus leur permettent de survivre dans les moments les plus difficiles. Sans accès aux crédits ni à l'épargne, ils dépendent également des dons alimentaires de leur proches et de l'aide alimentaire organisée par le PAM et les différents acteurs concernés.

Les moments les plus critiques les poussent à adopter des stratégies de derniers recours qui entament leur capital productif déjà affaibli. Ils consomment alors les semences vendent le peu de biens qu'ils peuvent posséder, jusqu'à vendre une partie de leur parcelle de terre.

Dépourvus de résilience, ils vivent alors au jour le jour, dans des conditions sanitaires qui entravent également leur développement. Protégés de murs de boue et de toits en paille, les conditions d'hygiène

⁷¹ Je voulais par cette démarche synthétiser et mettre en avant les caractéristiques qui définissent les plus vulnérables, chose qu'on ne retrouve pas dans les différents rapports d'évaluation.

désastreuses entament leur capital physique. Les enfants ne vont que rarement à l'école, ils travaillent alors pour pallier au manque de revenus. Le ménage vit alors isolé du reste de la population. Les chefs de ménage ne pouvant pas s'acheter de bière n'ont plus de contact régulier avec les autres agriculteurs. N'étant plus présent dans aucune association, il n'ont plus accès aux informations sur les techniques culturales ou sur les marchés. Sans pouvoir payer de savon, des habits, ils sont facilement identifiables par le reste de la population et vivent exclus des lieux de vie des villages. Mais peut-être le plus important en situation d'insécurité alimentaire chronique, chaque soir, préoccupés de savoir comment ils vont se nourrir le lendemain, ils s'endorment le ventre vide.

Cette caractérisation des paysans les plus vulnérables met en avant le caractère englobant de la vulnérabilité alimentaire. Pourvus d'une résilience très faible, presque inexistante, les paysans burundais extrêmement vulnérables non pas les capacités nécessaires pour faire face au risque d'insécurité alimentaire.

1.2. Mise en place d'une méthodologie d'intervention.

1.2.1. Approche de Louvain coopération au Développement.

C'est après avoir dégagé ces éléments que les travailleurs de l'ONG peuvent mettre en place une stratégie d'intervention. Louvain, ne pouvant directement agir sur l'accessibilité aux terres arables, va concentrer ses efforts sur l'accès aux intrants, la diversification des cultures, la diffusion de techniques agricoles plus performantes en ce qui concerne la production vivrière. Mais la création de mutuelles de santé, un accès aux crédits et à l'épargne facilité sont aussi des éléments essentiels qui occupent les travailleurs afin de renforcer les capacités, c'est-à-dire la résilience des ménages. L'organisation s'appuie sur les associations, particulièrement les filières agricoles pour diffuser son aide.

L'ONG a mis en place une stratégie supplémentaire spécifique aux ménages les plus vulnérables. Cette nouvelle stratégie d'appui vient renforcer la stratégie de l'organisation qui, malgré ses efforts, constate la difficulté du projet à toucher les plus vulnérables.

À travers son résultat 1, « *GAR : La production des cultures vivrières est augmentée et diversifiée en faveur de 6000 ménages appartenant aux groupes des plus vulnérables* » l'ONG vise avant tout la disponibilité et la diversité alimentaire des plus vulnérables.

1.2.1.1. Ciblage des ménages les plus vulnérables.

Pour cibler cette catégorie de la population, l'ONG a divisé son groupe cible en deux catégories de ménages :

- Les ménages les plus vulnérables des associations filières. Les indicateurs retenus par les travailleurs pour identifier ces derniers sont une exploitation inférieure ou égale à quatre ares, et la non possession de bétail ;
- Les ménages dont les enfants sont déchargés des centres de récupération nutritionnelle.

Les ménages seront sélectionnés par une commission rassemblant des travailleurs de l'ONG, des centres de santé, des chefs de villages.

1.2.1.2. Type d'appuis spécifique.

Les ménages sélectionnés devront constituer des associations de 20 membres chacune. Les membres des associations devront être voisins. Les différentes actions visent la diversification des sources de revenus et la diversité alimentaire. Les appuis consistent en la diffusion de chèvres et de lapins dans chaque association formée. Un appui à la plantation de fourrage (semences), la mise en place de jardins de cuisine et la plantation d'arbres fruitiers sont également des objectifs que se sont fixés les travailleurs de l'ONG.

On remarque que les indicateurs de référence tirés de l'étude *baselin* sont laissés de côté. Il en résulte une réelle difficulté d'identifier les ménages ciblés via cet agrégat de 36 indicateurs une fois sur le terrain. On peut alors dégager les trois indicateurs qui serviront à identifier les ménages les plus vulnérables : une exploitation de moins ou égale à quatre ares, la non possession de bétail, et les ménages dont les enfants sont déchargés des centres nutritionnels.

1.2.2. Approche du FBSA.

Le Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire se réfère à neuf indicateurs pour évaluer et orienter les différents projets qu'il soutient.

Premièrement, le Fonds s'appuie sur les indicateurs utilisés par les organisations multilatérales comme la FAO directement liés à la sécurité alimentaire : la **disponibilité** alimentaire, l'**accessibilité** aux aliments, l'**utilisation** des denrées, et la **stabilité** de ces trois dimensions.

À ces indicateurs s'ajoutent ceux de l'**accès aux services de base** (eau potable, santé, l'éducation) et **la résilience des individus** qui constitue une approche qui définit les stratégies de lutte contre l'extrême pauvreté.

Troisièmement, le FBSA inclut la question du **genre** dans ses indicateurs. Selon le contexte du projet, la question du genre peut se révéler comme l'élément central de l'insécurité alimentaire. Les femmes sont souvent discriminées négativement à différents niveaux, ce qui influence leur niveau de vulnérabilité propre.

Quatrièmement, **les changements climatiques** constituent également un indicateur sur lequel l'organisation s'appuie pour déterminer le niveau de vulnérabilité des populations.

Pour terminer, un indicateur fait le lien avec **les capacités locales de mise en œuvre**.

Ces différents indicateurs doivent permettre une action adaptée à chaque projet. En effet, chaque projet présente un contexte différent, spécifique. Les différents indicateurs permettent une fois la problématique dégagée d'appuyer l'action sur l'un ou plusieurs des éléments cités plus haut.

Dans le contexte propre au projet LIAM il faut avant tout, protéger, rétablir un environnement propice à une agriculture vivrière. Ensuite, il est indispensable de pouvoir créer une véritable dynamique agraire en renforçant les capacités des paysans les plus vulnérables afin qu'ils puissent vivre de leur propre production et sortir du cycle de l'insécurité alimentaire.

Sans les conditions préalables de préservation de l'environnement et du capital productif, il serait difficile d'appuyer les autres facteurs. Il faut dans un premier temps que les paysans ne connaissent plus l'insécurité et soient à l'abri des risques pour qu'ils puissent alors, plus sereins et dotés d'une certaine résilience envisager l'avenir.

2. Différentes approches dans l'évaluation de la vulnérabilité.

Différentes méthodes d'évaluation de la vulnérabilité existent. Ces systèmes ont été pour la plupart développés dans la région du Sahel afin de mieux évaluer les risques liés aux crises alimentaires à répétition dans la région. Ces différentes méthodologies évaluent la vulnérabilité selon différents niveaux, différentes dimensions, en s'appuyant sur différents indicateurs de mesure. La notion de vulnérabilité intégrée au complexe développeur semble tirer ses origines début des années 80 dans cette région de l'Afrique qui subit alors d'importantes sécheresses entraînant des crises alimentaires aiguës. On ne parle pas encore de vulnérabilité, mais le concept d'autosuffisance alimentaire autrefois prôné par les politiques étatiques est délaissé pour celui de sécurité alimentaire.

Il faut pouvoir lutter contre l'insécurité alimentaire en apportant des réponses appropriées. Mais plus que cela, il faut également pouvoir prévenir les crises alimentaires. « *Depuis le début des années 1990, la vulnérabilité alimentaire en milieu rural africain a été abordée sous deux angles* » (Janin 2006 : 357) : une approche spatialisée de statistiques administratives de l'insécurité alimentaire et une approche orientée vers le marché. Aujourd'hui, différentes approches plus complètes se combinent et viennent renforcer ces méthodes de mesure tout en apportant toujours plus de complexité.

2.1. Mesures spatialisées de déficit alimentaire.

2.1.1. Le système SAP. (AGHRYMET⁷²)

L'évaluation de la vulnérabilité via le *Système d'Alerte Précoce* s'appuie essentiellement sur la dimension spatiale de l'insécurité alimentaire via l'analyse des risques auxquels sont confrontés les populations. La méthode s'appuie sur les deux dimensions de l'insécurité alimentaire, à savoir l'insécurité alimentaire chronique et/ou structurelle et l'insécurité alimentaire conjoncturelle. C'est début des années 80 quand les liens entre pauvreté et insécurité alimentaire se renforcent que les premières distinctions entre aspects structurels et conjoncturels apparaissent (Janin, 2010 : 179)

Le but est alors d'établir une cartographie des zones à risque. « *Ce suivi se fait à travers un indice de vulnérabilité qui permet de qualifier chaque département et commune... en quatre classes : état de famine, extrêmement vulnérable, vulnérable, modérément vulnérable* » (Grapp 3A, 2010 : 2)

L'indice est calculé à partir d'indicateurs⁷³ qui évaluent la pluviométrie, la situation nutritionnelle et sanitaire, l'agriculture vivrière et de rente, l'état du marché... Ces indicateurs peuvent être regroupés en deux catégories principales : structurels et conjoncturels. Les premiers identifient des éléments qui peuvent être définis comme statiques et les deuxièmes apportent une dimension temporelle à l'analyse. Cette approche inclut également une attention particulière aux marchés. Une vision macroéconomique incluant une échelle nationale et régionale des marchés permet d'estimer la dépendance des différents systèmes de production.

Le but de cette démarche est de pouvoir surveiller les zones à risques notamment les zones en état de famine, grâce à un suivi annuel ou mensuel lorsque la zone est définie comme à haut risque afin de prévenir les crises alimentaires.

Cette méthode ne permet pas un ciblage précis des zones en raison de son analyse trop vaste. L'évaluation de la vulnérabilité sur des zones importantes dissimule le caractère hétérogène de l'insécurité alimentaire qui touche ces zones.

2.1.2. La méthode du CILSS.

Les enquêtes du *Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel* s'effectuent à deux niveaux : les ménages et les villages.

⁷² Centre régional de formation et d'application en agrométéorologie et hydrologie opérationnel

⁷³ Indicateurs : situation pluviométrique, situation de l'agriculture vivrière, situation de l'agriculture de rente, situation pastorale, source de revenus secondaires, l'état du marché, la situation sanitaire et nutritionnelle, les éléments d'alerte, les capacités d'ajustement, le diagnostic de l'année précédente.

Les enquêtes « ménages » regroupent des informations concernant l'économie alimentaire des ménages, les différentes stratégies mises en place par les ménages face aux difficultés et la consommation alimentaire des ménages.

Les enquêtes liées aux villages interrogent des personnes ressources (chefs de village, notables, agents de santé, associations...) et s'attardent sur les ressources naturelles, les infrastructures présentes dans le village. Les indicateurs statiques de l'insécurité alimentaire retenus par cette méthode mettent essentiellement l'accent sur l'accessibilité alimentaire des ménages. Deux types d'indicateurs sont utilisés. Des indicateurs directs : *score de consommation, proportion des dépenses alimentaires dans l'ensemble des dépenses, durée des stocks, possession de bétail, indice de stratégie de survie*, et des indicateurs indirects : *revenus des ménages, dépenses totales, pouvoir d'achat*. (GRAPP 3A, 2010 : 6) Ces derniers mettent l'accent sur l'accessibilité des ménages aux denrées alimentaires. Cependant, sous exploités, ils ne caractérisent pas pour autant la dynamique d'accessibilité.⁷⁴ L'objectif de cette méthode est de pouvoir classer les ménages en fonction de leur exposition à l'insécurité alimentaire.

La classification se fait en quatre catégories :

- insécurité alimentaire sévère ;
- modérée ;
- à risque d'insécurité alimentaire ;
- en sécurité alimentaire.

2.2. Approches centrées sur le marché.

Une autre catégorie d'approches se centre sur le marché. Ces méthodes n'avancent pas de méthodologie propre. C'est dans le cadre de l'émergence des Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté (CLSP) que cette démarche prend place. Une « *collecte rapide d'indicateurs socio-économiques selon des protocoles bien établis, comparables d'un pays à l'autre* » (Janin, 2006 : 357) est organisée afin de pouvoir orienter les actions vers des groupes vulnérables ou encore considérés comme porteurs comme l'attention portée aux femmes ces dernières années.

Cette méthode a ses limites. Les mécanismes de formation des prix sur les marchés sont complexes et très variables. Les inflations sont souvent imprévisibles et font intervenir des acteurs extérieurs non prévisibles. Elles sont pour la plupart intégrées aux deux méthodes citées plus haut.

Ces méthodes d'évaluation tirent leurs origines d'un contexte de crises alimentaires. Elles mettent essentiellement l'accent sur la disponibilité alimentaire. Les Politiques d'Ajustements Structurels qui

⁷⁴ « *Les indicateurs indirects servent à mieux interpréter les résultats obtenus lors de l'analyse,... aussi de valider les différentes classes...* » (GRAP 3A, 2010 : 6)

ont largement influencé ces approches laissent à l'Etat un rôle minime et mal défini, favorisant une approche libérale. Elles peuvent donc souffrir de politiques étatiques mal définies (Janin, 2010)

2.3. Approche par les *capabilités* : vers une approche qualitative

De manière générale, les méthodes de mesures de l'insécurité alimentaire vont de plus en plus cibler le ménage comme source privilégié d'informations. L'approche des ménages coïncide avec une volonté de mieux comprendre la dynamique du phénomène d'insécurité alimentaire et son caractère englobant. Ce nouveau type d'approche récente (2005) est à mettre en lien avec l'évolution des politiques de lutte contre l'insécurité alimentaire. Le concept de sécurité alimentaire tend à être délaissé pour celui de « souveraineté alimentaire »⁷⁵ et « d'autosuffisance durable ». C'est aussi le moment où la notion de vulnérabilité est de plus en plus employée par les chercheurs (Janin, 2010 : 178)

Sophie Rousseau met l'accent sur la dotation en capitaux des individus pour évaluer leur vulnérabilité. Avec le choc comme point de départ de son analyse, elle va étudier les sorties de la pauvreté. L'approche consiste à évaluer la résilience des ménages face à un aléa. Des indicateurs se référant à la dotation des ménages en capital productif, financier, humain et social sont évalués avant et après le choc. L'étude se base donc sur les capacités mobilisées pour faire face à une crise. Cette méthode tente de mettre en avant quels capitaux sont les plus mobilisés et les plus efficaces pour faire face à un risque. Ce sont les stratégies employées par les ménages qui sont analysées. La dynamique de l'insécurité alimentaire est approchée et particulièrement sa dimension temporelle : Quand et comment les ménages s'organisent pour sortir d'une situation de crise.

Ce type de méthode résume l'évolution récente des approches de la problématique de l'insécurité alimentaire. Cette dernière décennie, les méthodes d'investigation délaissent l'offre globale de nourriture, sa disponibilité et se concentrent alors sur la dimension de l'accessibilité aux denrées alimentaires. « Le ménage » devient alors la source privilégiée d'informations. « *Les approches de terrain localisées et enracinées voient également leur rôle reconnu et renforcé* » (Janin, 2010 : 180)

La gestion de l'insécurité alimentaire dépend alors des capacités des ménages. La notion de « capital » se développe pour approcher la résilience des ménages à faire face à un risque, une situation difficile. Une attention particulière est portée aux stratégies employées par les individus. Les experts parlent désormais de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. (Janin, 2010)

⁷⁵ Souveraineté alimentaire : « le droit des peuples de définir leurs propres politiques en matière d'alimentation et d'agriculture, de protéger et de réglementer la production et le commerce agricole intérieur afin de réaliser leurs objectifs de développement durable, de déterminer dans quelle mesure ils veulent être autonomes et de limiter le dumping des produits sur leurs marchés »

2.4. Des approches mixtes : l'exemple du PAM

Aujourd'hui, la tendance est à une approche mixte qui va combiner différents types d'enquêtes établis en associant indicateurs structurels, conjoncturels, cartographie des zones à risque et dynamique de la vulnérabilité alimentaire. Le PAM est aujourd'hui un bon exemple de ce type d'enquête. La lutte contre l'insécurité alimentaire devient alors multi-échelles, multi-dimensionnelle, multi-acteurs (Janin, 2010) en complexifiant davantage les méthodes de plus en plus techniques.

Approche du Programme Alimentaire Mondial : AGSAV.

L'Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité constitue la dernière approche du PAM en matière de vulnérabilité alimentaire intégrée à l'approche VAM⁷⁶. L'enquête menée au Burundi en 2008 a identifié les provinces prioritaires où l'insécurité alimentaire est la plus grave. Le but de l'enquête était d'identifier les populations et les groupes les plus vulnérables afin de fournir des informations aux décideurs et acteurs engagés dans la réduction de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

Les objectifs spécifiques de l'enquête sont :

- Identifier les groupes socio-économiques en situation d'insécurité alimentaire ou vulnérables à l'insécurité alimentaire ;
- Identifier la nature et les causes de l'insécurité alimentaire dans chaque groupe ;
- Identifier les risques et contraintes qui entravent l'amélioration de la sécurité alimentaire ;
- Evaluer les besoins en matière d'assistance à court, moyen et long terme ;
- Soutenir le développement d'un système de ciblage approprié ;
- Mieux définir le rôle du PAM et de ses partenaires dans la promotion des programmes visant le renforcement de la sécurité alimentaire. (PAM, 2008, 20)

Par sa démarche, le PAM s'applique à répondre aux questions : qui, où, combien, et pourquoi sont ils en situation d'insécurité alimentaire ?

Pour réaliser son enquête, le PAM s'est appuyé sur trois niveaux d'information principaux qui sont : les ménages (questionnaire directif), les communautés (questionnaire adressé à des informateurs-clé), et une étude des prix des vivres sur les marchés.

Le questionnaire ménage comprend onze sections : « 1) *démographie*, 2) *situation des ménages*, 3) *structure de l'habitat et de l'assainissement*, 4) *les biens des ménages*, 5) *terre et production agricole*,

⁷⁶ VAM : Vulnerability Analyse Mapping

6) *activité des ménages*, 7) *dépenses des ménages*, 8) *consommation alimentaire*, 9) *exposition aux chocs*, 10) *mécanisme de survie*, 11) *santé maternelle nutrition* » (PAM, 2008 : 20)

Le questionnaire destiné aux communautés comprend huit sections : « 1) *Démographie*, 2) *réseau routier et transport*, 3) *accès et infrastructures de l'éducation*, 4) *accès et infrastructures de santé*, 5) *accès et infrastructures des marchés*, 6) *calendrier agricole*, 7) *impacts des conflits*, 8) *exposition aux chocs* » (PAM, 2008 : 21)

Ces enquêtes d'une certaine ampleur nécessitent des moyens très importants en termes de coût, des moyens humains et du temps. En regard des enquêtes citées plus haut elles apparaissent aujourd'hui comme les plus complètes. Le principal atout de cette démarche est le niveau d'analyse du phénomène. Le PAM interroge les ménages et les communautés ce qui permet dans un premier temps un ciblage très précis des zones touchées par l'insécurité alimentaire et dans un deuxième temps une catégorisation des ménages les plus vulnérables. Le Programme Alimentaire Mondial va également interroger les marchés. Ce niveau d'analyse se révèle comme très important étant donné les fluctuations de prix non négligeables qui rythment les marchés durant une année. L'organisation privilégie également une approche plus individuelle en mettant en avant la vulnérabilité nutritionnelle des ruraux.

L'une des critiques que l'on peut avancer concerne la méthodologie de récolte des informations. L'enquête ménage se déroule en seulement une semaine. Les données sont alors influencées par le moment de leur récolte. En effet, en période de soudure ou en période de récolte, les réponses peuvent être influencées par les situations de manque ou de non manque auxquelles font face les paysans. Mais le PAM présente l'éventuel biais en précisant le moment où les chefs de ménages ont été interrogés.

Conclusion.

Les différentes enquêtes se différencient par le niveau d'approche du phénomène : national, régional, communautaire, des ménages, des individus sont autant de niveaux d'approche utilisés par les différentes organisations de lutte contre l'insécurité alimentaire. On remarque cependant une certaine évolution dans ces enquêtes qui tend à se concentrer sur les ménages. Ce ciblage met l'accent sur la dynamique que sous-tend le concept de vulnérabilité. La problématique est alors abordée à une échelle locale qui considère davantage le ménage comme un acteur et met en avant les liens entre l'insécurité alimentaire et les choix individuels comme collectifs.

Louvain coopération au Développement s'est inspiré de l'approche du PAM pour élaborer son étude de base « baseline » afin d'établir la problématique propre au projet LIAM et son action auprès des populations paysannes.

Cette approche semble aujourd'hui la plus complète. En reliant le capital productif, l'accès aux soins de santé, aux infrastructures de base, la démographie, les contraintes liées à la production, une cartographie des zones à risques, l'impact du calendrier agricole (dimension temporelle), les stratégies de subsistance... , le PAM tente d'appréhender plus globalement la dynamique qui caractérise le phénomène d'insécurité alimentaire et l'interdépendance des différents indicateurs qui en font sa complexité.

Mais l'approche par la synthèse des capacités des paysans a ses limites et ses dangers. Cette nouvelle approche très libérale aborde la problématique de l'insécurité alimentaire à la fois comme cause et conséquence. (Janin, 2010) Il faut alors considérer le paysan vulnérable comme capable ou incapable de sortir d'une situation critique. Le danger est de voir réapparaître une vision stéréotypée du paysan imprévoyant qu'il faut éduquer. De plus, cette approche minimise les responsabilités des intervenants extérieurs qui peuvent se déresponsabiliser et attribuer l'extrême vulnérabilité des paysans non pas à l'éventuelle mauvaise ou inadéquate conception du projet, mais bien à leur incapacité. Le concept de résilience ne doit pas être interprété comme la seule synthèse des capacités des ruraux pauvres, mais également leur liberté à mobiliser ces capacités. La liberté dépend des perceptions, du contexte extérieur, des normes sociétales, de l'exclusion et de la discrimination. Le problème est alors éminemment plus complexe.

3. Catégorisation et vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

3.1. Les indicateurs de vulnérabilité.

Avant d'aborder la catégorisation des ménages vulnérables, il est important de s'arrêter sur les différents indicateurs qui permettent cette catégorisation. Les indicateurs sont nombreux et recouvrent différents domaines influençant directement ou indirectement la sécurité alimentaire des individus. Le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale a en septembre 2000 à Rome proposé toute une série d'indicateurs évaluant la vulnérabilité. Ce sont près de 100 indicateurs qui sont proposés pour améliorer la sécurité alimentaire mondiale. Le présent chapitre va tenter d'établir différentes catégories d'indicateurs. Ces derniers sont principalement tirés des enquêtes du PAM et de LD.

Tableau 11 : indicateurs d'évaluation de la vulnérabilité alimentaire

A. La disponibilité alimentaire.	B. L'accès à la nourriture.
<ul style="list-style-type: none"> - Déficit énergétique alimentaire - Insuffisance pondérale des enfants de moins de cinq ans - Taux de mortalité infantile 	<ul style="list-style-type: none"> - Score de consommation alimentaire - Production agricole (nationale, ménages) - Coût de consommation (prix des denrées alimentaires) - autoconsommation
C. Stabilité.	D. Vulnérabilité nutritionnelle.
<ul style="list-style-type: none"> - Accès aux marchés - Accès aux hangars de stockage 	<ul style="list-style-type: none"> - Diversité des aliments consommés - Structure de consommation - Valeur énergétique des aliments
E. Indicateurs structurels. (statiques)	F. Indicateurs conjoncturels.
<p><i>Infrastructures de base :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Centre de santé - École - Accès à l'eau potable - Accès à l'électricité - Réseaux routiers - Accès aux marchés 	<ul style="list-style-type: none"> - Périodes de soudure - Migration temporaire - Calendrier des saisons - Chocs climatiques
G. Capacité et résilience.	H. Économiques.
<p><i>Capital productif :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Accès aux moyens et techniques de production - Accès à la terre arable - Accès aux intrants - Possession de bétail (petites et grandes têtes) - Disponibilité d'un hangar de stockage - Diversification des sources de revenus - Accès aux soins de santé 	<p><i>Revenus des ménages :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Principale source de revenus - Taux de contribution des revenus principaux - Taux de couverture des dépenses - Accès au crédit, à l'épargne - Revenus annuels <p><i>Dépenses des ménages :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Principales dépenses - Priorité dans les dépenses
I. Risques, aléas, chocs	J. Démographie
<p><i>Contraintes liées à la production :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Chocs climatiques - Dégradation des sols - Maladie agricole - Situation pluviométrique <p><i>Risque sanitaire :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Prévalence du paludisme - Prévalence du VIH/SIDA 	<p><i>Ménage :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - taille du ménage - Âge du chef de ménage - Sexe du chef de ménage - Situation matrimoniale - Population active dans le ménage - Enfants scolarisés <p><i>Régionale, nationale :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Pression démographique - Taux de croissance de la population

La catégorisation des indicateurs reste purement fictive. Comme on a pu le voir, tous les indicateurs ne sont pas utilisés dans toutes les enquêtes. Les catégories établies ne sont également pas statiques. La vulnérabilité est un concept englobant et qui met en avant la dynamique de l'insécurité alimentaire. Les indicateurs sont intimement liés les uns aux autres. L'importance des connexions entre indicateurs

évolue en fonction du contexte et de la nature de l'insécurité alimentaire. Les indicateurs sont interdépendants : pris isolément, ils ne peuvent expliquer le phénomène d'insécurité alimentaire.

Les quatre premières catégories (A,B,C,D) nous renseignent sur l'ampleur de la problématique. Ces indicateurs sont principalement utilisés par la FAO pour une analyse de l'insécurité alimentaire dans un but comparatif à une échelle internationale.

Les six catégories suivantes (E,F,G,H,I,J) vont préciser une approche micro du phénomène. Ces indicateurs vont mettre la dynamique de la vulnérabilité en avant à une échelle locale qui ne pourra alors être capitalisée. Ces indicateurs mettent également en avant la résilience des ménages par l'analyse de leurs capacités mobilisables propres.

3.2. Hiérarchisation des indicateurs.

La question de la hiérarchisation des indicateurs doit être posée. Il s'avère qu'une organisation verticale est très difficilement réalisable étant donné l'interdépendance entre ces derniers. Cette interdépendance qui traduit la dynamique du phénomène d'insécurité alimentaire est due aux choix collectifs et individuels des paysans. Les paysans opèrent des choix dirigés par leurs capacités mobilisables propres.

Une hiérarchisation est envisageable suivant le contexte d'intervention et suivant la nature de l'insécurité, c'est-à-dire chronique et/ou structurelle, ou conjoncturelle.

En ce qui concerne le projet LIAM, l'accent est mis par l'ONG et ses partenaires sur la capacité de production. L'indicateur le plus révélateur de la vulnérabilité des ménages est certainement la superficie de terre arable, mais pas seulement. La dégradation des terres, la sécheresse qui touche certaines provinces sont également des indicateurs importants qu'il ne faut pas négliger. L'accès à un hangar de stockage est également un indicateur révélateur de la grande vulnérabilité des ménages. La possession de bétail, même de petites têtes, tout comme l'accès aux zones marécageuses sont autant d'éléments révélateurs de l'insécurité alimentaire dans les provinces du nord du pays.

L'accent sera alors davantage mis sur les catégories G (Capacité et résilience) et I (Risque aléas, chocs) sans pour autant négliger les autres.

3.3. Catégorisation des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire.

L'étude menée par Louvain Développement et ses partenaires locaux avait pour objectifs, d'une part, de mettre en avant les facteurs de l'insécurité alimentaire sur lesquels l'ONG allait pouvoir travailler pour réduire la vulnérabilité des paysans et, d'autre part, de cibler sa population bénéficiaire en définissant trois catégories différenciées par leur vulnérabilité alimentaire propre : catégorie A, extrêmement vulnérable ; catégorie B, vulnérable ; catégorie C, moins vulnérable.

La catégorisation des bénéficiaires a pour objectif premier de formuler une aide adaptée à chaque catégorie dans un but d'efficacité et d'efficience et d'un suivi précis de l'évolution des bénéficiaires.

3.3.1. *Quels types de catégorisation ?*

Différents types de catégorisation peuvent être envisagés. La catégorisation va dépendre de l'enquête de vulnérabilité et plus précisément du niveau des informations récoltées (nationales, régionales administratives, ménages, individuel). On peut distinguer quatre grandes typologies de catégorisation.

Premièrement, une catégorisation internationale qui n'est pas abordée dans ce travail. Cette catégorisation privilégiée par les institutions onusiennes comme la Banque Mondiale, la FAO va nous renseigner sur l'ampleur du phénomène, sans pour autant en expliquer les causes.

Deuxièmement, on observe une catégorisation par cartographie de l'insécurité alimentaire. La première méthode présentée plus haut des systèmes SAP opère cette catégorisation en cartographiant les zones à risque en différentes catégories : état de famine, extrêmement vulnérable, vulnérable, modérément vulnérable.

Troisièmement, on observe une catégorisation ciblée sur les ménages. Le CILSS, et le projet LIAM ont opéré cette catégorisation. Le but ici est de caractériser les ménages les plus vulnérables. Différentes classes sont alors établies suivant l'exposition des ménages à la vulnérabilité. Le nombre de catégories peut varier en fonction du contexte.

Quatrièmement, une autre catégorisation est envisageable. Le PAM, lors de sa dernière étude en 2008, a catégorisé la population rurale suivant l'activité principale des ménages approchés.

A partir de cette approche, le PAM a classé la population paysanne en différents groupes. Ces groupes ne peuvent être comparés à la catégorisation opérée par Louvain coopération au Développement, dans le sens où ces groupes se distinguent par leurs stratégies de subsistance propres et non par un indice de vulnérabilité général. L'organisation a ainsi distingué dix catégories différentes. Il est à noter que tous les groupes pratiquent l'agriculture mais à des échelles différentes.⁷⁷ Les quatre premiers groupes rassemblent près de 87% de la population et leur première source de revenus est tirée de l'agriculture vivrière. Ces groupes sont les agriculteurs 33,9%, les vendeurs agricoles 17,6%, les ouvriers agricoles 20,8% et les ouvriers, 14,7%. (PAM, 2008 : 12-13)

3.3.2. *Catégorisation et méthodologie d'intervention : le projet LIAM.*

La catégorisation des bénéficiaires est aux yeux du FBSA essentielle, elle est également une condition imposée aux ONGs partenaires du Fonds dans l'analyse de leur problématique. Les différentes

⁷⁷ Groupes de subsistance : agriculteurs, vendeurs agricoles, ouvriers agricoles, ouvriers, brasseurs agricoles, exploitants agricoles, employés agents commerciaux, ménages marginaux. (PAM, 2008 : 45-46)

catégories établies par les enquêtes de terrain identifient les paysans les plus vulnérables et permettent aux développeurs d'évaluer leur action auprès de ces catégories.

L'objectif principal est de pouvoir évaluer l'évolution positive ou négative des plus vulnérables. Les effets du projet établi en partenariat avec le Fonds doivent permettre à la catégorie des plus vulnérables une ascension vers la catégorie supérieure moins vulnérable à l'insécurité alimentaire. L'évaluation des différents indicateurs retenus par l'ONG doit alors permettre de mesurer l'évolution des plus vulnérables dans les différents domaines que sont : la production agricole, l'accès aux soins de santé, l'accès aux marchés... domaines d'interventions appuyés par le projet.

Si les paysans les plus vulnérables ne sont pas adéquatement identifiés par les travailleurs de l'ONG, il est alors impossible de suivre leur évolution.

Plus qu'un instrument permettant d'avoir une perception globale et à la fois précise du phénomène d'insécurité alimentaire, la catégorisation apparaît alors comme un outil de mesure indispensable pour évaluer l'efficacité du projet auprès des ruraux les plus pauvres. Cette approche induit une évaluation constante des ménages bénéficiaires des actions de l'ONG. La difficulté réside alors dans l'identification sur le terrain des différentes catégories établies préalablement et particulièrement la « catégorie A » : les ménages très pauvres, en situation d'insécurité alimentaire chronique et de malnutrition chronique.

D'après la nouvelle stratégie présentée plus tôt,⁷⁸ on remarque que l'étude baseline du projet et principalement les indicateurs retenus pour la catégorisation sont laissés de côté. On peut alors se poser la question de la faisabilité d'appliquer cette catégorisation sur le terrain. En effet, les travailleurs de l'ONG devraient interroger pour chaque ménage les 36 indicateurs sélectionnés pour identifier les ménages les plus vulnérables. Une fois cette étape réalisée, ils devraient encore tout au long du projet réinterroger les indicateurs pour permettre une évaluation des ménages concernés. Cela semble difficilement réalisable au vu des moyens tant financiers, humains et de temps nécessaires qui devraient être engagés.

Louvain coopération au Développement a alors simplifié sa démarche d'identification des ménages les plus vulnérables pour adopter celle présentée plus haut.

En adoptant celle-ci, les travailleurs laissent de côté toute une série d'indicateurs, facteurs de vulnérabilité. Les contraintes liées à l'environnement, l'accès aux hangars de stockage, l'accès aux soins de santé, l'accès aux zones marécageuses, ne sont pas pris en considération. Le danger potentiel est alors de sélectionner subjectivement les ménages, ou d'assister à de la discrimination positive ou négative envers certains ménages.

⁷⁸ Une nouvelle stratégie d'identification des ménages les plus vulnérables a été mise en place cette année. Elle doit permettre d'identifier et d'appuyer ces ménages sur le terrain de manière efficace.

4. Vulnérabilité : approche critique du concept.

L'approche de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire réalisée, met en avant la complexité de la mesure du niveau d'exposition d'un ménage à l'insécurité alimentaire. Cette évaluation nécessite la combinaison, la hiérarchisation d'un nombre important d'indicateurs. Certes, le concept de vulnérabilité semble le plus approprié pour décrypter des réalités complexes, englobant les caractéristiques multiples du phénomène d'insécurité alimentaire. Mais, les exigences que cette approche nécessite sont-elles adaptés, envisageables pour des ONGs dont les moyens restent limités ? L'allusion n'est pas ici faite aux capacités des agents de développement, mais aux moyens techniques et financiers dont les ONGs disposent. De plus, ces enquêtes demandent énormément de temps et d'investissement humain. L'approche de la vulnérabilité est une approche pluridisciplinaire qui doit rassembler, biologistes, nutritionnistes, agronomes, mathématiciens, économistes, climatologues, sociologues et anthropologues autour d'une même table, autour d'un même enjeu fixé comme objectif : la lutte contre la sous-alimentation et la malnutrition.

Les méthodes d'évaluation de la vulnérabilité font l'objet de nombreuses critiques de chercheurs. Mais, il faut signaler, d'une part, que ces critiques ciblent davantage les méthodes purement statistiques et quantitatives comme celles du SAP et du CILSS et, d'autre part, l'interprétation politique dont ces enquêtes peuvent faire l'objet. Les méthodologies utilisées par l'ONG et le PAM sont moins critiquées, mais également plus récentes.

4.1. Historique et enjeux dans l'évaluation de l'insécurité alimentaire.

L'évolution des approches en matière de sécurité alimentaire est corrélée aux différentes politiques de développement qui se sont succédées depuis la fin des colonisations. Ces approches sont donc en lien direct avec les décisions politiques et le rôle de l'Etat en matière de sécurité alimentaire. Dans les années 1960 les politiques sont définies par l'autosuffisance alimentaire. Les stratégies engagées sont alors nationales. Le rôle de l'Etat est de réguler l'offre globale des aliments, en contrôlant les importations et les exportations pour améliorer l'offre et garantir les prix des denrées alimentaires (les céréales). C'est ici la dimension de disponibilité qui est mise en avant. Les années 1980 voient les PAS⁷⁹ se mettre en place. C'est dans ces années que le concept de « sécurité alimentaire » est mis en avant. Le désengagement étatique entraîne une prépondérance du rôle du marché et de la régulation de l'offre et de la demande à un niveau national. C'est dans ce contexte que les SAP et les méthodes du CILSS vont faire leur apparition. L'accent est toujours mis sur la dimension de disponibilité des aliments en fonction de l'offre globale céréalière. Les échelles d'analyse n'étaient alors que nationale et régionale. L'évaluation du phénomène d'insécurité alimentaire à un niveau local apparaît début des

⁷⁹ PAS : Politiques d'Ajustement Structurels

années 1990. Le concept de sécurité alimentaire s'élargit alors à celui de pauvreté alimentaire. L'approche par un niveau local va mettre en avant l'amélioration et la diversification des revenus pour une meilleure accessibilité aux aliments. Début des années 2000, on assiste à un changement de politique. Le phénomène est abordé à une échelle locale et individuelle. Les capacités des paysans sont de plus en plus mises en avant. On parle alors de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Depuis 2005, les concepts de souveraineté alimentaire et d'autosuffisance durable sont les points de départ des évaluations de la vulnérabilité alimentaire. Les échelles d'analyse se multiplient en faisant apparaître un nombre de plus en plus importants d'acteurs. L'analyse devient multi-sites pour traduire au mieux la dynamique de l'insécurité alimentaire et son hétérogénéité spatiale et temporelle. Les politiques visent alors le renforcement des capacités tant étatiques que communautaires mais aussi et surtout individuelles ou des ménages.

Au fil des années, les mesures se sont complexifiées. Les organismes de recherche en matière d'insécurité alimentaire multiplient les démarches de terrain pour approcher la problématique de la manière la plus précise qui soit. Aujourd'hui, le concept de vulnérabilité semble le plus abouti pour évaluer l'insécurité alimentaire. (Janin, 2010)

4.2. Les enquêtes de vulnérabilité : enjeux et faisabilité.

Lors de ce travail, je me suis posé la question de l'intégration de ces approches dans des structures de petite échelle comme l'ONG Louvain coopération au Développement. Ces démarches sont-elles adaptées aux ONGs ? Les moyens qu'elles nécessitent ne sont-ils pas trop importants ? Ces démarches sont-elles tout simplement réalisables dans le cadre d'un projet de développement rural tel que le projet LIAM ?

Différents entretiens peuvent éclairer ce questionnement. Dans un premier temps il est indispensable de prendre en compte l'avis des premiers concernés, c'est-à-dire les travailleurs de l'ONG. Dans un deuxième temps, le point de vue d'un anthropologue- Monsieur de Suremain - sera présenté, pour terminer par la vision du bailleur de fonds, Monsieur Standeart.

Vincent Henin expert en insécurité alimentaire et économique est l'intermédiaire entre le projet LIAM et ses partenaires et le FBSA. Il admet volontiers que les moyens engagés sont importants. L'évaluation de la vulnérabilité alimentaire nécessite des ressources humaines, financières et du temps non négligeables qui pourraient être employés à d'autres fins pour aider les bénéficiaires. Cependant, elle est indispensable pour appréhender et caractériser la problématique. Mais elle est également importante pour le suivi-évaluation du projet, afin de mesurer précisément l'impact de celui-ci. Une certaine déconnexion des réalités vécues par les paysans est également mise en avant. L'évaluation du niveau de vulnérabilité telle que pratiquée dans le contexte du projet LIAM déshumanise en quelque

sorte le problème de l'insécurité alimentaire. L'approche exclusivement statistique et quantitative tend à laisser de côté les sentiments et le ressenti des populations. La catégorisation par l'agrégat des différents indicateurs tend d'une certaine manière à s'éloigner de la réalité du terrain.⁸⁰ Pour pallier à cette contrainte, l'ONG a procédé à une approche complémentaire, plus qualitative avec les paysans des trois catégories préétablies pour les aider à définir des indicateurs d'extrême pauvreté.

Monsieur de Suremain, anthropologue à l'Université de Paris et à l'IRD, est lui plus réservé sur le bienfait de ces enquêtes. Pour lui, ce type d'enquête ne prend pas assez en compte le contexte culturel local, les enjeux sociaux, qui découlent de l'insécurité alimentaire. Une approche qualitative doit être intégrée à ces démarches trop statistiques et administratives. Le sentiment des premiers intéressés, des bénéficiaires est délaissé au profit de la perception des agents de développement. Les enjeux autour de l'insécurité alimentaire sont éminemment plus complexes qu'il n'y paraît.

Le Fonds belge pour la Sécurité alimentaire insiste quant à lui sur la nécessité des démarches d'évaluation et de catégorisation. Le Fonds doit, par sa mission propre, toucher les plus vulnérables par les projets qu'il subventionne. Si une enquête sérieuse préalable n'est pas réalisée pour mettre en place un suivi-évaluation et une catégorisation des plus vulnérables, il ne peut évaluer l'impact du projet. L'identification des plus vulnérables est donc indispensable pour rendre compte au Parlement du bien fondé des actions menées. Monsieur Standeart précise également que le coût financier de ces enquêtes est supportable pour les ONGs. La part du budget réservée à l'évaluation de la vulnérabilité n'est que minime dans le budget total investi.

4.3. L'inexistence d'une approche qualitative.

Les différentes approches en matière d'évaluation de l'insécurité alimentaire se sont succédées, influencées par les politiques de développement internationales. Aujourd'hui, l'approche la plus complète semble venir du PAM qui, par son étude de terrain, prend en compte le plus possible la dynamique du phénomène d'insécurité alimentaire. En multipliant les niveaux d'informations, la mesure de l'insécurité alimentaire se veut plus précise. On constate également que l'approche du phénomène est en constante évolution et on ne peut savoir quelle sera l'approche privilégiée à l'avenir. En regard des différentes enquêtes, il n'est pas difficile de remarquer l'absence d'une approche qualitative. La tendance actuelle à la *quantophrénie* et la *méthodophrénie* (Arditi, Janin, Marie, 2011) favorisée par leur large diffusion médiatique (Janin, 2010) jouit d'une légitimité dans le domaine de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Les enquêtes capitalisées semblent être acceptées comme vraies et

⁸⁰ Lors de mon séjour, j'ai eu beaucoup de mal en lisant les données et résultats d'enquête, à me faire une idée précise des populations vulnérables.

ne font l'objet d'aucune remise en question par les agents de développement. Pourtant, comme on a pu le voir, l'insécurité alimentaire se définit avant tout par son contexte particulier qui ne peut être extrapolé à d'autres situations d'insécurité alimentaire.

Une démarche qualitative est je pense essentielle pour compléter une approche quantitative technocratique qui finalement tend à déshumaniser la problématique. Les approches actuelles ignorent la dimension sociétale de l'insécurité alimentaire. (Ariditi, Janin, Marie, 2011 : 23) Les enjeux sont sous-estimés, les perceptions des premiers concernés sont oubliées. Il est frappant en lisant ces enquêtes de remarquer l'absence ou la très timide insertion du mot « faim ». Pourtant, le sentiment de faim n'influence t-il pas le comportement des individus ? Leurs perceptions de la sécurité, d'un repas équilibré dépend moins de l'analyse nutritionnelle qu'en font les experts que des normes sociétales qui dans toutes sociétés définissent ces valeurs. Les enjeux sont éminemment plus complexes.

L'extrême pauvreté est dans le monde la principale source de discriminations, d'exclusions. L'isolement des plus vulnérables n'est cependant jamais abordé. Pourtant, il peut être l'une des causes principales de cette vulnérabilité. C'est dans cette optique, je pense, que la démarche qualitative est indispensable. Les enjeux autour des projets de développement ne font pas assez l'objet d'attention alors que les réactions des paysans face à ces derniers sont multiples et peuvent certainement influencer le bon fonctionnement de ceux-ci. Les réactions de sélection, de détournement, des logiques de recherche de sécurité, d'accaparement sont autant de possibilités qui doivent être prises en compte. (De Sardan, 1995)

Conclusions Générales

Le Burundi fait face aujourd'hui à de multiples défis. L'extrême pauvreté qui touche une importante partie de la population caractérise une situation d'insécurité alimentaire sévère. Le pays sort d'une crise majeure qui a affecté ses ressources et son développement. La population, majoritairement paysanne, est dépendante d'une agriculture vivrière aujourd'hui mise à mal par une pression démographique forte et une dégradation des ressources naturelles toujours plus importante.

La pression foncière, les sécheresses à répétition, la dégradation des terres arables sont autant de difficultés auxquelles les ménages burundais sont confrontés. En l'absence de revenus suffisants due principalement à une faible productivité, l'accessibilité aux soins de santé, aux services de base, à une alimentation suffisante et variée est difficile.

Le pays, longtemps délaissé par l'aide internationale, voit les projets de développement rural se multiplier sur son territoire. L'ancien développement est maintenant depuis une dizaine d'années dans les provinces du nord du pays. Son dernier projet de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition a pour objectif de réduire la vulnérabilité des paysans en situation d'insécurité alimentaire. Subventionnée par le FBSA, l'ONG a dû porter une attention particulière aux paysans extrêmement vulnérables. Pour pouvoir identifier cette population cible, l'organisation a procédé à différentes enquêtes qui lui ont permis, d'une part, de caractériser la problématique spécifique à la région et, d'autre part, de catégoriser sa population bénéficiaire.

Ces méthodes d'évaluation très techniques et complexes renvoient à la problématique elle-même. La vulnérabilité à l'insécurité alimentaire est un phénomène complexe qui se définit par une dynamique et un caractère englobant. Ces méthodes largement diffusées dans les pays en développement ont pour objectif de définir les causes et les conséquences de l'insécurité alimentaire. Elles s'appuient sur un nombre important d'indicateurs interdépendants les uns des autres. Ces derniers sont indispensables aux agents de développement qui, une fois la problématique définie, peuvent agir sur un ou plusieurs de ces indicateurs, considérés alors comme facteurs de vulnérabilité.

La difficulté réside alors dans le choix de ces indicateurs et leur incidence propre sur la problématique. L'importance de l'incidence de ces indicateurs est déterminée par le contexte d'intervention. Dans le cas des provinces du nord du Burundi, l'exiguïté des parcelles de terre, l'absence de hangars de stockage, l'inaccessibilité aux soins de santé, la faible diversification des cultures et des revenus sont autant d'indicateurs sur lesquels l'ONG cible ses efforts pour venir en aide aux plus vulnérables. Le projet LIAM tend alors à augmenter la résilience des ménages identifiés comme vulnérables en augmentant leur capacités propres afin de diminuer leur vulnérabilité face aux risques multiples, connus comme inconnus. Les concepts récents de résilience et de vulnérabilité sont intimement liés. La résilience d'un ménage fait référence à la synthèse de ses capacités mobilisables

face au risque. Alors que la vulnérabilité, par opposition, met en avant l'incapacité des ménages à se sortir d'une situation critique et/ou se prémunir du risque.

Même si ces méthodes d'évaluation sont indispensables pour la conception et le suivi-évaluation des projets, certaines critiques peuvent remettre en question l'approche du phénomène d'insécurité alimentaire. Ces méthodes capitalisées et diffusées dans les pays en développement jouissent d'une certaine légitimité. Sans les remettre en question, on ne peut que constater l'absence d'approche qualitative. La tendance est toujours au quantifiable, au mesurable, au statistiquement vérifiable. En regard de l'évolution, l'on constate que ces méthodes sont liées aux politiques alimentaires qui se sont succédées dans les Etats africains. Le rôle de l'Etat, tantôt central, tantôt minimisé, a orienté ces démarches qui pour une majeure partie tirent leurs origines des crises alimentaires en Afrique Subsaharienne.

Aujourd'hui, la tendance est à une approche multidimensionnelle qui doit pouvoir prendre en compte la dynamique du phénomène d'insécurité alimentaire. A la cartographie de la malnutrition, des risques naturels et sanitaires s'ajoute une approche au niveau des ménages, de l'évaluation de leur vulnérabilité nutritionnelle et de leur capital productif. Les méthodes se veulent de plus en plus localisées, pour capter l'hétérogénéité de la vulnérabilité. Ces méthodes nécessitent alors des moyens importants pour leur conception, mais également des compétences pointues pour leur interprétation.

Sans approche qualitative, on s'éloigne de plus en plus des réalités du terrain. Les individus sont peu à peu remplacés par des chiffres et des graphiques. Le phénomène d'insécurité alimentaire sous-tend cependant une réelle dynamique sociale traversée par des normes, des perceptions qui influencent directement le fonctionnement des projets de développement. Les projets sont alors confrontés à des comportements qu'ils ne peuvent expliquer et auxquels ils ne sont pas préparés et voient leurs résultats, leur impact espéré diminuer, certainement encore plus au près des ruraux les plus pauvres.

Indispensable, l'approche quantitative soutenue par une certaine méthodophrénie doit pouvoir faire l'objet d'une remise en question. Une approche qualitative devrait pouvoir être intégrée à ces méthodes qui tendent finalement à déshumaniser un problème qui touche encore de trop nombreuses sociétés aujourd'hui : une problématique profondément humaine qui se définit par un sentiment inacceptable et destructeur qu'est la faim.

C'est ensemble qu'agronomes, statisticiens, nutritionnistes, climatologue, économistes, anthropologues et sociologues... , une fois leurs différentes compétences partagées, pourront plus efficacement lutter contre l'insécurité alimentaire.

Bibliographies

- ANSOMS An, 2010, « View From below on the pro-poor growth challenge : policies in the context of rural Rwanda, pp 123-146
- ARDITI CI, JANIN Pi, MARIE AI, 2012, « La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Réalité et faux semblants », Karthale, Paris
- BERTIN, 2008, « L'approche par les capacités d'Amartya Sen, une voie nouvelle pour le socialisme libérale », *Cahier du Gretha*, n°09, pp 1-17
- BOULANGER, MICHIELS, DE JAEGHER, 2004, *Système d'information. L'expérience AEDES en Afrique*, L'harmattan, Paris, pp 41-99
- BOURDELAIS P, 2005, « Qu'est ce que la vulnérabilité ? « Un petit coup renverse aussitôt la personne » », *Anal de la démographie historique*, n°110, pp 5-9
- BRUEGUEL STANZIANI, 2004, « Pour une histoire de la sécurité alimentaire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°51, pp 7-16
- CLEMENT M, 2009, « Amartya Sen et l'analyse socioéconomique des famines : portée, limites et prolongements de l'approche par les entitlements », *Cahier de Gretha*, n° 25, pp 3-22
- COCHET H., *Crises et révolutions agricoles au Burundi*, Paris, Editions Karthala, 2001, pp 134-178
- COURADE G, de SUREMAIN Ch-Ed, 2001, « Inégalité, vulnérabilité et résilience : les voies étroites d'un nouveau contrat social en Afrique subsaharienne », pp 119-133
- DECRON S, 2006, « La vulnérabilité : une perspective microéconomique », *Revue d'économie di développement*, Vol 20, pp 78-118
- F.A.O., 2006, Sécurité alimentaire, Note d'orientation, n°2
- F.A.O., Comité de la sécurité alimentaire mondiale, « Indicateurs de référence qu'il est proposé d'utiliser pour évaluer la sécurité alimentaire », Rome, 18-21 septembre 2000, pp1-12
- FIDA, FBSA, 2009, « Programme conjoint FIDA/Fonds belge de Survie. 25 années de collaboration »
- GONDARD, ROUSSEAUX, « Vulnérabilité et résiliense, analyse des entrées et sorties de la pauvreté : le Cas des Observatoires Ruraux de Madagascare », IRD
- JANIN Pierre, 2006, « La vulnérabilité des Sahéliens : concepts, échelles et enseignement d'une recherche de terrain », *Espace Géographique*, tome 35, Ed.Belin 2006/4-Tome 35. ISSN 0046-2497. Pp 355-366.
- JANIN Pierre, 2010, « La lutte contre l'insécurité alimentaire au Sahel : permanence des questionnements et évolution des approches », *Cath Agric*, n°3, pp 177-184
- JANIN Pierre, 2009, « Précarité et vulnérabilité alimentaire », *Fond documentaire IRD*, Université de Paris, pp 204-219

- JANIN Pierre, 2008, « Acteurs stratégiques, cadres normatifs de l'action et régulation des politiques alimentaires au Sahel », *IRD*, Rapport scientifique de novembre 2008, p 283
- LALLAU B, 2008, « Les agriculteurs africains entre vulnérabilité et résilience. Pour une approche par les capacités de la gestion des risques », *Revue Française de socio-Economie*, n°1, pp 177-198
- NDAYISHIMIYE Pr, 2005, « Relation cultures vivrières – culture de rente et dynamique agraire au Burundi : une étude de cas à partir de trois régions agro-écologiques », Faculté Universitaire des Sciences Agronomiques de Gembloux, Belgique, pp 128-165
- MEDA D, 2002, « Le capital social : un point de vue critique », *L'économie politique*, n°14, pp 36-47
- OLIVIER De SARDAN, Jean Pierre, 1996, « La politique de terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, n°1, Les terrains de l'enquête
- OLIVIER De SARDAN, Jean Pierre, 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Karthala, Paris, pp 5-202
- OLIVIER De SARDAN, Jean Pierre, 2003, « L'enquête socio-anthropologique : synthèse des méthodologies et recommandations à l'usage des étudiants », *L.A.S.D.E.L.*, Niger, pp 1-54
- OZER Pierre, 2008, « Introduction aux risques naturels », *Ulg*, (cours), pp 1-11
- P.A.M., 2004, « Analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité. Burundi », P.A.M., sous division ODAV, pp 1-77
- P.A.M., 2008, « L'insécurité alimentaire au Burundi : une analyse à partir de l'enquête QUIBB 2006 », P.A.M., Burundi, pp 2-88
- P.A.M., Vinck, Bizuneh, Rubavu, Tahirou, VAM- Analyse de la Vulnérabilité et Cartographie, Bujumbura, 2008
- P.N.U.D., 2010, « Rapport Burundi. Objectifs du Millénaire pour le Développement », juillet 2010, p 82
- P.N.U.D., République du Burundi, 2009, « Etude de vulnérabilité et d'adaptation aux changements climatiques. Document de synthèse », Rapport final, août 2009, p 153
- ROUSSEAU Sophie, 2009, « Capacité, risque et vulnérabilité », Université de Lille, p 16
- SEN Amartya , 1976, « Poverty an ordinal approach to measurement in econometrica », Vol 44, n°2, pp 219-231
- SIRVEN N, 2007, « De la pauvreté à la vulnérabilité: évolutions conceptuels et méthodologiques », *Monde en Développement*, n°140, pp 9-24.
- SOULET M-H, 2005, « La vulnérabilité comme catégorie de l'action publique », *Pensée purielle*, n°10, pp 49-59

Littérature grise

- HABOUBACAR, ANDRES, 2010, « Note synthétique sur l'évaluation et le calcul de vulnérabilité des ménages au Niger », *Grap3A*, Université de Liège, Gembloux agro bio tech
- NIYONZIMA, KAOUDE, 2010 « Etude de définition de la baseline du projet de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition (L.I.A.M.) dans les provinces du Nord du Burundi, rapport final », *Louvain Coopération eu Développement*
- LD, 2009, « Projet de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Document technique et financier soumis au Fonds belge de Survie dans le cadre de la 2^{ème} phase du projet « Lutte contre la Pauvreté dans les provinces du Nord », *Louvain Coopération au Développement*
- LIAM, *Approche d'appui aux plus vulnérables dans la zone d'intervention*, mars 2012, Ngozi
- LIAM, janvier 2012, « Rapport d'évaluation à mi-parcours, Projet de lutte contre l'insécurité alimentaire », Ngozi
- SABIMBONA B., NYAMWASA J.D., NTAHONKIRIYE P. et ali, *Rapport de mission d'analyse contextuel et d'identification des organisations paysannes du Burundi* du 19 au 26 novembre 2006, Bujumbura, 2006; <http://www.google.be/#hl=fr&xhr=t&q=agriterra>
- SUNZU NTIGAMBIRIZWA (Ministère de l'eau, de l'environnement et de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, PNUD), *Etudes de vulnérabilité et d'adaptation aux changements climatiques, document de synthèse*, Bujumbura, aout 2009

Sites internet

- <http://agora.qc.ca/thematiques/inaptitude.nsf/dossiers/vulnerabilite> (Consulté le 30 mars 2011)
- <http://www.irenees.net/fr/fiches/notions/fiche-notions-44.html> (Consulté le 24 avril)
- <http://www.fao.org/docrep/w9990f/W9990f08.htm> (consulté le 24 juillet 2011)
- http://fr.wikipedia.org/wiki/Cat%C3%A9gorisation_sociale (consulté le 28 février 2011)
- http://books.google.bi/books?id=DNW13TEYnsAC&pg=PA423&lpg=PA423&dq=cat%C3%A9gorisation+pauvret%C3%A9&source=bl&ots=XbositMMWz&sig=bWoQT451FkJcxvLEm oQ16Ofdwpq&hl=fr&ei=w5pvTe-HG8ObOpinL4G&sa=X&oi=book_result&ct=result&resnum=6&ved=0CEAQ6AEwBQ#v=onepage&q=cat%C3%A9gorisation%20pauvret%C3%A9&f=false (consulté le 13 juillet 2011)

Entretiens.

Dans le cadre de l'enquête de terrain :

- 11 interviews de paysans moins vulnérables
- 3 interviews de chef de colline

- 4 interview d'agents des pouvoirs publiques, Administratrice communale, 2 agents de santé, 1 agent administratif

Dans le cadre de ma recherche globale au Burundi :

- 4 travailleurs de l'ONG, 2 équipe de Louvain coopération au développement, 2 UCODE-asbl
- 1 travailleur d'une ONG locale
- Monsieur Swalens, premier secrétaire à la coopération au développement, Burundi

Dans le cadre de ma recherche globale ici en Belgique :

- Monsieur Hénin, expert en sécurité alimentaire et économique, Louvain Copération au Développement
- Monsieur Standaert, coordinateur adjoint pour le FBSA
- Monsieur de Suremain, anthropologue Université de Paris, IRD